

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES

ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES EN FRANCE

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 5 Juin 1920, à 2 heures du soir

PAR

René CAZEAU

Président : M. PILLET, Professeur

Suffragants { *MM. GEOUFFRE de LAPRADELLE, Professeur*
HÉMARD, Agrégé

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 5 Juin 1920, à 2 heures du soir

PAR

René CAZEAU



Président : M. PILLET, Professeur

Suffragants { *MM. GEOUFFRE de LAPRADELLE, Professeur*
HÉMARD, Agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE D'ALBERT CORNU

R. Cazeau

I

DES
ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES
EN FRANCE

INTRODUCTION

Entre le moment où nous avons achevé la réunion des documents nécessaires au présent travail, et le moment où nous avons pu commencer à le rédiger, un événement important a failli nous y faire renoncer : la Guerre.

Cette guerre, par la façon dont elle éclata, fut un réveil cruel pour ceux qui s'abandonnaient aux généreuses rêveries de la Paix universelle ; davantage, elle semblait infliger un démenti cuisant à ceux qui, dans le domaine des sciences politiques ou juridiques, croyaient à l'incessant progrès de l'Esprit international (1).

1. Gabriel Hanotaux, *l'Esprit international*, article de tête dans *le Figaro* du 14 février 1914. — Combes de Lestrade, *La vie inter-*

Quiconque a vécu les heures tragiques de la Guerre de 1914-1918 a pu croire que l'édifice du Droit et de la Morale, lentement construit par les générations précédentes, était ébranlé jusqu'en ses fondements : les traités violés sous prétexte que « nécessité n'a pas de loi » (1) ou dénoncés pour obéir à « l'égoïsme sacré » de l'Etat (2) ; les propriétés privées, corporelles ou incorporelles ravagées, pillées, spoliées ou confisquées ; la personne humaine ravalée plus bas que le bétail, au rang de « matériel humain, » toute la réglementation minutieuse des rapports internationaux publics ou privés semblait s'être écroulée sous un souffle mortel.

Dès lors, à quoi bon poursuivre, dans notre sphère modeste des associations en droit international, l'examen d'un problème particulier, alors que les premiers principes, les acquisitions les plus sûres de cette science juridique paraissaient s'évanouir au dur contact des réalités ?...

Deux ordres de considérations nous ont empêché d'aboutir à cette conclusion désabusée.

Voici la première, plutôt *a prioriste* : à supposer que nous dussions nous borner à formuler des vœux et à travailler dans l'imaginaire, notre effort aurait

nationale, 1911, p. 94. — A Fred, Rapport au Congrès des Associations internationales, 1910, *Cl.* 1910, p. 782.

1. Paroles du chancelier de Bethmann-Hollweg à la tribune du Reichstag ;

2. Paroles du Président du Conseil Italien.

au moins la fécondité des hypothèses même provisoires.

En outre, un examen loyal et serré des événements, l'enchaînement des faits les plus évidents nous ont enseigné que cette guerre avait été la démonstration la plus éclatante de l'internationalisme. Définissons provisoirement ce mot ainsi : interdépendance matérielle et morale des Etats.

Or, c'est cette interdépendance qui fait de la reconnaissance internationale des associations non seulement une question de justice, mais d'intérêt bien compris et même de nécessité.

De nécessité, disons-nous, et là-dessus la guerre nous a fourni un enseignement : en effet un esprit positif ne peut s'abstenir de constater qu'il y a maintenant des vainqueurs et des vaincus, et qu'ainsi le Force a clôturé, dans le domaine des faits, le débat toujours ouvert dans le champ clos frémissant des idées et des sentiments.

Il va de soi que par force, nous n'entendons pas uniquement la force brutale résultant du nombre de canons, des gros bataillons, des amoncellements de machines à tuer ou à protéger ; nous n'envisageons pas seulement les efforts des stratèges et les plans des états-majors ; mais nous songeons au faisceau des volontés, des souvenirs, des passions, des préjugés mêmes, qui ont constitué ces « impondérables » dont Bismarck vantait l'importance capitale.

Cette guerre est donc l'apothéose et l'apologie de la Force, d'une force qui s'est mise au service des réalités les plus vivantes, ou, pour mieux dire, qui s'est *identifiée* avec ces réalités. Car ici, force et vie sont *identiques*: le droit ne fait que les reconnaître en les formulant.

Au premier rang de ces réalités, était apparue l'interdépendance inéluctable des nations. Interdépendance politique, économique, sociale. Interdépendance morale aussi comme le prouve la publication des innombrables livres diplomatiques : bleu, jaune, gris, etc., tendant visiblement à convaincre la *communauté internationale* du bon droit de chaque belligérant.

Or la Force, et la Force seule, a su conférer aux intérêts vitaux qu'elle servait leur place nécessaire et reconnue : elle a ainsi créé le Droit.

La Guerre de 1914-1918 nous a ainsi apporté une confirmation éclatante d'une idée qui nous est chère et dont l'importance nous paraît essentielle pour servir de base à notre ouvrage.

C'est que les réalités vigoureuses s'imposent aux diplomates comme elles s'imposent aux législateurs. Certains esprits fort distingués — qu'on pourrait appeler les métaphysiciens du droit — déniaient toute existence véritable aux associations et autres groupements, ont prétendu que la loi seule leur conférerait l'existence en vertu d'une « fiction ».

Ils fermaient ainsi les yeux à des phénomènes très caractérisés de notre civilisation moderne et aux enseignements de l'histoire. Toujours et partout, le législateur a dû finir par composer avec les groupements, soit pour les reconnaître, soit pour les régler. C'est qu'ils représentaient une force et une force incoercible, car elle a sa source profonde dans l'homme lui-même.

De même que cette reconnaissance légale des associations n'est pas l'effet d'une concession gracieuse du législateur, nous estimons que leur reconnaissance extra-territoriale n'est pas davantage l'effet d'une sorte de *courtoisie internationale*.

Il y a là, non pas une question de courtoisie, mais une question de justice internationale : l'Etat qui l'oublierait, non seulement violerait ses premiers devoirs, mais s'exposerait à des mesures de rétorsion qui, *de force*, le ramèneraient à une conception plus saine du droit associationnel.

A ce premier point de vue la Guerre que nous venons de subir a donc en définitive ravivé, selon nous, l'intérêt de notre étude.

Malheureusement, par les bouleversements multiples qu'elle a amenés dans la situation des Etats comme dans celle des individus, cette guerre nous aura empêché de donner à cette étude les proportions que nous avions projetées jadis.

Il importe, croyons-nous, d'attendre, par exemple, que les anciens empires centraux, la Russie, les Balkans, à savoir : les trois quarts de l'Europe, soient sortis de la crise chaotique qu'ils traversent, avant d'entreprendre, à leur égard, une étude de législation comparée.

C'est pourquoi l'on trouvera dans le présent ouvrage plutôt un croquis qu'un tableau détaillé.

Notre ambition consiste à apporter une contribution à l'étude particulièrement intéressante des groupements sans but lucratif en droit international.

Il ne nous déplaît point d'abriter sous la grandeur de ce but la modestie de notre essai.

GÉNÉRALITÉS

Définition de l'association. — Son rôle international.
Plan de l'ouvrage.

1. L'association, au sens large, est la réunion durable ou périodique de plusieurs personnes dans un but spécialement déterminé.

Par sa durée, elle se différencie de la « réunion » passagère entre diverses personnes qui ne sont liées par aucun engagement réciproque soit avant soit après leur rencontre.

Elle est volontaire ou mieux consentie : à ce titre, elle se distingue de la famille, créée par la consanguinité, et qui ne résulte ni du choix ni de la délibération des individus.

Enfin le but ainsi déterminé est *spécial* ; les individus qui s'associent poursuivent la satisfaction d'un besoin spirituel ou d'un intérêt matériel ; ils ne visent pas à la satisfaction générale et universelle de leurs besoins matériels ou moraux, prévus ou imprévus.

A cet égard, l'association ne peut se confondre

avec le mariage formé entre deux individus de sexe différent « pour perpétuer leur espèce, pour s'aider « par des secours mutuels à porter le poids de la vie « et pour partager leur commune destinée ». (Portalis). *Consortium omnis vitae, divini atque humani juris communicatio*, disaient encore les Anciens à propos de l'union conjugale : ainsi se marque la différence avec les associations religieuses, dénommées congrégations ou ordres, caractérisées essentiellement non par la pérennité des engagements ou vœux mais par la recherche et la satisfaction de fins purement spirituelles.

Cette délimitation de l'objet poursuivi par l'association constitue sa raison d'être : c'est pour les juristes le principe de la spécialité. Il domine la matière et permet de résoudre maintes difficultés. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

2. Les groupements de personnes ainsi définis d'après leur but peuvent être considérés différemment, suivant que ce but est ou non un partage de profits pécuniaires. Le mot *association* a été dès lors dans un sens étroit opposé au mot *société*. C'est en ce sens que l'article 1 de la loi française du 1^{er} juillet 1901 définit l'association « la convention par laquelle « deux ou plusieurs personnes mettent en commun « d'une façon permanente leurs connaissances ou « leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. »

Doit donc être considéré comme *société*, au point de vue de la loi française, tout groupement ayant pour but un partage de bénéfices. Par exemple les sociétés civiles ou commerciales. Comme toujours dans le langage du droit, il convient de ne pas trop presser les définitions.

Le législateur a donné maintes fois l'exemple de la confusion, soit en dénommant sociétés de véritables associations : sociétés secrètes (Décret du 28 juillet 1848 art. 13), sociétés de pêcheurs à la ligne (L. 15 avril 1829 et du 20 janvier 1902), sociétés d'assurances mutuelles (L. 24 juillet 1867 art. 66). D'autres fois il décore du nom d' « association commerciale en participation » une véritable société.

Les juristes n'ont pas été plus heureux en proposant les dénominations d'associations idéologiques, désintéressées, qui excluraient de la définition les groupements importants connus sous le nom de cercles. D'ailleurs toute association poursuit un *intérêt* matériel ou moral ; c'est la loi même de la vie.

Dire que l'association se caractérise en ce qu'elle ne recherche pas un « avantage pécuniaire » (1) ne vaut guère mieux : car l'amélioration des salaires et autres avantages immédiatement appréciables en argent figurent au premier rang des revendications formulées par les groupements professionnels ou syndicaux.

1. Planiol, 6^e édition, tome II, p. 640 note 1.

En réalité, on s'accorde à peu près sur le sens des expressions : association sans but lucratif ou à but lucratif, à condition, encore une fois, de ne pas envisager les cas limites.

En effet, il faut un esprit très aiguisé, ou une disposition particulière de la loi, pour regarder comme un « lucre », *l'usage* d'une maison, qui d'après l'article 1841 du Code civil peut faire l'objet d'une société ; et, inversement, pour considérer une tontine ou une association d'assurances mutuelles comme une association dépourvue de but lucratif.

3. Pour ces cas limites, le législateur a dû forger des dispositions spéciales.

En vérité, il classe un groupement quelconque parmi les associations ou les sociétés, l'approche ou l'éloigne d'un de ces deux pôles juridiques selon les prévisions qu'il peut faire sur l'activité de ce groupement au point de vue économique et au point de vue de l'ordre public.

Tout essai de définition absolument scientifique de l'association n'a donc qu'une valeur didascalique ; dans la pratique jurisprudentielle et les conflits de loi il se ramène au *problème des qualifications* que nous étudierons plus loin.

4. L'importance des associations sans but lucratif au point de vue international, a crû avec le progrès général de la civilisation, la facilité des échanges et des transports, la complexité croissante des rap-

ports entre Etats. Tout comme la richesse matérielle, les intérêts scientifiques, artistiques, littéraires, professionnels, religieux sont devenus matière internationale, ont débordé les frontières et ont donné lieu à des problèmes de plus en plus délicats à résoudre.

« *L'association, en dehors de l'Etat, sans détruire l'Etat, est la question capitale de l'avenir* », écrivait déjà Renan (1).

Cette question a pris une acuité particulièrement pressante depuis que la guerre de 1914-1918, par son emploi des masses humaines, a convaincu chacun de la force des collectivités, et depuis, notamment, que l'association, sous la forme syndicale, ne vise plus seulement à détruire l'Etat mais à le supplanter. Très significatives à cet égard sont les motions votées aux congrès nationaux de la C. G. T. (2).

Auparavant déjà, les moindres à-coups des législations internes ou de la « lutte des classes » avaient eu leurs répercussions à l'étranger : à Paris, en sa réunion tenue le 23 décembre 1911 au concert Mayol, le syndicat professionnel des artistes lyriques s'entend avec la « Loge » de Berlin et la « Variety federation » de Londres pour faire boycotter les concerts de Paris en cas de grève (3).

1. *Les Apôtres*, p. 351.

2. Voir la *Bataille syndicaliste* du 6 novembre 1919, *Information ouvrière et sociale* du 12 octobre 1919.

3. Cl. 1912, p. 988.

La loi du 1^{er} juillet 1901, votée en France, a provoqué un véritable exode de congrégations pour le Royaume Uni. Citons :

Le Sacré-Cœur (5 maisons), les Fidèles compagnes de Jésus (6 écoles) les Carmélites, les Filles de St Vincent de Paul, les Sœurs de Bon-Secours, de l'Espérance, de Notre-Dame de Sion, de Nazareth, les Petites Sœurs des Pauvres, de Marie Auxiliatrice, de Marie Réparatrice, de l'Assomption, de l'Adoration perpétuelle, de Montleau, les Ursulines (1).

Le siège administratif de l'institut des Frères de l'Instruction chrétienne qui se trouvait à Ploërmel depuis 1824 est transféré en Angleterre, dans le comté de Somerset, à Taunton (2).

Les Chartreux s'égaillent eux aussi et transportent leur distillerie à Tarragone, en Espagne.

D'ailleurs, nul besoin d'invoquer une crise, grande ou petite, pour expliquer l'entrée croissante des associations dans la vie internationale. L'association, comme toute cellule sociale véritablement vivante, tend invinciblement à la conjugaison avec les éléments semblables, au bourgeonnement ou à la scissiparité. Ainsi, les Sœurs de Saint Vincent de Paul, qui se consacrent à toutes sortes d'œuvres, comptent, en Europe seulement, 2500 établissements comprenant 30.000 membres.

1. *Bulletin des Congrégations*, 1901, p. 173.

2. *Bulletin des Congrégations*, 1904, p. 252.

Quant aux associations qui se proclament expressément internationales, elles se sont multipliées à tel point depuis un demi-siècle que leur simple énumération pourrait faire l'objet d'une monographie. Citons seulement : l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, l'Association internationale sismologique, l'Association internationale des avocats, l'Association internationale des congrès de navigation, le Bureau international des poids et mesures, l'Institut international d'agriculture, l'Institut de droit international, l'Union pour la protection de la propriété industrielle, etc...

5. Les problèmes auxquels peuvent donner lieu ces associations sont donc multiples. Nous nous proposons de les examiner en prenant un point de départ positif, savoir notre loi du 1^{re} juillet 1901 qui forme en France le droit commun.

Dans une seconde partie, nous nous occuperons spécialement des dispositions de cette loi visant les associations formées en France par des étrangers.

Nous traiterons ensuite, à la lumière des principes ainsi dégagés, des associations étrangères en France.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE L'ASSOCIATION

6. L'association a su toujours trouver sa place au soleil. Il n'entre pas dans nos vues de faire un historique détaillé du fait associationnel.

SECTION I

Mais cet historique est à notre avis *absolument nécessaire*.

Loin de constituer un hors-d'œuvre, il tend à prouver, par les faits eux-mêmes, que l'association est une réalité vivante et vigoureuse qui a toujours su s'imposer à l'attention du législateur.

D'autres ont préféré prouver « la réalité » de ces personnes juridiques par des voies purement logiques : il semble bien, à notre sens, qu'ils aient

seulement réussi à revivifier les anciennes querelles scolastiques sur le nominalisme et le réalisme.

Quant à nous, nous déclarons nettement notre préférence pour la méthode historique : il s'agit là en quelque sorte, d'une vérification expérimentale.

Les Grecs n'ignoraient point les « Cercles » (1). Aristote y fait allusion dans un passage de son Ethique (2) : l'*Eranos* était une « association permanente de personnes, formée pour l'amitié et pour le plaisir » (3). Les Associations religieuses chez les Grecs », tel est le titre et l'objet d'une savante monographie de P. Foucart, de l'Institut.

SECTION II

Rome connaissait deux grandes classes de personnes collectives; désignées habituellement par les expressions non romaines *d'universitates personarum* et *universitates rerum*. Les premières comprenaient, à côté des personnes du droit public comme l'Etat (*res publica, populus, aerarium populi Romani*) et les communes (*civitates, municipia, coloniae*), d'autres associations s'intéressant à des objets religieux (collèges de prêtres), administratifs (*decuriæ* des appari-

1. Cf. E. Curtius, *Hist. gr.*, I, p. 233 ; K. J. Freeman, *Schools of Hellas*.

2. Nicom, VIII, XI, 7.

3. L. Branchet, *Histoire du droit privé de la République Athén.*, t. IV, p. 354.

teurs), économiques (collèges funéraires), ou même financiers (*societates publicanorum*).

Les *universitates rerum* constituaient plutôt des patrimoines affectés à des buts déterminés : bienfaisance, religion, etc. Pour ainsi dire ignorées du droit païen, elles n'apparurent vraiment qu'à l'époque chrétienne avec les églises, couvents, établissements du culte ou de bienfaisance établis dans des buts pieux (*piæ causæ*), et avec les fondations proprement dites.

On peut dire qu'à Rome, les associations commencèrent par jouir de la liberté la plus complète ; à la seule condition d'avoir des statuts, elles étaient toutes licites sous la République ; ce droit fut sanctionné par les XII tables (8-27) qui établirent même de nouvelles formes d'association.

C'est seulement plus tard qu'une loi Julia, de César ou d'Auguste, prohiba les associations politiques, laissa seulement subsister une partie des anciennes associations (corporations ouvrières, collèges de prêtres, sociétés de publicains) et soumit la création des associations nouvelles au régime de l'autorisation préalable.

Cette autorisation résulta d'une loi, puis d'un Sénatusconsulte, puis d'une consultation impériale (1).

Les droits des personnes morales ainsi définies étaient assez étendus ; elles conservaient une sorte

1. Dig. XLVII, 22.

de droit de patronat sur leurs affranchis ; elles avaient leurs organes, et un patrimoine distinct de celui de leurs membres. Ce qui leur est dû n'est pas dû à leurs membres écrit Ulpien, et ce qu'elles doivent n'est pas dû par leurs membres (1). Elles ne disparaissaient pas avec les personnes qui en faisaient partie ; inversement, elles étaient passibles de suppression gouvernementale : ainsi, les empereurs Honorius et Théodose n'hésitèrent pas à dissoudre le collège des *dendrophores*, coupables de paganisme (2), et à en répartir les biens entre eux-mêmes, l'Eglise et certains particuliers d'orthodoxie notoire.

9. Aussi bien, le Bas-Empire, avec sa politique de centralisation et de réglementation à outrance, marque la main-mise grandissante de l'Etat sur les associations. Certaines professions furent considérées comme indispensables à la vie de l'Etat ou des cités, et, en conséquence érigées en monopoles ou en services publics ; dans la première catégorie, nous trouvons les pêcheurs de pourpre, les chefs d'ateliers d'ouvrières, les directeurs de transports publics ; dans la seconde, les bateliers, les boulangers, les éleveurs qui étaient exemptés de l'impôt (*munera*) mais qui, en revanche étaient héréditairement attachés à la profession. L'association en *collegia* ou corporations,

1. Dig. 34. *Quod cujusc.*, 7. I.

2. C. Th. 16. De pag. 20.

sembla le moyen rêvé pour cet essai d'étatisation universelle : moyen souvent imposé, notamment lorsqu'il s'agissait d'un service public (pompiers, croque-morts), et qui, dans tous les cas, établissait l'ingérence ou la surveillance étroite du pouvoir central (1).

Or, telle est la puissance du fait associationnel que ces mêmes corporations, créées ou entretenues dans un esprit d'asservissement politique, non seulement survécurent à la chute de l'Empire d'Occident, mais jouèrent un rôle toujours important, parfois prépondérant dans l'émancipation communale du Moyen-Age.

SECTION III

10. Pour mieux s'adapter au milieu nouveau, l'association prit presque partout la forme libre introduite par la coutume germanique et qu'on appelle la *gilde*. La *gilde* comportait un banquet périodique, l'exercice en commun de pratiques pieuses et le devoir d'assistance et protection mutuelles (confrérie). Les intérêts corporatifs coïncidant d'ordinaire avec ceux de la cité elle-même, c'est la *gilde* qui nommait les officiers municipaux ; souvent même elle devint la commune elle-même, par exemple pour St-Omer et Paris (marchands de l'eau). Ce mouve-

1. Code Justinien, VI, 63. *De commerciis et mercatoribus*.

ment fut aidé par des associations toutes politiques, souvent déguisées sous la forme de confréries religieuses. C'étaient des sociétés de secours et de défense mutuels qui, de très bonne heure, se formèrent spontanément entre les habitants d'une ville : elles étaient caractérisées par une cotisation et un serment (*geldoniæ* et *conjuraciones*) ; leur vitalité triompha sans peine des prohibitions édictées par les capitulaires carlovingiens. Là encore, dans ce duel séculaire entre l'association et le législateur, la force ne resta pas à la loi.

Violences féodales, foudres des conciles ne servirent de rien ; les exemples abondent ; on les retrouve aux ^{xii}^e, ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles comme aux ^{viii}^e et ^{ix}^e siècles (1).

Là où existe l'association, la commune dite « jurée » obtient le maximum de franchises : les roturiers sont tenus d'en faire partie sauf à être expulsés (Beauvais, Soissons) ; au contraire les nobles et les ecclésiastiques en sont exclus tout en étant forcés de jurer le respect de ses privilèges (Rouen, St-Quentin) ; les serfs n'y sont point non plus admis en principe.

11. Mais le droit associationnel, comme maintes autres libertés, subit de nombreuses atteintes à chaque progrès de la Monarchie grandissante. Contentons nous de citer les ordonnances de 1270 (Établis-

1. Concile provincial de Rouen, janvier 1189, chap. 25. Diète de Worms en janvier 1231.

sements de Saint-Louis art. 125), de 1275 (Philippe le Hardi), de 1291 ; le mandement de 1305 (Philippe le Bel) ; les ordonnances de 1320 et 1328 ; les lettres de Philippe de Valois au bailliage d'Auvergne, défendant à toute personne de faire assemblée « sous couleur de confrérie ou autrement » (1343) ; les ordonnances de 1370, 1385, 1402, 1539, 1560, 1579 ; l'édit du 21 novembre 1629, sous le Cardinal de Richelieu ; la déclaration de juin 1659 ; l'édit de Saint-Germain-en-Laye, par Louis XIV (déc. 1666) ; la déclaration du 23 avril 1693 ; l'édit d'août 1749 ou « Code des gens de main morte » (sous Louis XV et le Chancelier d'Aguesseau) ; cet édit, après avoir établi dans ses articles 9, 10 et 11, certaines actions en nullité et en revendication, ordonne que les biens mis en liquidation « seront vendus au plus offrant et dernier enchérisseur, et le prix confisqué au profit du roi, « pour être par lui appliqué à tels ouvrages publics « qu'il jugera propres ». Le régime ainsi instauré exigeait une autorisation royale pour les associations et spécialement pour les congrégations religieuses ; la capacité ne résultait également pour elles que de cette autorisation (1).

12. La Révolution proclame le principe de la liberté d'association, sans d'ailleurs s'occuper de la capacité des associations (Décret de l'Assemblée

1. Domat, *Droit public*, livre I, titre 2, § 15.

nationale des 13-19 novembre 1790). Cependant, certaines restrictions furent apportées à ce principe, pour éviter le rétablissement des maîtrises et des jurandes (L. des 14-17 Juin 1791 art. 2) et aussi les dangers des associations politiques (décrets des 25 vendémaire an III, 7 thermidor an V, 9 fructidor an V); de plus, les congrégations religieuses furent radicalement supprimées (Déc. des 13-19 février 1790 ; loi du 17 août 1792). Toutefois le décret du 3 messidor an XII (art. 4) donnait au Gouvernement le droit d'autoriser certaines congrégations.

Mais, sept ans plus tard, le Code pénal ne s'occupait des associations que pour les soumettre à l'agrément gouvernemental, dès qu'elles dépassaient vingt personnes (art. 291).

Le même esprit restrictif se fait jour dans les lois du 10 avril 1834 et du 19 juin 1849, dans le décret-loi du 25 mars 1852. Mêmes principes pour les congrégations (L. 2 janvier 1817 et L. 24 mai 1825); cependant un décret-loi du 31 janvier 1852 permit d'autoriser les congrégations de femmes par simple décret.

De 1871 jusqu'en 1901 il n'y eut pas moins de trente-trois projets ou propositions de loi sur les associations.

Tous ces projets prévoyaient un régime spécial pour les associations composées exclusivement d'étrangers, ou de Français et d'étrangers.

CHAPITRE II

LA LOI DE 1901. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

13. Enfin la loi du 1^{er} juillet 1901 a créé le droit commun en la matière, tout en soumettant les congrégations à un régime spécial.

Il est impossible de ne pas en rappeler ici les dispositions essentielles.

L'article 1^{er} définit l'association : « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices ».

Il convient de remarquer que l'association se caractérise ainsi, non seulement par son but, mais par son objet; les contractants mettent en commun leurs connaissances ou leur activité ; c'est, avant tout, un groupement de personnes et non de biens.

14. Ce critérium sera-t-il applicable aux groupements étrangers venant s'établir ou exercer leurs

droits en France ? Nous sommes ici en présence d'un problème de qualification.

S'il est vrai que ces groupements font sanctionner leur individualité par leur loi de constitution, si celle-ci détermine et leur nationalité et leur capacité, peut-on admettre que les effets de cette même loi s'arrêtent à notre frontière, en tant qu'elle détermine la catégorie dans laquelle il convient de ranger un groupement quelconque ?

Oui à notre avis. Car, ainsi que nous le disions plus haut, c'est d'après l'activité probable d'un groupement que l'État le considère soit comme une société soit comme une association. Les bases de cette discrimination sont des raisons d'ordre public au premier chef. L'Etat français, par exemple, ne peut être contraint, par une qualification étrangère, à regarder tel groupement étranger comme dangereux ou indifférent pour l'ordre public français. Lui seul est désigné pour juger cette question sur son territoire.

Qu'on le veuille ou non, l'association, à cause même de sa puissance sociale, touche au droit public ; l'Etat ne saurait s'en désintéresser. que ce soit pour la reconnaître, la sanctionner ou la combattre.

Dans son *Zweck und Recht* (1), Ihering insiste sur ce caractère *public* de toute association désintéressée

1. T. I, p. 296 : trad. *Meulenaere*, p. 201, n° 138.

dans laquelle on cherche à faire de la propagande, et l'oppose au caractère privé des sociétés de gain. Il conclut avec raison que l'association touche au droit public, et que c'est chose arbitraire de restreindre la notion de droit public à l'Etat et à l'Eglise.

Par ailleurs l'association étant un contrat, sera régie quant à sa validité par les principes généraux du droit applicables aux contrats et aux obligations (art. I *in fine* de la loi).

15. L'article 2 a eu pour résultat essentiel d'abroger l'article 291 Code pénal, en proclamant que les associations peuvent « se former librement sans autorisation ni déclaration préalable ». Notons d'ailleurs qu'une association non déclarée n'a aucune capacité juridique (1), et qu'on sera forcé d'invoquer à son égard la jurisprudence antérieure à la loi de 1901, dite de « l'individualité juridique. »

Toute association, voulant acquérir la capacité nécessaire pour vivre normalement, devra faire, par l'intermédiaire de ses fondateurs ou directeurs, une déclaration à la préfecture du département, ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association a son siège social, et à la préfecture de police pour le département de la Seine.

D'ailleurs l'administration n'est pas juge de la

1. Dans la doctrine dominante. V. Trouillot et Chapsal. *Contra* Hauriou, *Précis de droit administratif*, 5^e édit., p. 113 et s.

légalité de l'association et ne pourrait qu'aviser le ministère public.

Cette déclaration doit indiquer le titre de l'association ; son but, le siège de ses établissements, les nom, profession et domicile de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son administration ou de sa direction ; les changements survenus dans l'association.

Les articles 7 et 8 édictent les sanctions civile et pénale pour défaut ou irrégularités de déclaration.

L'association déclarée possède, suivant l'expression doctrinale, la petite personnalité. Elle peut librement ester en justice et acquérir, posséder, administrer : 1° les cotisations de ses membres ; 2° le local destiné à l'administration ou la réunion des membres ; 3° les immeubles strictement nécessaires au but qu'elle se propose ; 4° les valeurs mobilières (quel que soit leur chiffre) acquises avec ses économies.

16. Quant aux associations reconnues d'utilité publique, elles peuvent en outre recueillir des libéralités. Notons cependant que cet avantage est plus théorique que réel. En effet, les dons et legs doivent être autorisés par un arrêté préfectoral ou même s'ils dépassent 3.000 francs par décret en Conseil d'Etat.

Quand une libéralité de ce genre sera faite à une association non déclarée, le Gouvernement pourra

par un seul et même décret reconnaître l'association et l'autoriser à accepter : telle est en effet la jurisprudence du Conseil d'Etat antérieure à la loi de 1901 et qu'il n'a aucune raison d'abandonner. On peut même dire qu'il y a un *a fortiori*. Car il ne s'agira plus en effet de valider rétroactivement une libéralité adressée à une personne légalement inexistante, mais de valider une libéralité adressée à une personne existante mais incapable.

Un avantage a été accordé par une loi du 2 juillet 1913, aux associations d'utilité publique : celui d'acquérir sans limitation « les bois, forêts ou terrains à boiser ».

17. Quant aux congrégations, la loi de 1901 n'en a volontairement donné aucune définition. On le lui a reproché, en rappelant la précision que doit avoir toute loi pénale. On a encore qualifié cette loi de 1901 de « loi politique ».

Pour s'attarder à de pareils reproches, il faut oublier le duel historique perpétuel qui a opposé l'Eglise à l'Etat, sous tous les régimes. Il s'agit là en effet de deux puissances qui, en vertu même de leur pérennité et de leur coexistence, sont appelées à entrer forcément en conflit, en compromis ou à composition suivant les époques. Ces deux puissances ont les meilleures raisons du monde pour se considérer comme légitimes ; leur devoir vital est, pour chacune, de protéger ses frontières.

La congrégation, organisme *essentiellement* religieux, ne pouvait être définie pas plus en fait qu'en droit ; elle est multiple et diverse. Il faut qu'elle soit polymorphe, d'après la pure apologétique chrétienne, afin de pouvoir mieux répondre aux besoins variables de « l'Eglise militante ». L'Etat ne pouvait donc prétendre enfermer la congrégation dans une définition sans empiéter sur le domaine spirituel.

Pour ce genre spécial de groupement, l'Etat exige une autorisation législative (art. 13) qui, en fait, a été constamment, puis en bloc, refusée depuis 1901. Cependant la composition des Parlements est variable et si les vents de la politique continuaient à tourner, telle congrégation pourrait être autorisée en vertu de la loi de 1901 et connaître ainsi une situation légale qu'elle n'avait jamais possédée sous les autres régimes (1).

La congrégation autorisée a la personnalité civile, elle doit tenir un état de ses recettes, une liste de ses membres, et les représenter à toute réquisition du préfet ou de ses délégués.

Pour la dissoudre, un décret en conseil des ministres suffit.

Toute congrégation formée sans autorisation est illicite ; de même, toute reconstitution de congrégation dissoute. La loi déclare nuls tous actes qui auraient pour objet d'éluder directement ou indirectement

1. Par exemple : les Jésuites.

tement, les dispositions concernant les congrégations non reconnues ; et à cet égard elle répute personnes interposées : 1° les associés à qui ont été consenties des ventes ou faits des dons et legs (à moins que le bénéficiaire ne soit l'héritier en ligne directe du disposant) ; 2° l'associé ou la société civile ou commerciale composée en tout ou partie de membres de la congrégation, propriétaire de tout immeuble occupé par l'association ; 3° le propriétaire de tout immeuble occupé par l'association illicite.

DEUXIÈME PARTIE

ASSOCIATIONS FORMÉES EN FRANCE PAR DES ÉTRANGERS

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

18. Le droit d'association figure-t-il parmi les droits que l'étranger peut invoquer en France ?

La question ne laissait pas d'être délicate avant que la loi de 1901 ne vint la trancher définitivement. D'après l'article 11 du Code civil, « l'étranger jouira « en France des mêmes droits civils que ceux qui « sont ou seront accordés aux Français par les traités « de la nation à laquelle cet étranger appartiendra ».

Le droit d'association figure-t-il parmi ces droits civils ? Un étranger qui ne peut invoquer la réciprocité diplomatique peut-il s'associer librement avec d'autres individus ?

Peu importe, rappelons-le, que sa loi nationale lui reconnaisse ou non ce droit.

Nos tribunaux n'hésiteraient pas à ne tenir aucun compte d'une législation refusant à ses nationaux le droit de s'associer.

Nous allons plus loin : l'article 11 du Code civil, d'après nous, n'a rien à faire ici. Il vise en effet les droits civils ; et à propos de ces droits civils, l'article 11 signifie simplement que l'étranger jouira en France de tous les droits qui ne lui sont pas expressément refusés ou qui ne sont pas expressément réservés aux Français.

Mais le droit d'association, comme le droit de réunion, est un droit public. Aucun texte, avant la loi de 1901, ne refusait spécialement aux étrangers le droit d'association.

A cette époque la question pouvait déjà recevoir une solution topique sans qu'on eût besoin de rechercher si ce droit rentrait dans les droits dits « naturels ».

« Les effets du droit naturel, écrivait Siméon rap-
« porté par Locré (*Rapport au Tribunat*, t. II, p. 245-
« 247) se communiquent partout, à l'étranger comme
« au citoyen. Pour en jouir, il n'est pas nécessaire
« d'être membre d'une certaine nation plutôt que
« d'une autre, il suffit d'être homme. »

Remarquons que le droit d'association n'aurait aucune peine à entrer dans cette définition ; car l'homme, être social, a commencé par former des groupements avant de former des nations, et le fait

associationnel est universel dans l'espace comme dans le temps. « La liberté d'association est un droit naturel », s'écrie M. Viviani, lors de la discussion de la loi (discours du 15 janvier 1901).

Nous refusons cependant de recourir à ce critérium quelque peu philosophique.

Nous nous bornons simplement à constater que le Code pénal, en son article 291, en prohibant les associations de plus de vingt personnes, limitait l'exercice de cette liberté primordiale, mais foncièrement ne la contestait point. Une association de vingt Français était licite ; de même une association de vingt étrangers, puisqu'en droit pénal tout est de droit étroit.

Ce droit latent, ainsi reconnu, ne pouvait changer de caractère du jour où un vingt et unième membre s'ajoutait aux précédents, et il dépendait alors de l'administration d'accorder ou de refuser son autorisation, qu'il s'agisse de Français ou d'étrangers.

Cependant, un projet préparé par M. Charles Dupuy, et soumis au Conseil d'Etat en 1899, était ainsi conçu :

« Les associations composées en majorité d'étran-
« gers, affiliées à des sociétés étrangères, relevant de
« chefs de nationalité étrangère ou résidant à l'étran-
« ger n'ont d'existence légale qu'avec une autorisa-
« tion accordée par décret rendu en Conseil d'Etat ;
« si les membres de ces mêmes associations vivent

« en commun, une loi est nécessaire pour permettre
« leur formation. »

Dans le courant de l'année précédente (*J. off. Doc. parl. Chambre* 1898, séance extraord., p. 122 et s.) Waldeck-Rousseau avait déposé sur le bureau de la Chambre des députés, un projet soumettant à la nécessité d'une autorisation préalable par décret rendu en Conseil d'Etat « les associations entre
« Français et étrangers, et les associations entre
« Français dont le siège serait fixé à l'étranger ou la
« direction confiée à des étrangers (art. 13) ».

L'article 14 déclarait illicite toute association constituée au mépris de l'article 13, et édictait des sanctions en conséquence.

En 1901, le projet du Gouvernement et celui de la Commission de la Chambre avaient également soumis à l'autorisation du pouvoir exécutif les associations entre Français et étrangers, et à celle du pouvoir législatif les associations dont le siège était fixé à l'étranger ou la direction confiée à des étrangers (art. 2, *J. off. Doc. parl. Chambre* 1899, p. 1217 et suiv.).

La loi de 1901 a fini par laisser ces associations sous l'empire du droit commun, réalisant ainsi et de façon certaine « un progrès devant lequel tous les gouvernements avant elle avaient reculé » (Clunet, *Les associations*, t. I, n° 499 bis).

L'article 12 suppose nécessairement que les étrangers peuvent former en France des associations puisqu'il donne au pouvoir exécutif le droit de dissoudre ces groupements dans des cas déterminés.

CHAPITRE II

CONDITION JURIDIQUE DES ASSOCIATIONS FORMÉES EN FRANCE PAR DES ÉTRANGERS

Nous allons examiner dans quelles conditions les étrangers peuvent former une association ; les droits et obligations qui en résultent ; la capacité juridique de cette association ; enfin comment elle peut disparaître.

20. Conformément aux principes les plus certains du droit international, le consentement et la capacité de l'étranger qui veut entrer dans une association devront être appréciés suivant sa loi nationale. C'est cette loi qui décidera, par exemple, s'il peut former une association à durée indéterminée. L'hypothèse n'a rien d'improbable : tel serait le cas d'une Française, devenue étrangère par son mariage et exerçant la profession de médecin ; si elle veut entrer dans une association, il faudra examiner le statut national du mari, notamment s'il exige une autorisation maritale expresse. Au point de vue de la loi française, il n'y

aura pas lieu de rechercher si l'étranger est admis à domicile.

21. C'est au contraire la *lex loci contractus*, en l'espèce la loi française, qu'il faudra consulter pour la cause ou l'objet de l'association. L'article 3 de la loi de 1901 est formel :

« Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du Gouvernement est nulle et de nul effet. »

Il s'agit là d'une simple application des principes posés dans les articles 6 et 1133 du Code civil.

Une association ayant pour but « l'abolition du droit de propriété » serait-elle illicite ?

Un amendement proposé en 1901, allait jusqu'à punir la simple provocation tendant à pareil but. Cet amendement fut retiré à la suite d'observations du Président du Conseil ; mais en analysant soigneusement ses déclarations, on s'aperçoit que, seule, serait considérée comme illicite, une association poursuivant un tel but *par des moyens illégaux* (actes à accomplir contrairement à une loi écrite). Les tribunaux seront donc appelés à statuer pour chaque espèce.

22. Le refus de tout *droit* politique aux étrangers conduit la plupart des auteurs à proscrire toute asso-

ciation d'étrangers ayant un *but* politique (Trouillot et Chapsal, p. 150). Il y a là semble-t-il une singulière confusion dans les termes.

De ce que les étrangers ne sont ni électeurs ni éligibles, faut-il conclure que serait illicite leur association en vue d'obtenir par exemple l'extension universelle du droit de vote pour les femmes, l'arbitrage international, et, par ce moyen, la suppression des frontières et des armées permanentes ? Le Gouvernement devrait-il sévir contre une association de Russes tendant à « endiguer l'extension du bolchevisme, à empêcher par tous les moyens légaux de propagande la reprise des relations diplomatiques avec les *Soviets*, à rétablir la monarchie en Russie » ? Evidemment non.

Il suffit donc que l'objet de l'association soit licite : peu importe qu'il soit religieux ou laïc. Lors de la discussion de la loi de 1901, certains députés socialistes affectèrent de s'inquiéter de la rédaction de l'article 12 notamment quand il prévoit « les agissements de nature, à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ». Notons, en passant, ce singulier paradoxe qui consistait à ouvrir une voie légale à l'illégalité. Mais, c'est en vain que, par un amendement signé Vaillant, Allard et Benezech (séance du 8 mars 1901, *J. off.*, p. 634), ils demandèrent l'addition du mot *religieuses* au mot « associations ».

En conséquence une association d'étrangers for-

mée en vue d'un idéal et de pratiques religieuses est parfaitement licite (ex : *Christian Science*, associations théosophiques, etc., etc.).

Enfin, observons qu'une association d'étrangers pourra ne faire aucune déclaration, quitte à encourir, au point de vue de sa capacité, tous les aléas résultant de l'équivoque juridique ainsi créée.

23. Droits et obligations des associés. Ils seront déterminés par les statuts. *Quid* si les statuts de l'association, sans heurter en rien la loi nationale de chaque associé, décident qu'un membre démissionnaire devra continuer à payer les cotisations pendant trois ans par exemple ?

Aucune difficulté si l'association est à terme fixe : la clause est valable ; elle a même été prévue dans la discussion préparatoire de la loi de 1901.

On peut hésiter lorsque l'association est à durée indéterminée, car, en ce cas, la loi de 1901 consacre le droit de démission de tout membre « en tout temps, après paiement des cotisations échues et de l'année courante, *nonobstant toute clause contraire* ».

On peut hésiter, disons-nous, car on peut voir dans cet article une disposition d'ordre public, sans doute, mais d'ordre public *interne* et non pas international. L'Etat français a-t-il intérêt à protéger la liberté associationnelle de l'étranger ? Est-il même qualifié pour cela ?

Nous pensons néanmoins que la protection établie

par l'article 4 pourra être invoquée par l'étranger.

1° En effet, l'étranger démissionnaire poursuivi en paiement de cotisations autres que celles de l'année échue et de l'année courante pourra paralyser l'action à lui intentée par voie d'exception. En effet, un tribunal ne peut sanctionner une stipulation que condamne la loi qu'il a mission de faire respecter (Weiss, t. IV, p. 357 ; Despagnet, n° 305, etc. Cf. la jurisprudence pour le jeu et le pari, la clause de non-garantie totale pour le voiturier ; Paris, 25 juin 1829 ; Cass., 31 mars 1874 ; de même pour la stipulation d'intérêts excédant le taux légal *si elle est intervenue sur le territoire français*).

2° L'association formée en France par des étrangers constitue une association française (Pillet, *Des pers. mor. en droit international privé* n° 251 et 253). Ce point est particulièrement hors de doute s'il s'agit d'une association déclarée conformément à la loi de 1901. De façon identique, des étrangers peuvent former une société française de gains : cette société jouit même de l'électorat aux tribunaux de commerce français ! (L. 8 déc. 1883, art. 1^{er}.) Si donc une association ainsi formée entre étrangers est une personne civile française, elle tombe certainement sous le coup de l'art. 4, et ne saurait exercer une poursuite en paiement de cotisation, à l'encontre des termes formels dudit article.

Pour des raisons analogues, les cotisations ne pour-

ront être supérieures à 500 francs (art. 6, L. 1901).

24. Cette capacité de l'association sera donc réglée par la loi française. Lui sera-t-il permis en outre de former des unions avec d'autres associations.

Oui, à notre avis. Il y aurait contradiction, selon nous, à reconnaître pareilles associations comme françaises et à leur refuser un droit que la Loi de 1901 a certainement reconnu (1). Il est possible que le législateur français ait eu simplement en vue les associations françaises ; mais, fidèle aux principes ci-dessus exposés, nous n'hésitons pas à accorder ce droit qui n'est ni expressément refusé aux associations étrangères, ni expressément réservé aux associations françaises.

On invoque souvent, dans l'opinion contraire, une raison de fait : « l'influence considérable que pourraient prendre en France des unions qui y seraient formées par des associations étrangères » (Pillet, *Des pers. mor. en dr. int. privé*, p. 353 n° 252).

Mais pareil inconvénient existe pour toute association d'étrangers tant qu'on n'aura pas limité le nombre de ses adhérents. Imaginons plusieurs associations à qui on dénierait ainsi la faculté de se confédérer ; qui les empêcherait de fusionner en une

1. Voir notam. Ch. des dép., *Journal officiel*, 7 fév. 1901, p. 326 et s. ; Sénat, *Journal officiel*, 7 juin 1901, page 100 et s.

seule association poursuivant le but commun ? (1).

Le Gouvernement sera toujours suffisamment armé par toutes les mesures dont il dispose à l'égard des étrangers, et, notamment par le droit de dissolution en ce qui concerne les groupements dangereux ou subversifs.

25. Une association composée d'étrangers pourra-t-elle acquérir et posséder des biens à l'étranger ?

L'affirmative ne nous paraît pas douteuse, puisqu'il s'agit d'une association française ; elle sera d'ailleurs soumise, à ce titre, à toutes les règles de fond et de forme prévues par la loi de 1901 et les lois connexes. En particulier, son patrimoine à l'étranger devra

1. Le droit pour les associations formées par des étrangers de se fédérer entre elles est d'ailleurs reconnu implicitement par le législateur. La loi de 1905 en fournit un exemple : les étrangers peuvent former des associations cultuelles, comme l'a déclaré expressément le rapporteur devant la Chambre des députés (séance du 11 avril 1905, *Journal off.*, 12. Déb. parlam., page 1323 ; Lois annotées de Sirey, 1906, p. 241, note 117). Ces associations cultuelles peuvent se grouper en unions (Décr. du 27 sept. 1907, art. 19) : il a fallu un texte spécial (Décret du 28 août 1908, art 8) pour empêcher les directeurs et administrateurs de ces unions d'être étrangers ; l'art. 18 du Déc. 27 sept. 1907 édicte la même prohibition pour les directeurs et administrateurs d'associations cultuelles.

Ces textes, remarquons-le, s'appliquent seulement à l'Algérie.

En effet, pour ce qui concerne la France, il a été entendu lors de la discussion de la loi de 1905 que les « administrateurs » des associations cultuelles pourraient être étrangers (Ch. des dép. séance du 15 mai 1905 ; *Journal off.* du 16. Déb. parl., p., 1709) ; ce qui le prouve, c'est le rejet de l'amendement Lasies aussi conçu : « Les évêques, pasteurs et rabbins sous la dépendance administrative desquels se trouveront les associations cultuelles seront de nationalité française ou naturalisés depuis dix ans au moins. »

être enfermé dans les limites marquées par le titre I de la loi de 1901.

Mais qu'advient-il de ce patrimoine si cette association est dissoute par décret rendu en Conseil des Ministres ?

Pas de difficulté si les statuts ont prévu les modes de la liquidation ou si cette liquidation a été réglée par l'assemblée générale conformément à l'art. 14 du Décret du 16 août 1901. L'effet international des contrats et des droits acquis sans fraude suffira pour assurer normalement la dévolution des biens.

Les difficultés ne surgiront que si, en l'absence de ces pratiques, l'on se trouve uniquement en présence d'un décret de dissolution ; or celui-ci, de par son caractère administratif, n'est pas susceptible d'*exequatur* à l'étranger.

La solution la plus expédiente serait, à notre sens, que le Gouvernement requière alors, par la voie du Ministère public, la dissolution judiciaire.

L'affaire, ainsi placée sur le terrain contentieux, pourrait recevoir une solution susceptible d'*exequatur* à l'étranger.

Si cet *exequatur* n'est pas obtenu, notamment à raison du caractère territorial des mesures ordonnant la dissolution, nous nous trouverons en présence d'un problème analogue à celui de la pluralité des faillites ou à celui de l'effet international de la loi de 1901 : les lacunes ainsi constatées ne seront point

particulières à la matière des associations : elles sont inhérentes au droit international privé.

26. Dissolution de l'association. Une association d'étrangers peut disparaître pour toutes les diverses causes du droit commun : échéance du terme convenu, accomplissement du but poursuivi, dissolution volontaire, dissolution judiciaire.

La loi de 1901 prévoit une cause spéciale : la dissolution par décret rendu en conseil des ministres. La forme administrative possède, sur la forme judiciaire, l'avantage d'une plus grande célérité ; or, l'on peut avoir besoin d'agir vite à l'égard des associations visées par l'article 12. Cet article prévoit deux conditions : l'une vise d'élément étranger, l'autre les actes commis par l'association.

27. Élément étranger. a) *Associations composées en majeure partie d'étrangers.* — L'existence de cette condition sera, il faut l'avouer, assez difficile à vérifier : pour opérer le calcul indiqué par la loi, faudra-t-il tenir compte des membres actifs, honoraires, bienfaiteurs, etc., ou de quelques-unes de ces catégories seulement ? Un système présenté par M. Pillet (*Des pers. mor.*, n° 256) proposerait de considérer comme membres uniquement les personnes douées du droit de vote à l'assemblée générale. M. Lemire (séance du 7 mars 1901 *J. off.*, p. 640) demandait à la Chambre s'il suffisait que la police eût constaté un jour la présence d'un certain nombre

d'étrangers dans les réunions d'une association, pour que le Gouvernement puisse regarder ces membres présents comme de véritables associés ?

Cette question n'a pas reçu de réponse. Mais le bon sens et les principes suffisent pour affirmer que seuls sont membres d'une association ceux qui sont effectivement parties au contrat d'association. En cas de dissolution arbitraire et précipitée, le recours au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir avec sa procédure extrêmement simplifiée représente une garantie appréciable (Cf. en ce sens déclaration du Président du Conseil ; Ch. séance du 7 mars 1901, *J. off.*, p. 637) ; plus efficace certainement que l'interpellation parlementaire mettant en jeu la responsabilité ministérielle.

Mais ce recours pour excès de pouvoir pourrait-il être déclaré irrecevable, sous prétexte que le décret de dissolution peut être considéré comme « acte de gouvernement » ?

A première vue, il paraît l'être ; dans toutes les occasions, le Gouvernement pourrait prétendre qu'il a agi dans un but de sécurité intérieure ou extérieure.

Mais si l'on admet que, lors de la discussion de 1901, le Gouvernement n'a pas retiré d'une main ce qu'il donnait de l'autre, il conviendra de faire jouer au minimum la théorie des actes de gouvernement lorsqu'il s'agira d'appliquer l'article 12.

On sait que le critérium adopté par le Conseil d'Etat consiste à rechercher si les actes incriminés

ont, *par leur nature*, un caractère politique, le mobile de ces actes étant par lui-même inopérant ; la liste de ces actes résulte de la jurisprudence du Conseil d'Etat et demeure toujours ouverte ; nous y relevons les actes relatifs à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, aux relations diplomatiques, les mesures destinées à prévenir la disette, etc.

Or, l'article 12 de la loi de 1901 parle des agissements de nature « à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, à menacer *la sûreté intérieure ou extérieure* de l'Etat ». La déclaration du Président du Conseil, admettant à propos de la discussion du même article 12 le recours pour excès de pouvoir, signifie donc renonciation à se prévaloir de la théorie des actes de gouvernement ou ne signifie rien du tout.

Il y a tout lieu de penser que, le cas échéant, le Conseil d'Etat s'inspirera pour statuer des circonstances de fait et non pas des considérations théoriques contradictoires que nous signalons.

Enfin il restera toujours une ressource à l'association qui se prétendra arbitrairement poursuivie : ce sera de contester la légalité du décret de dissolution devant la juridiction judiciaire. Cette faculté tirée du droit commun, a été formellement reconnue par le Président du Conseil lors des travaux préparatoires de la loi de 1901.

28. b) *Associations ayant des administrateurs*

étrangers ou leur siège à l'étranger. — L'indication du siège social est prescrite par l'article 5. Il sera donc facile de savoir où il se trouve, toute omission, toute fausse déclaration à cet égard entraînant déjà par elle-même les sanctions prévues par la loi de 1901. En pratique, comme l'expliquait une circulaire du Garde des Sceaux du 24 novembre 1901, il s'agira là des associations ayant à l'étranger leur siège principal et ayant fondé en France un établissement secondaire.

Quant aux administrateurs, le même article 5 impose de faire connaître « leurs noms, professions et domicile ». L'indication de nationalité n'est pas exigée. Mais ces renseignements seront de précieux indices pour l'enquête administrative qui, nécessairement précéderait toute mesure de dissolution ; pareille enquête ne sera pas forcément inefficace : on l'a bien vu pendant la guerre de 1914-1918. S'il y a une lacune législative ou réglementaire, c'est dans la police des étrangers et non dans la loi de 1901 qu'il la faut chercher.

Si les administrateurs sentent planer sur l'association la menace de dissolution — car pareille mesure n'a rien d'instantané dans sa préparation ou son exécution — il leur appartiendra de produire spontanément toutes pièces d'identité utiles ; s'ils sont étrangers réellement et qu'ils n'aient pas effectué la déclaration de résidence prescrite par la loi du 8 août

1893 et le décret du 2 octobre 1888, ils ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes, en cas d'expulsion de leurs personnes ou de dissolution de leur association.

La loi de 1901 n'a pas précisé davantage combien il devait y avoir d'administrateurs étrangers pour qu'une association s'expose aux sanctions de l'article 12. On le lui a reproché. Mais préciser, c'était pour elle s'exposer à l'inefficacité absolue, ouvrir la porte à toutes les fraudes : la direction d'une association, surtout si elle est nombreuse, n'est pas une affaire de majorité dans la plupart des cas : l'influence de personnalités telles que Jouhaux, Merrheim etc., dans la Confédération Générale du Travail le démontre suffisamment.

29. 2° Actes commis par l'association. — Ils peuvent être de deux sortes :

a) *Agissements de nature à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises.* — Il s'agit ici de manœuvres réprimées par l'article 419 du Code pénal (1) ; mais la portée de l'article 12 est plus étendue, car il importe peu que les conditions déterminées par l'article 419 du Code pénal soient réunies ; ainsi, point ne sera besoin d'apporter la preuve, habituellement si difficile à fournir, que les manœuvres incriminées ont *réussi* à

1. Cf. Cass., 24 avril 1891. D. 93.1.49 ; Garraud, *Dr. pén.*, n° 440 et 1 ; Note de Lévy-Ulmann sous Cass. S. 1901.1.225 ; Note de Jay sous Cass. S. 87.2.49.

fausser le marché ; il suffit que ces manœuvres soient *susceptibles* de fausser le marché. On voit que la loi réprime, non seulement les tentatives de cet ordre, mais encore les actes préparatoires et les commencements d'exécution, même s'ils sont suspendus ou inefficaces par la volonté de leur auteur. *A fortiori*, il ne sera pas nécessaire que des poursuites aient été préalablement engagées.

Le domaine théorique de l'article 12 de la loi de 1901 est donc fort étendu ; mais on peut se demander s'il sera susceptible de nombreuses applications dans la pratique. On imagine assez difficilement une association *sans but lucratif* manœuvrant sciemment de façon à impressionner le marché des valeurs ou marchandises. La chose n'est pourtant pas impossible (exemple : les fabricants de casquettes à Paris, presque tous juifs étrangers et vivant groupés dans le quartier de l'Hôtel-de-Ville, au cas où ils formeraient un syndicat pour maintenir les prix).

La jurisprudence postérieure à la loi de 1901 ne révèle, à notre connaissance, aucune espèce de ce genre. Il s'agira plutôt, dans la pratique, de groupements non déclarés et par conséquent sans existence légale, de cartels ou de trusts constitués en dehors des formalités de publicité conférant la personnalité aux sociétés commerciales, etc., etc. ; de tels groupements sont polymorphes dans leur constitution comme dans leurs agissements, et il existera une

mesure autrement énergique que la dissolution vis-à-vis des étrangers coupables ou dangereux : c'est l'expulsion prévue par le droit commun.

30. b) Agissements de nature à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat dans les conditions prévues par les articles 75 à 101 du Code pénal. — Par exemple : les faits d'espionnage, la trahison, la provocation ou participation à la guerre civile, les complots tendant à modifier la forme du gouvernement, etc. Soulignons, ici, comme précédemment, l'importance des mots *de nature* : ils étendent comme ci-dessus le domaine des articles 75 à 101 du Code pénal.

Malgré les demandes les plus pressantes (amendement de M. J. Goujon, 1901, *J. off.*, p. 635), le Gouvernement refusa constamment de donner une énumération limitative des faits délictueux prévus par le précédent paragraphe. Nous avons exposé précédemment que ce point de vue peut aisément se justifier.

31. Conséquences de la dissolution. — Pour l'association revêtue de la capacité juridique, ce sera la disparition de son patrimoine par voie de liquidation. Il y aura lieu d'appliquer l'article 9 de la loi de 1901, prévoyant qu'en « cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens » de l'association seront dévolus conformément aux « statuts, ou, à défaut de disposition statutaire, sui-

« vant les règles déterminées en Assemblée générale ».

Une autre conséquence résultant de la dissolution sera l'interdiction de maintenir ou de reconstituer l'association (art. 12, § 2) sous peine d'une amende de 16 à 5.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à un an pour les fondateurs, directeurs ou administrateurs. Ces peines ne sauraient frapper les simples membres de l'administration. Les circonstances atténuantes seront d'ailleurs applicables (art. 19).

Dans quels cas une association nouvelle sera-t-elle identique à l'association dissoute ? Il nous paraît difficile de le déterminer à l'avance : il s'agira ici plutôt d'une question de fait à trancher par les tribunaux.

Mais, à notre avis, il suffira à une association composée de Français et d'étrangers tombant sous le coup de l'article 12 paragraphe 1, d'exclure l'élément étranger pour échapper aux pénalités de l'article 12 paragraphe 2. Ce sera, en effet, une association française composée de Français et elle entrera complètement dans les groupements visés par le titre 1 de la loi de 1901 : elle ne pourra donc être dissoute que judiciairement.

32. On sait d'autre part que l'article 8, paragraphe 3, punit toute personne mettant sciemment, ne serait-ce qu'une fois, un local à la disposition d'une

association dissoute. On s'est demandé si cet article s'appliquait à une association d'étrangers dissoute par décret.

Dans le sens de la négative on a fait valoir que l'article 8 visait une association de *Français* dissoute judiciairement, que l'article 12 gardait le silence, qu'en droit pénal tout est de droit étroit ; que les tiers fournissant un local à une association dissoute par décret pouvaient ignorer cet acte du pouvoir alors que la dissolution judiciaire est connue par une enquête et des débats publics (Taudière, Commentaire de la loi de 1901, *Lois nouv.*, 1901, p. 468).

Toutes ces raisons nous paraissent inopérantes. En effet, l'article 8 n'est qu'une application des principes généraux sur la complicité établis par les articles 59 et 60 du Code pénal ; son paragraphe 3 n'a été élaboré que pour rappeler et citer un des cas les plus fréquents de complicité dans la matière des associations (Cf. Trouillot, *loc. cit.*, p. 165 et s.) ; le silence de l'article 12 ne signifie donc rien ; les sanctions de l'article 8, paragraphe 3, devront donc s'appliquer *a fortiori* aux associations renfermant un élément étranger, associations contre lesquelles la loi de 1901 a voulu s'armer de façon particulièrement efficace et expéditive ; et si, contre toute probabilité, les tiers ignorent la sanction administrative prise contre une association renfermant un élément étranger, ils pourront toujours exciper de leur

bonne foi et à ce titre être renvoyés des fins de la poursuite.

33. Nous venons d'invoquer les dispositions générales du Code pénal ; elles nous amènent aussi à déclarer que le délit de reconstitution d'une association dissoute, pour être punissable, devra être commis sur le territoire français. Le tribunal correctionnel de la Seine (5 mars 1910, *Gaz. Trib.*, 13 février et 6 mars 1910 ; M. P. contre Dodo, Bodé et consorts) n'a fait qu'une application pure et simple de ces principes : il s'agissait d'anciens capucins qui, en France, avaient fondé une « Association franciscaine » et un « Cercle d'études franciscaines », et qui, à l'étranger, avaient procédé à une élection de l'Ordre dissous en France. Souverain juge du fait, le tribunal correctionnel estima que les groupements fondés en France n'avaient aucun caractère congréganiste, et qu'à ce titre ils rentraient dans le droit commun très libéral (il faut le rappeler) que la loi de 1901 a établi pour les associations et confréries religieuses.

TROISIÈME PARTIE

LES ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES EN FRANCE

34. Le problème des associations étrangères en France est journellement imposé par la pratique.

Sans qu'il y ait besoin d'examiner dès maintenant le problème de la nationalité des associations, les exemples surabondent de ces groupements qui, après s'être constitués et avoir exercé leur activité en pays étrangers viennent la développer en France (ex : la Croix-Rouge Américaine, l'Armée du Salut, etc.).

A moins de les considérer comme identiques à nos associations, du jour où elles s'installent chez nous, nous sommes bien obligés de les appeler « étrangères » pour les différencier. Peu importe qu'il y ait une différence de nature ou de degré entre la nationalité des personnes morales et celles des personnes physiques : l'une et l'autre sont irrésistiblement imposées par les faits.

Nous nous proposons d'étudier, dans les pages qui

vont suivre : d'abord la validité internationale du contrat d'association ; ensuite ce qui concerne *l'état* et la capacité (de jouissance) des associations étrangères, c'est-à-dire les problèmes relatifs à leur personnalité et à leur nationalité ; puis la capacité *d'exercice* des associations étrangères, ce qui nous conduira à examiner les conflits de lois en cette matière notamment en ce qui concerne les congrégations ; enfin l'application de la loi de 1901 aux congrégations étrangères établies en France antérieurement à cette loi.

CHAPITRE PREMIER

VALIDITÉ INTERNATIONALE DU CONTRAT D'ASSOCIATION

35. C'est à dessein que nous examinons cette question avant toutes les autres, avant notamment la question de la personnalité morale.

Trop souvent, à notre sens, on s'attarde à examiner si les personnes morales sont des êtres réels ou fictifs, au lieu de rechercher si, d'une façon ou d'une autre, au point de vue positif, elles ont pris naissance. Or, elles ne peuvent résulter que du contrat qui forme la charte de l'association.

Les nations civilisées, implicitement ou expressément, par la voie législative ou par leur jurisprudence, reconnaissent l'existence des personnes « morales » ou « collectives » ou « juridiques », etc (les variantes terminologiques importent peu).

La personnalité morale n'est donc qu'un *effet* du contrat d'association, sans doute très important, mais un simple effet. De cette constatation nous tirons immédiatement cette conclusion trop souvent négligée à notre avis : c'est que toutes les associa-

tions étrangères ne jouiront pas nécessairement en France de la personnalité morale et des avantages y attachés.

Nous nous souviendrons aussi que « la validité internationale d'un droit et son effet sont choses entièrement séparées » (1).

Mais si l'un et l'autre sont valablement acquis à l'étranger, ils doivent être reconnus de façon internationale.

« Le respect des droits acquis est, à notre avis, « notion fondamentale du droit international privé, « mais à la condition que la loi compétente ait été « préalablement découverte et observée » (2).

Cette façon d'envisager le problème demeure, à notre avis, le seul moyen de donner une base solide à la reconnaissance internationale des associations.

Nous écartons ainsi l'argument parfois emprunté à la règle *locus regit actum*, règle relative uniquement à la *forme* des actes. Nous ne retiendrons pas davantage l'argument tiré des lois d'état et de capacité, argument qui se peut ainsi formuler : la capacité des personnes morales est régie par la loi à laquelle celles-ci sont soumises à l'étranger (système de la jurisprudence française et de la doctrine générale par interprétation abusive de l'article 3 paragraphe 3 du Code civ.).

1. Pillet, *Principes de droit international privé*, n° 13.

2. Pillet, *loc. cit.*, n° 135.

En effet, avant de savoir si une association peut invoquer la protection de sa loi nationale pour sa capacité, il faut savoir si cette personne morale existe, si donc elle résulte du contrat passé à l'étranger, et si cet effet dudit contrat est internationalement valable.

Il importe donc essentiellement d'examiner le contrat d'association passé à l'étranger.

Ici, un écueil à éviter : il est inutile d'invoquer le principe dit « de l'autonomie de la volonté ». Ce principe s'applique en effet uniquement lorsqu'il s'agit de suppléer ou d'interpréter la volonté des parties au contrat. Or, avant de rechercher ce qu'elles ont voulu, il faut savoir si elles ont pu valablement vouloir.

Les questions à élucider seront donc les suivantes :

1° Les étrangers avaient-ils le droit de former une association d'après leur loi nationale ?

2° Cette loi nationale a-t-elle été suivie dans ses prescriptions fondamentales ?

3° Cette loi attache-t-elle au contrat d'association la personnalité morale, sinon expressément, du moins implicitement.

Si la réponse aux deux premières questions est affirmative, l'association étrangère devra être reconnue comme telle, même en dehors du territoire où elle s'est formée.

Si, en outre, elle jouit à l'étranger de la personnalité morale, celle-ci devra lui être reconnue avec ses

avantages de procédure, son patrimoine distinct, etc.

36. Dans cette question de reconnaissance, les objections tirées de l'ordre public devront être examinées avec attention. Notamment, il faudra distinguer entre l'ordre public international et l'ordre public interne. Par exemple on n'admettrait pas à ester en justice une association pour la traite des blanches ; mais rien n'empêcherait, par exemple, d'admettre à plaider une congrégation étrangère. La loi de 1901 n'admet pas de congrégation sur le territoire français ; mais c'est là une mesure de politique intérieure rigoureusement territoriale ; elle n'est même pas promulguée dans toutes les colonies françaises.

Nous trouvons en ce sens un arrêt intéressant de la Cour de cassation (6 août 1904, *Gaz. Pal.*, 1904, 2^e sem., p. 283), d'après lequel la loi de 1901 est inapplicable aux colonies et aux pays de protectorat, en dehors d'une promulgation spéciale qu'il appartient toujours au Gouvernement de prescrire.

Dans ses conclusions conformes, le procureur général Baudoin s'écriait :

« J'ai longtemps hésité... Mais les principes sont là, nettement posés par votre jurisprudence. Nous ne saurions, sous prétexte d'utilité, nous en écarter sans instituer en même temps l'arbitraire. »

A la suite de cet arrêt, déclarant la loi de 1901 inapplicable à l'Algérie, le Gouvernement prit, le 18 septembre 1904, un décret de promulgation qui

parut au *J. off.* du 22 septembre 1904. Mais ce décret n'était pas encore publié au *J. off.* spécial à la Colonie à la date du 22 janvier 1905 : ce qui permit à la Cour de Nîmes de déclarer la loi inapplicable aux biens possédés à Blidah par la congrégation des prêtres basiliens d'Annonay (*Bulletin cong.*, 1905, p. 57).

Remarquons cependant que la Cour de Nîmes statuait en outre sur la capacité d'exercice de l'association, ce qui est un problème différent. Cela ne paraît pas avoir toujours été vu.

Le savant jurisconsulte de Bar (1) — qui s'est livré sur le sujet aux analyses les plus pénétrantes et avait très bien (peut-être le premier) signalé l'inapplicabilité en ces matières des lois d'état et de capacité — avait déjà admis la capacité juridique des groupements étrangers qui n'auraient pu se fonder dans les pays où se posait le problème de leur reconnaissance. Mais nous ne le suivrons pas lorsque, croyant tirer les conséquences d'une idée juste, il admet qu'une congrégation religieuse pourra acquérir des immeubles même dans les pays qui interdisent la constitution de semblables associations.

Un Etat qui, pour ses propres nationaux, a cru devoir prendre des mesures de précaution sévères contre la création des biens de mainmorte, et en général contre l'activité déployée par les congrégations, ne

1. *Theorie und Praxis*, t. I, p. 300, cité par Pillet, *Des pers. mor.*, p. 45, note 1.

saurait tolérer des agissements identiques de la part de congrégations étrangères.

Et si l'on nous objecte que la reconnaissance de ces dernières, leur admission à ester en justice ne sont que des mesures platoniques si on leur dénie tout mode d'activité réelle, nous répondrons que le respect des principes les plus sûrs, la netteté des solutions juridiques sont aussi la sauvegarde des particuliers ; et qu'au reste ces situations exceptionnelles ne sont pas inconnues mêmes du droit interne.

D'ailleurs cette reconnaissance ne sera pas uniquement théorique : elle permettra par exemple à l'Etat de ne pas s'opposer à l'exécution d'un legs fait par un Français au profit d'une congrégation étrangère et portant sur des valeurs étrangères (1).

La discrimination sur laquelle nous insistons ici n'a pas davantage été faite par la jurisprudence dans une espèce particulièrement intéressante (Société Fulfort et Cie, Clunet, 1909, p. 765). Il s'agissait d'une société anglaise exploitant un remède secret, et, par suite,

1. En outre, les associations étrangères ne pourront se soustraire à l'exécution des engagements pris par elles vis-à-vis des tiers de bonne foi. Cf. pour identité de motifs. Cass. 30 déc. 1857. D. 1858. 1. 91 ; Aubry et Rau, t. I, 354, p. 279 ; Trib. civ. Le Puy, 9 juin 1904, *Recueil Ménage*, t. III, p. 437 ; Trib. civ. Amiens, 26 mars 1904, *Recueil Ménage*, p. 240 ; Trib. civ. Tournon, 4 mai 1904, *Recueil Ménage*, p. 310 ; Trib. civ. Montbrison, 1^{er} juin 1904, *Recueil Ménage*, p. 368 ; Trib. civ. Grenoble, 2 juil. 1904, *Recueil Ménage*, t. IV, p. 64 ; et sur appel Cour de Grenoble, 11 avril 1905 (*Bull. cong.*, 1905, p. 511) ; Tribunal civ. Marseille, 17 mars 1906 (*Rec. Gaz. trib.*, 1906, 2^e sem., 2.39 avec note).

ayant un objet illicite d'après les lois françaises ; la Cour de Grenoble (20 nov. 1908) admit avec raison ce groupement étranger à ester devant elle et à faire respecter sa marque de fabrique ; mais en l'autorisant, — chose qui semblait une conséquence normale — à exercer en France son activité sociale, elle n'a pas fait, selon nous, une saine application de la loi française. Celle-ci, en prohibant l'exploitation et la vente des remèdes secrets, a eu certainement en vue la santé publique et la protection des citoyens français : il y avait là des motifs suffisants, selon nous, pour repousser au fond la demande de la société étrangère.

Avant de terminer ce chapitre nous considérons comme essentiel de rappeler un texte récent, et de première importance. Aux termes de l'article 427 du Traité de Versailles (28 juin 1919), les méthodes et principes suivants paraissent aux H. P. C. d'une importance particulière et urgente :

« Le droit d'association en vue de tous objets non contraires aux lois, aussi bien pour les salariés que pour les employeurs. »

Désormais donc, le droit d'association possède sa charte internationale, il repose sur un texte positif que les tribunaux des puissances signataires ne sauraient facilement méconnaître.

CHAPITRE II

PERSONNALITÉ ET RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES

SECTION I

Personnalité des associations étrangères

37. Nous voici arrivés à un problème qui a paru primordial à beaucoup de juristes et de commentateurs, pour la simple raison qu'ils ont vu, souvent à leur insu pour ainsi dire, un problème philosophique sous le problème juridique.

Ils ont voulu connaître *la nature* de la personnalité collective au lieu de se borner à en analyser *les caractères*. En plein xix^e siècle, on a vu renaître la célèbre querelle des Universaux. D'où une littérature formidable, un amas de controverses qui n'ont guère fait avancer directement la question. Nous ignorons encore la nature de l'électricité : on peut se demander où nous en serions si les premiers physiiciens s'étaient attachés à la scruter au lieu d'en étudier méthodiquement les effets.

Les groupements de personnes existent, qu'on le veuille ou non ; en tous temps, en tous lieux, ils se sont formés et ont vécu en dépit des lois qui tardaient à les reconnaître. Pour répondre aux nécessités de la pratique ils ont agi, plaidé, possédé, par l'intermédiaire de quelques-uns de leurs membres (loi de l'économie des moyens) ; il était facile de constater que leur action n'était pas subordonnée à la longévité de leurs adhérents, qu'en conséquence ils avaient une vie propre et des intérêts spéciaux.

Vis-à-vis des groupements étrangers, il suffisait donc de se demander si leurs caractères, dont l'ensemble forme la personnalité morale, pouvaient être admis en France. Le contrat passé à l'étranger permet à un groupement d'ester en justice, d'acquérir, de posséder un patrimoine distinct de celui de ses membres, par l'intermédiaire de certains agents de direction et d'administration : chacun de ces effets peut-il être considéré en France comme essentiellement immoral, illicite au contraire à l'ordre public ? Pour envisager un cas concret, celui d'ailleurs qui a soulevé le plus souvent le problème de la personnalité : qu'y a-t-il de contraire à l'ordre public français dans le cas d'un groupement étranger plaidant par l'organe de son directeur ?

De l'aveu unanime, la règle « nul ne plaide par procureur » qui ne figure dans aucun article du Code, qui a subi de nombreuses atténuations avec le

temps, qui en subit tous les jours sous les nécessités de la pratique (1), n'est pas une règle essentielle de notre organisation politique ou administrative. Si l'activité humaine, d'individuelle devient sociale, crée une propriété collective et non plus individuelle, devient-elle pour cela seul immorale ou illicite ? Que l'Etat intervienne pour limiter l'extension indéfinie de cette activité, d'accord. Mais qu'il vienne nier l'existence de la puissance contre laquelle il se prémunit, au moment même où il prétend la borner, ce serait stupéfiant ! Car si elle n'existait pas, à quoi serviraient ces précautions ?

38. L'expression « personnalité morale » est donc une expression commode, abrégée, pour désigner l'ensemble des attributs d'un groupement ; attributs utiles à la vie du groupement, attributs nécessités par la pratique, attributs que le législateur ne pouvait méconnaître ou négliger sans tomber dans l'arbitraire ou la fantaisie. C'est pour lui une question de justice, mieux encore une question d'intérêt ; qu'il s'agisse en effet de réglementer une société par actions ou de réprimer l'action d'un groupement dangereux, à qui faudra-t-il s'adresser pour exiger

1. La jurisprudence a reconnu le droit d'ester en justice par leurs présidents ou administrateurs, aux syndicats de propriétaires, aux orphéons, aux compagnies de sapeurs-pompiers, etc. Cass. 25 mai 1887. S. 88.1.161 ; 2 janv. 1894. S. 94.1.129 ; 24 nov. 1875. S. 76.1.166, etc. V. Planiol, *Traité élém. de droit civ.*, t. I, p. 287 et 288.

l'accomplissement des formalités nécessaires ? qui faudra-t-il poursuivre pour brider efficacement une activité illicite ? Dans le premier cas, aux directeurs, administrateurs ; dans le second cas, les *meneurs* : le terme change, mais le procédé juridique est le même, procédé qui doit nécessairement se modeler sur les faits envisagés.

L'association est une puissance : mieux valait pour l'Etat traiter avec elle que l'ignorer ; nous en voyons la preuve aujourd'hui encore dans ces nombreuses associations qui, malgré les facilités de la loi 1901, préfèrent encore vivre en marge de la loi (compagnonnage). La « réglementation » du droit associatif ne doit pas faire illusion à la faveur des mots : il s'agit plutôt d'une transaction, quoiqu'on entende seulement la voix d'une seule partie : l'Etat. De l'autre côté, les faits se chargent de répondre.

On voit assez par ce qui précède que nous ne saurions adopter la théorie, dite de la fiction, d'après laquelle les seules personnes juridiques méritant vraiment cette qualification seraient les personnes physiques ; les personnes morales constitueraient une création arbitraire de la loi. Cette doctrine (1), qui aboutit à l'omnipotence de l'Etat, invoque la tradition et le droit romain (ce qui est des plus con-

1. Savigny, Laurent, Weiss, etc. ; cf. Clunet, 1892, p. 149 ; Cass. Req., 1^{re} août 1860 ; Caisse franco-suisse c. Ramillion. S. 60.1.865.

testable (1) ; voir *supra*, n° 8) ; elle invoque aussi la logique sous prétexte que, sans l'existence physique de l'individu, il n'y a pas d'activité propre, par conséquent point de soutien naturel à la personnalité.

Nous estimons avoir déjà réfuté par avance cette théorie qui, sous prétexte de rejeter les abstractions de la science, reste aveugle devant les faits les plus évidents. Nous affirmons, une fois de plus, ignorer si, derrière le groupement visible, existe ou non une personne réelle, invisible mais présente. Peu nous importe ; cette question nous paraît d'ailleurs du domaine de l'inconnaissable. Ce que nous savons c'est que ce groupement vit selon certaines modalités, que le droit positif n'a pu méconnaître, et qui dans leur ensemble ont reçu le nom de personnalité morale, civile ou collective.

Et, ajoutons-nous, la personnalité morale attachée à un groupement pour qu'il puisse normalement acquérir, posséder, plaider, etc. n'est pas davantage une fiction que l'état-civil, attaché à la personne physique pour qu'elle puisse régulièrement et facilement accomplir tous les actes de la vie juridique. Sans

1. En outre, dans le droit romain classique, même après l'institution du régime de l'autorisation préalable par la loi Julia (fin de la République), il n'était pas nécessaire pour qu'une association possédât la personnalité morale d'une concession distincte de l'autorisation (Gaius, D. 3. 5. *Quod cujuscumque universitates vel contra agatur*, 1. 1. V. aussi Paul, D. 34. 5. *De rebus dubiis*, 20. 21).

personnalité morale, sans état-civil, les groupements ou les individus peuvent subsister, malgré maints inconvénients, parce que *les faits sont plus forts que les Codes* (1).

Ce qui est fiction c'est de considérer l'activité humaine comme inexistante (ex. : la mort civile). La jurisprudence française ne se prononce guère sur le problème qui a tant inquiété les théoriciens ; ce silence des tribunaux, appelés à juger les espèces de la vie courante et réelle, est significatif. Le seul arrêt topique que l'on trouve se prononce pour le système de la fiction (Req., 1^{er} août 1860, cf. *supra*, page 73, note 1) ; la note critiquant cet arrêt observe avec raison que la reconnaissance de la personnalité des individus eux-mêmes est l'œuvre de la loi.

Le seul fait de considérer un homme comme un étranger entraîne reconnaissance d'une souveraineté étrangère.

Dans une affaire célèbre (évêque de Nancy c. fabrique de Maxeville ; Trib. Nancy, 14 nov. 1887, Cl. 1888, p. 524) la jurisprudence a dénié toute capacité au Denier de saint Pierre.

Au contraire, un arrêt de Paris (24 mars 1871, Cl. 96, 521) a admis le Comité des assureurs de Hambourg à ester en justice par application de l'article 3, § 3 du Code civil.

1. Cf. un ouvrage tout récent de M. Gaston Morin prof. à la Faculté de droit de Montpellier : *la Révolte des faits contre le Code*, éd. 1920.

Constatons simplement ici qu'aucun de ces deux derniers arrêts n'a abordé franchement la question de l'existence de la personne civile étrangère.

Enfin, dans l'affaire très célèbre du testament de la marquise de Plessis-Bellièvre qui avait légué sa fortune à Léon XIII, le Tribunal de Montdidier reconnut au Pape la personnalité juridique sauf, naturellement, application de l'art. 910 du C. civ., (Cl. 92, p. 447). Mais la Cour d'Amiens (21 fév. 1893, Cl. 93, p. 384) refusa au Pape considéré comme chef visible de l'Eglise catholique la capacité de succéder pour cette raison, évidemment insuffisante, que la loi française ne lui accorde pas expressément cette capacité.

SECTION II

Reconnaissance des associations étrangères

40. Les lignes ci-dessus ont, en quelque sorte, déblayé le terrain pour la question qui va maintenant faire l'objet de notre examen : l'association ayant acquis valablement à l'étranger la personnalité peut-elle invoquer en France cette personnalité ?

Nous n'examinerons pas, pour le moment, le cas où cette association ferait en France la déclaration prévue par l'article 5 de la loi de 1901. Cette hypo-

thèse ne se réalisera guère que si cette association veut fonder un établissement en France.

On concevrait difficilement en effet qu'une association étrangère fasse une déclaration de ce genre, si elle n'a pas l'intention d'avoir un local en France, local où ses membres se réuniront, et d'où pourra rayonner la force expansive du groupement.

Alors se posera la question de nationalité de cet établissement. Sera-t-il français par *cela seul* que les formalités de la loi de 1901 auront été suivies ? C'est là une question que nous examinerons au chapitre suivant (Chapitre III).

Mais une association étrangère pourra-t-elle se prévaloir en France, en dehors de toute déclaration conforme à la loi de 1901, de la personnalité acquise par elle à l'étranger au moyen d'une simple déclaration ou d'une reconnaissance de l'autorité publique, ou encore d'une personnalité acquise à l'étranger en dehors de toute déclaration ou autorisation ?

41. Nous allons examiner successivement ces trois cas. Nous croyons devoir pourtant élucider d'abord une question importante : Faudra-t-il *imposer* à l'association étrangère la déclaration prévue par l'article 5 de la loi de 1901 ?

Dans le sens de la négative, on peut faire ressortir que la loi de 1901 est une loi de liberté, qu'elle a abrogé l'article 291 du Code pénal, qu'au reste le Gouvernement reste toujours armé par l'article 12 de

la loi de 1901 au cas où l'activité de l'association deviendrait dangereuse (1). Cette loi a d'ailleurs, selon nous, tranché la difficulté dans le sens de la négative.

Cependant, nous discuterons l'opinion contraire à raison de l'autorité des juristes qui l'ont soutenue ; aussi et surtout, parce que la nationalité d'une association ne dépend pas forcément de la nationalité de ses membres.

42. Or, dans le sens de l'affirmative on a fait valoir que, dispenser une association étrangère de la déclaration exigée par notre loi, aboutirait à mieux traiter les étrangers que les nationaux ; en effet, ces derniers ne pourraient obtenir la personnalité civile de leur groupement qu'en se conformant à ladite déclaration, tandis que les premiers pourraient exciper comme d'un droit acquis de la personnalité obtenue à l'étranger.

On a donc proposé une distinction entre les actes « patrimoniaux » de l'association et les actes de « la fonction » ; on a dit que l'association voulant exercer en France ses droits patrimoniaux, par

1. Cf. le rejet de l'amendement J. Goujon ainsi conçu : « Toute association composée *exclusivement* d'étrangers est soumise à la formalité préalable de la déclaration » (Ch. des dép., séance du 26 février 1901 ; *J. off.* du 27 ; *Déb. parl.*, p. 522). Ce texte, statuant *de eo quod plerumque fit*, visait en fait les associations étrangères. Son rejet implique, *a fortiori*, la dispense de déclaration pour les associations comprenant un nombre quelconque d'étrangers.

exemple, devenir propriétaire, créancière, débitrice, n'aurait pas besoin de faire une déclaration ; il en serait autrement si elle voulait, par exemple, fonder en France un établissement (1).

Nous nous en voudrions de critiquer cette distinction sans rendre hommage à un auteur qui, par son esprit critique, ses vues pénétrantes, a contribué puissamment à jeter une lumière éclatante et nouvelle sur les problèmes du droit international.

Cependant, nous ne pensons pas pouvoir adopter ce critérium, car il manque de toute la netteté désirable.

Comment discerner, en effet, qu'un acte est « patrimonial » ou (pour abrégé) « fonctionnel ».

Voici une association étrangère : elle devient propriétaire en France d'un immeuble ; ce sera très probablement pour y fonder un établissement. Quel sera le caractère de cette acquisition ? Imaginons (chose peu probable) qu'elle se contente de tirer des revenus de cet immeuble, sans jamais y réunir ses adhérents, sans jamais y tenir ses conseils de direction ou d'administration. D'après la distinction faite ci-dessus, ce serait là un acte patrimonial. Qui pourrait nier, cependant, le droit pour l'Etat, ennemi de la main-morte, d'intervenir, le cas échéant, pour critiquer cette acquisition, ordonner toutes mesures d'annulation, de liquidation, etc...?

1. Pillet, *Des personnes morales*, etc., p. 369, n° 269.

Ainsi donc la plupart des actes patrimoniaux seront fonctionnels ; au cas même où ils seraient purement patrimoniaux, l'Etat français ne serait pas forcé de les respecter !

Examinons une hypothèse inverse ; une congrégation espagnole acquiert par un représentant qualifié dans un des magasins du quartier St-Sulpice à Paris, un ciboire ou une cloche destinée à régler l'emploi du temps des religieux. Voilà un acte patrimonial, c'est même un acte fonctionnel : cette vente sera-t-elle nulle pour cela. La congrégation ne pourra-t-elle pas exiger la livraison ? Ne sera-t-elle pas tenue de payer le prix ? Si, évidemment.

Empruntons un autre exemple à la jurisprudence : (Trib. St-Julien-en-Genevois, 21 nov. 1911 ; Admin. des dom. c. Bénéfice Cure de Thonex).

Une paroisse suisse, représentée par son curé, revendiquait en France des biens cultuels mis sous séquestre en vertu de la loi de séparation. Exerçait-elle un droit patrimonial ou un droit fonctionnel ? Passons sur la difficulté d'imaginer une chapelle non utilisée pour les besoins du culte, mais utilisée pour produire des revenus.

Voici ce que dit, à ce propos, l'éminent auteur déjà cité : « Le curé de Thonex avait acquis, conformément à la loi suisse, le droit d'être propriétaire « comme représentant sa cure. Ce droit, il le possédait partout, parce que tout droit régulièrement

« acquis dans un pays quelconque doit être reconnu
« dans tout autre pays, à moins qu'il ne soit destruc-
« tif de l'ordre public. Or, il est certain que l'ordre
« public français est absolument indifférent (?) à ce
« que le curé de Thonex soit ou non propriétaire
« en France » (*loc. cit.*, p. 378-379, n° 277).

43. N'apercevons-nous pas ici qu'il faut recourir à un autre critérium : l'ordre public. Ne sentons-nous pas que le droit de propriété en question doit s'analyser d'abord sous le rapport de la capacité de jouissance, puis sous celui de la capacité d'exercice ?

Certes, le droit de la paroisse suisse avait été régulièrement acquis ; mais où pouvait-il s'exercer ? En France, et à raison de son caractère réel immobilier, l'exercice de ce droit était nettement et nécessairement localisé. Or, l'ordre public français est intéressé à ce qu'un établissement cultuel en France n'appartienne qu'aux personnes expressément visées par le législateur français. C'est ce que n'a pas vu ou exprimé clairement le tribunal de St-Julien-en-Genevois (1).

Nous proposons donc, comme plus exact, le critérium consistant à rechercher si les droits prétendus par une association étrangère se rattachent à sa capacité de jouissance ou à sa capacité d'exercice :

1. Il est bien entendu que ce raisonnement ne vaut que s'il s'agit d'un immeuble à usage public cultuel. Il en serait autrement si le bienrevendiqué par le bénéfice-cure de Thonex n'avait eu aucune destination de ce genre, et avait été, par exemple, un moulin.

c'est surtout dans le dernier cas que les considérations d'ordre public prendront une grande importance.

Mais, comme on le voit, ce critérium, que nous retiendrons comme essentiel pour la solution des conflits de lois, ne permettra aucunement d'imposer, *a priori*, à une association étrangère, la formalité de la déclaration.

Par suite, nous admettons qu'une association étrangère pourra acquérir un immeuble en France sans se soumettre à la déclaration exigée par la loi de 1901, et sans qu'il y ait lieu de rechercher si elle fonde ou veut fonder ainsi un établissement. Elle sera ainsi, sans doute, plus favorisée qu'un groupement français non déclaré ; mais observons qu'il dépend des Français, en se conformant à la loi française, d'obtenir la même capacité que des étrangers qui se sont conformés, eux, à leur loi nationale pour jouir du droit d'acquérir ; nous ne trouvons rien de choquant à cette différence de traitement si elle provient d'une différence dans le respect dû à la loi compétente.

Si la dite association étrangère acquiert d'autres immeubles, et spécialement des immeubles non nécessaires à son but, en un mot, étend son activité de façon dangereuse, elle abuse d'un droit dont l'exercice normal ne lui était pas contesté ; elle se heurte à des dispositions impératives de la loi française, et en se fondant sur l'ordre public, le Gouver-

nement n'aura qu'à prendre les sanctions dont il est armé : expulsion, droit de dissolution prévu par l'article 12 de la loi de 1901, etc.

44. Etudions maintenant les différentes hypothèses qui peuvent se présenter dans la pratique :

1° L'association étrangère a acquis la personnalité civile à l'étranger au moyen d'une simple déclaration.

Cette personnalité devra être reconnue en France avec les droits qui en découlent ; ces droits recevront une double limitation, la première provenant des statuts et lois étrangers, la seconde des prohibitions de la loi française. Ainsi, cette association pourra librement ester en justice, et, sous les réserves précitées imposées par l'*ordre public* à l'*exercice* de leurs droits, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer les cotisations, le local nécessaire à l'administration, les immeubles strictement nécessaires à son but (ainsi que l'exige l'article 6 de la loi de 1901).

Quid si une association simplement déclarée à l'étranger possède d'après sa loi nationale le droit d'acquérir à titre gratuit, alors que chez nous ce droit résulte uniquement d'une reconnaissance d'utilité publique ?

En principe il ne sera pas nécessaire que le Gouvernement français fasse cette reconnaissance d'utilité publique puisque l'association étrangère est

déjà, par sa loi nationale, apte à recevoir. Il n'aura qu'à se prononcer sur l'autorisation d'exécuter les libéralités, autorisation prévue par l'article 910 du Code civil. Pour ce faire, il faudra d'ailleurs qu'il s'agisse d'immeubles ou valeurs situés en France, ou d'une façon générale qu'un intérêt français soit en jeu.

45. 2° L'association étrangère a acquis la personnalité civile à l'étranger au moyen d'une reconnaissance d'utilité publique.

Les solutions seront les mêmes que dans le cas précédent. Notons, à ce propos, qu'elles devront s'imposer même aux partisans du système de la fiction. En effet, en ce qui concerne les associations, on ne peut plus soutenir depuis la loi de 1901 qu'elles sont une pure création du législateur : celui-ci, reconnaît lui-même qu'un groupement de Français peut acquérir la personnalité civile, en dehors de toute concession du pouvoir, par une simple déclaration, déclaration que l'Administration ne peut refuser d'accueillir (1).

Dans notre législation française concernant les associations, rien ne ressemble à notre loi du 30 mai 1857, subordonnant la reconnaissance des sociétés étrangères à une autorisation générale visant le pays dont ces sociétés sont originaires. Aucun doute ne saurait subsister là-dessus.

1. Quitte à provoquer des poursuites si l'objet est illicite.

46. 3° L'association étrangère a acquis la personnalité civile à l'étranger en dehors de toute déclaration ou autorisation.

On peut considérer comme assez improbable qu'une législation quelconque ne se préoccupe aucunement des associations, de leur activité sociale et juridique, au point de ne pas leur imposer un minimum de formalités de publicité...

Le cas existe cependant, sans qu'il y ait besoin de se reporter à des législations exotiques : dans les pays de Capitulations, les associations se constituent sans aucune autorisation ni déclaration et leur personnalité juridique est reconnue en vertu d'un usage immémorial et constant.

En Angleterre, une « charity » est apte à recueillir des libéralités avant son *incorporation*.

Quelle capacité faudra-t-il reconnaître en France à de semblables associations ? La petite personnalité prévue par la loi de 1901 ou la personnalité complète prévue par le titre II de la même loi ?

Nous concevons l'embarras des partisans de la « fiction » en présence de ces vivants démentis à leur théorie.

Ce que nous comprenons moins, c'est que des auteurs, partisans pourtant de la réalité de la personne morale, refusent la « grande personnalité »

pour accorder seulement la « personnalité restreinte (1) ».

Pourquoi ce refus arbitraire ? Il marque, à notre avis, non seulement un défaut de logique, mais encore un défaut de méthode.

47. En effet, la question est mal posée. Proposer le choix entre les deux personnalités, c'est oublier que le législateur étranger n'est pas obligé de se conformer à nos modes de penser. Vouloir introduire un certain type d'association étrangère dans nos classifications juridiques, c'est, suivant l'expression imagée d'un juriste anglais (2) « vouloir introduire de force une cheville carrée dans un trou rond ».

Certains pays — par exemple les pays neufs avec leurs territoires vastes et peu peuplés, leurs insuffisances de capitaux — peuvent envisager de façon plus libérale que le nôtre l'extension possible des associations. Certains autres, au contraire, peuvent avoir une organisation plus serrée que la nôtre en ce qui concerne, par exemple, l'immatriculation et la transmission des valeurs mobilières : il s'ensuivra forcément des prescriptions, relatives aux meubles, plus détaillées que les nôtres, lorsqu'il s'agira de limiter le pouvoir expansif des associations. Pourquoi, dès lors, vouloir couler de force dans nos

1. Cf. Pillet, *Des pers. mor.*, p. 371.

2. Hilton Young dans une question connexe à celle que nous étudions. *Foreign companies and other corporations*. Cambridge, 1912.

moules juridiques des organisations nées sous d'autres cieux ?

Le législateur étranger pourra donc n'avoir envisagé pour les associations qu'une capacité analogue à notre « petite personnalité », ou bien encore une capacité analogue à notre « grande personnalité », ou bien enfin une capacité tenant à la fois de ces deux modes d'activité juridique. Le problème qui se posera en France vis-à-vis de l'association étrangère sera un problème d'analyse juridique : il faudra examiner, un à un, les droits dont jouit l'association étrangère de par sa constitution à l'étranger, puis voir s'ils peuvent s'exercer en France sans heurter l'ordre public.

Par voie de conséquence, quelque étendus que soient les droits dont jouit cette association à l'étranger, nos tribunaux devront veiller, le cas échéant, au respect des prohibitions des articles 6 et 11, visant l'obligation de posséder les immeubles nécessaires au but qu'elle se propose, des titres de la forme nominative, etc. Notons que, pour cette dernière obligation, il faudra, non seulement qu'un intérêt français soit en jeu, mais encore qu'il s'agisse de titres français; en effet, outre les difficultés auxquelles donnerait lieu l'exéquatur à l'étranger d'un jugement ordonnant une inscription nominative sur les registres d'une firme étrangère (1), on ne voit pas en quoi

1. Si le pays étranger n'exige pas la forme nominative pour les valeurs appartenant à ses propres associations.

l'ordre public français serait opposé à l'enrichissement d'une association étrangère à l'étranger.

Il est entendu que cette association pourra, grâce à cette richesse mobilière, étendre son activité en France. Mais nous avons vu que l'Etat français est suffisamment armé pour réprimer les abus.

Qu'un intérêt français soit en jeu, telle sera, au demeurant la condition essentielle pour qu'on applique, soit les prescriptions de l'article 910 du Code civil, soit celles ordonnant la vente des immeubles non nécessaires au fonctionnement de l'association, soit celles interdisant les donations avec réserve d'usufruit au profit du donateur.

CHAPITRE III

NATIONALITÉ DES ASSOCIATIONS

48. Il peut sembler bizarre d'aborder à ce stade de notre étude cette question de la nationalité des associations. Cependant cet ordre est logique. Avant de s'enquérir de la nationalité des associations et des droits dont elles peuvent jouir à l'étranger, il fallait fournir la preuve de leur existence extra-territoriale. C'est par une véritable pétition de principe que des auteurs d'ailleurs considérables ont ramené tout le problème de nationalité à une question d'application du statut personnel tirée du Code civil, article 3, alinéa 3 (1).

Néanmoins, nous considérons déjà comme un indice probant le fait que l'expression « association étrangère », employée jusqu'ici n'ait point paru amphibologique.

Certains auteurs ont nié cependant que les personnes morales et notamment les associations pussent avoir une nationalité. Le problème, depuis fort longtemps à l'ordre du jour, a été encore agité pendant

1. Ex. : Michoud, *Théorie de la pers. mor.*, t. II, p. 353 note ; Wahl, note sous Cass. Turin, 21 déc. 1897. S. 1900.4.25.

la Guerre de 1914-1918 à l'Assemblée Générale de la Société de législation comparée. A cette discussion, commencée le 18 décembre 1916 et prolongée en janvier et mars 1917, prirent part MM. les professeurs Lyon-Caen, Larnaude, Pillet, le député Landry, plusieurs membres de la Chambre de commerce de Paris, etc. (*Rev. de dr. int. privé*, 1918, p. 525). M. Jordan y affirmait avec force que les personnes juridiques n'avaient pas de nationalité ; il citait à l'appui de son opinion l'exemple de la République Argentine où cette solution a prévalu depuis 1876 (Aff. de la Banque de Londres et du Rio de la Plata ; Cl. Zeballos, 1906, p. 605) ; l'expérience de la guerre, ajoutait-il, a fait ressortir l'inanité en l'espèce du concept de nationalité ; vu l'intérêt de notre défense économique, on n'a pas hésité à placer sous sequestre les sociétés ayant leur siège social en France et constituées conformément à la loi française, mais dont les directeurs, les administrateurs et les capitaux étaient allemands ou autrichiens. M. Landry reprit la même thèse, qu'il avait déjà développée dans une étude parue dans la *Revue politique et parlementaire* (10 nov. 1916). « Vous avez une nationalité parce que vous êtes une personne, ayant des obligations militaires à remplir, des droits politiques à exercer, parce que vous êtes censé être associé à la vie morale de la nation. Mais une société commerciale, cela n'a pas de cœur, c'est une entité pure-

ment économique » (*Bull. de la Société de Lég. comp.*, 1917, p. 58 et s.).

48 *bis*. Ce point de vue conduirait à refuser une nationalité aux femmes, qui n'ont ni « obligations militaires à remplir, ni droits politiques à exercer » et, à *fortiori* aux associations féminines composant la Croix-Rouge française qui a montré, pourtant, combien elle était associée à la « vie morale » de la nation.

La remarque tirée des séquestres imposés pendant la guerre aux sociétés pseudo-françaises s'explique tout naturellement par la maxime bien connue, *fraus omnia corrumpit*. Si l'on suivait la doctrine que nous critiquons, le législateur n'aurait plus devant lui que des problèmes concrets dont chacun devrait recevoir une solution impossible à prévoir. Autre conséquence : il ne pourrait plus être question de faire intervenir un Gouvernement pour la protection à l'étranger des sociétés dites nationales.

En réalité, cette théorie négative de la nationalité nous paraît un paradoxe superficiel, contraire aux faits, aux textes positifs français (qui parlent couramment de société *étrangère*) ; il n'aboutit à aucun résultat précis, à aucune solution juridique pratique.

Ses auteurs partent implicitement de cette idée, que la nationalité des personnes morales, si elle existe, doit être *semblable* à celle des personnes physiques ; comme ils sont forcés de constater des différences, ils nient purement et simplement un des

termes de la comparaison. Leur erreur nous paraît absolument analogue à celle des juristes qui ont essayé de découvrir dans les groupements un substratum physique semblable à celui que recouvre la personnalité juridique de l'individu : à leur insu, ils estimaient *a priori* qu'un substratum anthropomorphique était la condition de la personnalité ; ne l'ayant pas trouvé, ils ont nié la personnalité morale.

49. Or, qu'est-ce que la nationalité ? C'est le lien, le rapport de dépendance qui unit une personne à un Etat déterminé (1). C'est tout, et c'est assez ; car cette définition peut s'appliquer parfaitement à une association.

Rapport de dépendance disons nous ; cela signifie que les droits et obligations du groupement *dépendent* d'un certain système de loi. Le terme anglais « *domesticity* » employé précisément pour les personnes morales, nous paraît tout particulièrement expressif.

Ce rapport de dépendance impose des devoirs à l'individu comme au groupement ; à l'individu, le service militaire par exemple ; au groupement financier, par exemple, la souscription pour un quart du capital moyennant quoi ses actions pourront être introduites en Bourse, paieront un impôt moins élevé, etc : au groupement désintéressé, l'obligation

1. V. Le paragraphe 23 du C. civ. allemand : L'association sujette d'un état étranger...

de compter une majorité de membres français afin d'éviter la dissolution possible par simple décret ; bientôt ce sera sans doute le devoir fiscal, esquissé déjà par l'impôt sur les bénéfices de guerre, imposé demain par l'emprunt forcé. La dépendance du groupement vis-à-vis de l'Etat est même, à certains égards, plus étroite que celle de l'individu : en effet, alors que celui-ci peut changer de nationalité (à la condition généralement d'avoir rempli ses devoirs militaires), une société ne le peut pas (L. 22 novembre 1913) ; on peut donc dire que vis-à-vis des groupements, le législateur n'a pas hésité à appliquer dans toute sa rigueur le vieux principe de la perpétuelle allégeance.

50. Les critiques théoriques ne sauraient donc prévaloir contre la nécessité pratique de distinguer entre les associations nationales et celles qui évidemment ne le sont pas.

Cela posé, de quel critérium dépend la nationalité d'une association ?

Et d'abord peut-elle dépendre de la volonté des associés ? Rédigée sous cette forme, la question ne peut pas recevoir une réponse précise. En effet, il est certain que la nationalité, tout comme l'état et la capacité des personnes, est hors du domaine des libres conventions ; mais, d'autre part, il est certain que les associés peuvent, en faisant jouer dans un sens

ou dans l'autre l'appareil législatif, donner à leur groupement la nationalité qu'ils désirent.

Certains auteurs ont prétendu que la nationalité des associations se confondait en réalité avec leur domicile, parce qu'elle découlait de l'établissement de la société dans un lieu déterminé ; qu'en conséquence ce qu'on appelait nationalité était véritablement un domicile (1).

A notre avis, c'est vouloir à plaisir obscurcir un problème en lui donnant une réponse manifestement discutable (2). Quoi de plus facile en effet que de rappeler les caractères du domicile en droit privé pour ce qui concerne les individus, et de proclamer

1. Cf. *Congrès des Sociétés*, Bruxelles 1910. On y était à peu près d'accord sur ce point que la nationalité d'une société est celle du pays où elle a son domicile.

« Mais sur ce terrain même où le débat se trouve ainsi circonscrit, deux solutions celle du siège d'exploitation et celle du siège d'administration se heurtent encore.

En sorte que, malgré la simplification qu'ont pu subir les données du problème, la vraie solution, la solution précise et définitive est encore à trouver. »

2. Les difficultés sans cesse renaissantes créées par cette théorie ressortent avec force à la lecture d'une étude Vavasseur (Cl. 1875, p. 345). L'auteur pose en principe que « le domicile d'une société comme d'un individu échappe à la convention ». Il affirme ensuite qu'une société ayant en France son principal établissement y a par cela même son domicile légal et qu'elle est soumise à la loi française. Il reconnaît pourtant qu'une société ne peut avoir « plusieurs domiciles » car ce serait admettre qu'elle possède plusieurs établissements principaux, etc... »

La jurisprudence française est aussi embarrassée ; par exemple elle juge que « le domicile » d'une compagnie minière est tantôt au siège statutaire à Paris (Cass. 17 avril 1866. D. 66. 1. 280) tantôt au lieu d'extraction (Cass., 10 février 1863. S. 63. 1. 199) !

ensuite l'inexistence de ces caractères pour les groupements ? Faute de pouvoir faire cadrer exactement la notion de domicile avec celle de personne morale, certains juristes ne sont-ils pas allés jusqu'à nier la seconde de ces notions ? Nous voici donc « au rouet », dirait Montaigne.

51. Sans nous attarder davantage, examinons les différents systèmes proposés pour déterminer la nationalité des groupements.

1^o *Régime de l'autorisation légale préalable.* En ce cas, disent les partisans de la fiction, aucune difficulté ; le législateur en conférant l'existence au groupement lui confère la nationalité.

Nous n'avons pas l'intention de discuter à nouveau ici ce système ; mais il est étonnant que ses adeptes ne soient pas sortis de leur aveuglement lorsque les lois de 1857 et 1867 ont institué le régime de l'autorisation générale pour toutes les sociétés d'un État étranger : logiquement cette autorisation aurait dû leur conférer la nationalité française ; personne pourtant n'a osé soutenir cette dernière conséquence, si radicalement contraire aux faits et aux textes.

A notre sens, l'autorisation légale accordée à une association étrangère ne devrait pas avoir plus d'importance que l'autorisation d'un étranger à domicile.

2^o *Nationalité d'après la nationalité des associés.*

(Cf. de Vareilles-Sommière : *Synth. du dr. int. priv.* t. XI, p. 74 et s. ; n° 763 et s. ; *Pers.mor.*, n° 1505, p. 645). — Il saute aux yeux que cette théorie se heurte à des objections décisives ; car un groupement ne peut avoir à la fois plusieurs nationalités différentes et sa nationalité ne peut pas changer avec les variations numériques de son élément étranger.

3° *Nationalité d'après le lieu de l'acte constitutif de l'association.* — C'est donner à une question de forme une importance prépondérante, tenir exclusivement compte d'un élément secondaire de la vie associationnelle.

4° *Nationalité d'après l'établissement principal ou centre d'exploitation (Lyon-Caen).* — Cette théorie à le même défaut que la précédente : elle conduirait à des résultats inadmissibles ; exemple : pour la nationalité à attribuer à l'œuvre de la Sainte Enfance (destinée à racheter les petits Chinois abandonnés).

5° *Nationalité d'après le siège administratif statutaire.* — Cette théorie aura l'avantage de concorder la plupart du temps avec les faits ; elle s'inspire des solutions analogues appliquées à la nationalité des sociétés : « C'est nécessairement le siège social central, celui qui a été choisi au moment de la fondation de la société commerciale qui confère à la société sa nationalité » (Pillet *Des pers. mor.*, p. 340.)

Ainsi donc, une société constituée d'après les lois

anglaises, qui fixerait, sans fraude, son siège central en France, devrait être française ! Ce résultat est inadmissible.

« L'objet (d'une société et par analogie, d'une association) ne saurait être atteint sans une centralisation indispensable ; dans le *lieu* où se produit cette centralisation, la nationalité de la société trouve alors un point d'attache certain (*ibidem*). »

52. A notre avis, cette théorie présente le même inconvénient que les précédentes qui attachent une importance capitale à un *fait* matériel, arbitrairement choisi. La question, semble-t-il, devrait se poser ainsi : faut-il rattacher la nationalité à une *loi* ou à un *lieu* ? D'après nous, c'est à une loi, la nationalité n'étant que le rapport de dépendance d'une personne juridique vis-à-vis d'un système législatif déterminé. C'est pour connaître cette loi que la considération du lieu interviendra à titre *subsidaire*.

Et de même que le *jus loci* ne confère pas toujours la nationalité, de même la nationalité d'une association ne dépendra pas forcément de l'endroit où est situé son siège social, ou son établissement principal, ou son centre d'exploitation, etc.

53. Quelle sera donc la loi qui déterminera la nationalité d'une association ? Ce sera celle sous l'empire de laquelle l'association est née, celle à laquelle ses membres se sont référés implicitement ou tacitement, celle dont les cadres essentiels ont

été adoptés et dont, en conséquence, l'association tient ses caractères distinctifs.

C'est assez dire que si, en fait, ce critérium coïncide souvent avec la règle *locus regit actum*, c'est pour des raisons toutes différentes que nous le retenons. Il est évident en effet que la *forme* de l'acte constitutif de l'association ne peut avoir aucune conséquence sur la nationalité de la dite association.

Mais une loi qui canalise ou réglemente l'activité intérieure et extérieure du groupement, les pouvoirs de ses directeurs et administrateurs, les droits et obligations des adhérents, la liquidation du patrimoine collectif, etc., est une loi *définie*, une loi qui appartient à un système législatif *positif*, une loi qui place l'association dans une situation *déterminée* par rapport à l'organisation juridique : ce rapport de dépendance constitue précisément la nationalité de l'association.

54. Tous les problèmes auxquels donne lieu la nationalité s'éclairent dès lors. Nous comprenons par exemple pourquoi, à la différence de l'individu, l'association ne peut pas changer de nationalité à moins de se dissoudre ; c'est que même au cas où serait réalisée l'unanimité de ses adhérents, ceux-ci peuvent bien déchirer le pacte social pour en refaire un autre : ils ne peuvent pas empêcher que le pacte initial ait été fait sous l'empire d'une certaine loi, *ils n'ont aucune prise sur le passé*.

55. Nous nous expliquons de même comment des étrangers peuvent former, en se soumettant à la loi de 1901, une association française.

56. Nous ne nous étonnons pas que notre législation considère comme français les établissements fondés par des congrégations conformément aux règles juridiques françaises.

Notre système, remarquons-le, ne se confond pas avec le système de la fiction : car celui-ci n'admet pas de milieu ; un établissement de ce genre est pour lui ou reconnu et national, ou non reconnu et inexistant.

D'après notre système, la loi française reconnaîtra un établissement comme français ou étranger, et ne lui dénierait pas l'existence. L'association qui crée un établissement sur notre sol nous le fait considérer comme national ou étranger suivant que cette création se fait conformément à la loi française ou en dehors d'elle. De même l'individu, dans une certaine mesure et en choisissant les moyens légaux appropriés, est maître de la nationalité de ses descendants (1).

Grâce à ce critérium, nous échappons aux difficultés inextricables auxquelles se heurtent ceux qui déterminent la nationalité d'un établissement secon-

1. Cf. Demogue : une société peut-elle choisir sa nationalité c'est-à-dire fixer son siège social dans n'importe quel pays, pourvu que ce choix ait été fait sans fraude. Note sous Lille, 21 mai 1908. S. 1908. 2. 177.

daire d'après son degré de dépendance vis-à-vis de l'établissement principal.

Ces questions de degré sont une porte ouverte à l'arbitraire. Avec notre système on n'aura point besoin d'attribuer une importance décisive à de purs éléments de fait tels que la direction de l'association, la source qui l'alimente, etc., car, encore un coup, la nationalité n'est pas un fait, c'est un rapport juridique. Il n'y aura pas à rechercher le degré de dépendance de l'établissement secondaire vis-à-vis de l'établissement principal ; il y aura encore moins lieu de se demander, pour les congrégations, sous quel angle doit être examinée cette dépendance ; si, par exemple, c'est au point de vue spirituel ou au point de vue temporel ; cette incursion dans l'administration intérieure de groupements tout spéciaux n'aura pas besoin d'être entreprise.

Et pour répondre à une objection qui se présente immédiatement à l'esprit, nous ne voyons aucun inconvénient à ce que les établissements secondaires d'une association n'aient pas la même nationalité que la maison initiale ; ou, pour parler plus exactement, à ce qu'une association crée d'autres associations de nationalité différente, car le bourgeonnement est dans la nature des organismes vivants. S'y opposer équivaldrait à imposer à tous les membres d'une même famille la même nationalité pour l'éternité.

La nationalité d'une association n'est pas un

élément nécessaire de son existence : sa nationalité est sa place dans un système juridique déterminé ; qu'elle se transplante telle quelle dans un autre pays ou qu'elle s'adapte étroitement au milieu juridique de ce pays, cela ne nous paraît ni contradictoire, ni anormal. C'est, remarquons-le, la seule façon de concevoir clairement l'action réelle et la vie juridique des congrégations religieuses et des associations internationales.

57. Une association étrangère, disons-nous, peut fonder un établissement en France en se conformant à la loi française, c'est-à-dire en faisant la déclaration prescrite par l'article 5 de la loi de 1901.

Cet établissement acquiert ainsi, *de plano*, la nationalité française.

On pourrait objecter que c'est donner à une question de forme une bien grande importance alors que nous avons proclamé en ces matières l'inapplicabilité de la règle *locus regit actum*.

Mais, en réalité, la déclaration imposée par la loi de 1901 n'a rien de sacramentel ; elle ne confère pas l'existence ou personnalité civile. Elle enregistre, en quelque sorte, la naissance de l'association à la vie juridique. Or, l'Etat ne connaît pas en matière d'associations une sorte de *jus sanguinis* ; l'établissement fondé par une association française possède une personnalité distincte (1) à la seule condition, néces-

1. Cf. Cass. crim., 11 novembre 1905. Cl. 1906, p. 778 : les divers établissements fondés par l'institut des Frères de la Doc-

saire et suffisante, qu'il obéisse aux prescriptions de la loi française (déclaration, etc.) ; il est tout à fait normal que l'établissement fondé par une association étrangère possède si elle le veut non seulement une personnalité distincte, mais une nationalité distincte.

On ne comprendrait pas sans cela qu'une association étrangère ait *intérêt* à faire la déclaration exigée par notre loi.

En effet, elle possède, tout au moins dans notre théorie, souvent confirmée en France par la jurisprudence, les droits dont elle jouit dans son pays d'origine ; d'une façon générale elle peut exercer ces mêmes droits tant qu'ils ne heurtent pas l'ordre public français. Elle peut notamment fonder un établissement sur notre territoire. Il serait particulièrement étrange que, du jour où elle veut faire cette création conformément à notre loi, en sollicitant de façon positive et expresse les garanties données par le législateur français en 1901, elle se voie refuser la nationalité française sous la protection de laquelle elle entend se ranger.

trine Chrétienne ne peuvent avoir de personnalité distincte qu'à condition d'avoir été l'objet d'une autorisation spéciale.

CHAPITRE IV

CAPACITÉ D'EXERCICE DES ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES

58. Les droits qui appartiennent à l'association, sont, d'après ce que nous avons dit précédemment, déterminés par « la loi de constitution » ; leur ensemble forme la capacité (dite de jouissance) de l'association.

Mais on conçoit facilement que l'exercice de ces droits, en pays étranger, ne soit pas toujours aussi libre que dans le pays auquel l'association est rattachée par sa nationalité.

Deux principes dominant la matière. D'abord une association étrangère ne peut pas avoir plus de droits qu'elle n'en a dans son pays d'origine. La reconnaissance dont elle bénéficie en vertu des principes généraux du droit international privé ne saurait avoir pour effet de lui faire attribuer des droits nouveaux. Elle élargit le domaine d'application territoriale de ses droits ; elle ne lui concède pas de

facultés nouvelles. Deuxièmement, à propos de chacune des manifestations de l'activité sociale, il convient de se référer à la conception de l'ordre public dans le pays où se manifeste cette activité. Dans ce cas, l'autorité de la loi étrangère cède le pas à la compétence souveraine de la loi territoriale de telle sorte qu'un rapport juridique reconnu dans son principe ne sera pas sanctionné dans telles de ses conséquences qui seraient jugées contraires à l'ordre public.

C'est à la lumière de ces principes que nous allons examiner les diverses questions suivantes.

59. A) *Application du principe de la spécialité.*
— C'est la loi nationale de l'association qui définira dans quelle mesure une association doit exercer son activité pour ne pas sortir du cadre qu'elle s'est elle-même choisi ; c'est cette loi qu'il faudra consulter pour connaître les pouvoirs des administrateurs, les limitations aux cotisations, au droit d'acquérir des immeubles, etc.

On pourrait objecter ceci : ces limitations ont été édictées par un Etat étranger dans un but de protection pour ses sujets ; dès lors pourquoi demander à la *lex fori* d'appliquer les considérations tirées d'un ordre public étranger ?

La réponse est facile : si le tribunal, français par exemple, tient compte de ces limitations, c'est tout simplement pour respecter la loi du contrat associa-

tionnel, le système juridique auquel il doit sa validité.

Cette combinaison du principe de la spécialité avec les prescriptions de l'article 910 du Code civil a néanmoins fait l'objet de controverses assez vives. Comment, a-t-on dit, une association étrangère appelée à recueillir une libéralité en France pourra-t-elle se voir refuser l'autorisation imposée par l'article 910, sous le *seul prétexte* que les biens donnés ont reçu une affectation non conforme au but qui lui est assigné ?

Il convient ici de se rappeler les fonctions très diverses que doit remplir le principe de la spécialité.

Ecartons tout d'abord le rôle joué par ce principe à propos des établissements publics, rôle de bonne gestion, de bon ordre administratif, de division du travail, etc. Cette idée ne conduirait à rien ici : car en quoi l'Etat français peut-il être intéressé à la bonne gestion d'une association étrangère ?

C'est néanmoins en considérant ce seul aspect de la question que d'éminents juristes ont nié la possibilité d'appliquer ici le principe de la spécialité (Pillet, note sous Amiens, 21 fév. 1893. S. 95. 2. 61 ; Lainé, *Des pers. mor. en droit int. priv.*, p. 298 ; Michoud, *Théorie de la pers. mor.*, p. 208 et suiv.).

60. En effet, ce principe joue un autre rôle : il répond à cette idée qu'un groupement est constitué en vue d'un but, que la considération de ce but est

la charte de l'association, le fondement de sa reconnaissance par le législateur, s'il est vrai qu'un droit est un « intérêt protégé par la loi ». En conséquence, les associations remplissent des fonctions propres, déterminées par leur nature ou définies par leurs statuts, dans les limites desquelles il importe à l'Etat de contenir leur activité. Ici, le principe de la spécialité donne à l'Etat le moyen de limiter le développement d'institutions privées qui seraient de nature à lui porter ombrage ; il se fonde « sur une idée de suspicion et non de spécialisation » (Planiol, note sous Cass., 26 mai 1894. D. 95.1.217). A cet égard, et *a fortiori* il doit recevoir son application à l'égard des associations étrangères ; l'article 910 permettra donc à l'Etat d'empêcher l'exécution de libéralités qui, en faisant sortir une association de sa spécialité fonctionnelle, contribuerait à lui donner une influence dangereuse.

En conséquence le principe de la spécialité s'appliquera à une association étrangère d'abord dans la mesure où il touche à l'ordre public, puis dans la mesure où il touche à la *capacité* (1), pourrait-on dire, de cette association, capacité résultant de sa nature juridique et de ses statuts.

Nous tiendrons compte en outre de l'ordre public français dans les relations que pourrait avoir l'asso-

1. Voir *infra*, p. 131, note 2, le sens que nous donnons au mot capacité.

ciation étrangère avec nos nationaux : c'est ainsi qu'un Français ne pourra être obligé par une association étrangère (1) à laquelle il adhérerait de racheter ses cotisations pour un prix supérieur à 500 francs ; en effet, s'il doit être protégé vis-à-vis des groupements nationaux, à plus forte raison vis-à-vis des groupements étrangers (2).

De même, il y aura lieu d'appliquer même à une association étrangère, l'article 6 de la loi de 1901 *in fine* : elle ne pourra acquérir en France que les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose ; cette règle sera d'ailleurs automatiquement appliquée si cette acquisition est à titre gratuit, puisqu'un décret de l'administration française devra intervenir. Les raisons d'agir ainsi sont particulièrement fortes puisque, en outre, le régime de la propriété immobilière touche à l'ordre public.

1. Celle-ci a incontestablement le droit de percevoir des cotisations. La jurisprudence l'admet même pour les associations non déclarées (en ce cas d'ailleurs le produit de ces cotisations reste indivis). Cf. Trib. civ. Perpignan, 18 nov. 1913. *Gaz. Pal.*, 1913, p. 564. Club Alpin français c. Soullier et Auriol, Trib. corr. Saint-Dié, 2 juil. 1908. *Mon. jud.* Lyon, 20 janv. 1909. Fuzier Hermann, *Rep. Sup.*, V^e Assoc., n° 100. *Eodem sensu* : Grumbach : *les Assoc. et les Cercles*, p. 24-26. *Contra* : Trouillot et Chapsal, *op. cit.*, p. 62, 65 et paroles de Vallé (*J. off.*, Sénat, 15 juin 1901, p. 882).

2. Une association étrangère tirant ses ressources du jeu ne pourra s'établir ou fonder une succursale en France de façon à attirer nos nationaux. Son objet est illicite ; en outre, elle se heurterait au monopole de l'Etat (Paris, 19 avr. 1897, *Rev. soc.*, 97, p. 345, identité de motifs). Il en sera différemment si cette association se présente par exemple sous la forme d'un cercle, rigoureusement fermé et constitué uniquement par des étrangers.

En résumé, devront s'appliquer à une association étrangère toutes les règles impératives ou prohibitives de la loi de 1901 ; ainsi encore elle ne pourra accepter une donation mobilière ou immobilière ou immobilière avec réserve d'usufruit au profit du donateur.

61. B) Droits politiques. Ils seront évidemment refusés à une association étrangère : cette hypothèse ne présente d'ailleurs guère d'intérêt pratique.

62. C) Droits publics. Un groupement étranger les aura en principe, dans la limite où une personne morale peut les exercer ; par exemple le droit de s'associer, ou, pour mieux dire, de se fédérer avec d'autres groupements ; le droit de réunion ; le droit de répandre ses idées par la parole et la plume ; pour enseigner, il lui faudra les autorisations exigées pour les associations françaises. Une association étrangère autorisée par ses statuts et sa loi nationale à faire du commerce pourra-t-elle exercer en ce sens son activité en France. Exemple : un syndicat étranger ?

63. Nous ne le pensons pas, car les motifs qui ont poussé le législateur français à interdire aux syndicats la pratique du commerce sont d'ordre public : ceux-ci doivent se cantonner dans la défense de leurs intérêts professionnels.

Cette solution conduira à empêcher par exemple

un syndicat étranger faisant du commerce de fonder en France des établissements.

Mais ledit syndicat pourra-t-il obtenir en France le respect de sa marque de fabrique ? Nous préconisons la solution affirmative, car il peut avoir un intérêt moral suffisant pour que sa marque ne soit pas usurpée par des Français. Les difficultés auxquelles ceux-ci pourront se trouver en butte ne sauraient nous faire abandonner la solution dictée par les principes ; d'ailleurs il leur restera toujours la faculté de poursuivre auprès de l'autorité compétente, la fermeture des dépôts ou agences du syndicat étranger, en les faisant considérer comme des *établissements* non autorisés.

64. D) Droits privés. Ils seront exercés par l'association étrangère dans la mesure où elle les possède à l'étranger et où ils ne contreviennent pas à l'ordre public français ; inutile de souligner ici que les droits privés refusés à l'individu étranger (adoption, tutelle, hypothèque légale, usufruit légal), ne présentent aucun intérêt pour les associations étrangères.

La loi étrangère déterminera la capacité de l'association pour acquérir à titre gratuit, mais l'article 910 du Code civil français exigera que ces acquisitions soient autorisées par l'administration (arg. Avis du Cons. d'Etat, 12 janvier 1854. D. 54. 3. 16 ; Serrigny, *Rev. crit.*, t. IV, p. 356 et suiv. ; Laurent, t. VI, n° 207).

Les acquisitions à titre onéreux seront aussi soumises aux restrictions qui s'imposent pour les associations françaises.

65. Droit d'ester en justice. Il résulte suffisamment de tout ce que nous avons dit depuis le début de cet ouvrage sur la reconnaissance nécessaire des associations étrangères ; ce droit est un des attributs habituels de la personnalité morale ; il suffirait d'ailleurs, qu'il soit explicitement reconnu par la législation étrangère au cas où, par hasard, elle méconnaîtrait la personnalité morale (1). Il suit l'association en tout pays, quel que soit le système qu'on adopte au sujet de la reconnaissance des groupements étrangers entre les théories les plus en faveur aujourd'hui.

En effet, ou bien le droit d'ester en justice est un attribut de la personnalité morale et à ce titre fait partie de la capacité de l'association, capacité qui doit la suivre partout.

Ou bien le droit d'ester en justice peut être considéré comme un résultat direct du contrat passé à l'étranger et à ce titre doit être respecté comme un droit acquis.

66. Ce droit sera soumis, quant à la procédure, à la *cautio judicatum solvi*. Nous pensons d'ailleurs que cette caution ne devra pas être exigée,

1. Inversement ce droit devrait être refusé si la législation étrangère admettait la personnalité morale d'une association avant toute faculté d'ester en justice. Ex. : la « charity » anglaise,

d'abord si les traités diplomatiques en dispensent expressément les personnes morales relevant des H. P. C. mais même au cas où ils viseraient simplement les personnes physiques sans autrement préciser.

Cette assimilation, au point de vue du langage diplomatique, des personnes morales aux personnes physiques se confirme et se précise tous les jours (1). Le traité de Versailles est fort instructif à cet égard : il est l'aboutissement d'un ensemble de tendances doctrinales et jurisprudentielles.

En outre, en présence de la montée grandissante des forces collectives, corporatives, syndicales, de leur influence croissante et irrésistible, il est bon de rappeler, pour les appliquer aux textes diplomatiques, les paroles prononcées par M. le premier Président de la Cour de cassation aux fêtes de centenaire du Code civil : « Le juge ne doit pas s'attarder à rechercher obstinément quelle a été la pensée des auteurs « du Code en rédigeant tel ou tel article ; il doit se « demander ce qu'elle serait si le même article était « aujourd'hui rédigé par eux. »

67. Ne quittons point le domaine de la procédure sans poser encore une question : l'association amenée à plaider devant un tribunal français devra-t-elle prouver la validité de sa constitution à l'étranger ou bien cette validité sera-t-elle présumée ?

1. La jurisprudence a consacré cette idée dans l'interprétation des articles 14 et 16 du Code civil (Cass., 1^{re} juillet 1865. S. 96, 1. 225).

Nous répondons que c'est ici moins une question de droit qu'une question de pratique, ou mieux de tactique judiciaire : il sera prudent pour l'association d'établir *in limine litis* la régularité de sa constitution pour éviter toute surprise dans le cours de l'instance : d'ailleurs, elle connaîtra les intentions de la partie adverse grâce aux termes des ajournements et conclusions.

Voir cependant, pour la présomption de validité Tribunal civil Saint-Julien-en-Genevois, 21 novembre 1911 (Cl. 1913, p. 134) décidant que « l'administration ne peut prétendre sans en rapporter la preuve et et sans même préciser le texte suisse violé que les formalités suisses n'ont pas été observées » (*Bénéfice-Cure de Thonex c. Adm. des Domaines*) (1).

68. *E*) Responsabilité pénale ou civile. La responsabilité des personnes morales a été longtemps niée surtout à l'époque où la théorie de la fiction était en faveur. « Le délit suppose toujours une imputabilité qui ne saurait se rencontrer en une personne morale

1. Voir en sens contraire les arrêts de la Cour de Paris et de la Cour de cassation dans l'affaire Dumas et *International Arbitration* contre les demoiselles Dieudonné. V. *infra*, n° 72, p. 118 et s.

Ces décisions ont reproché à l'association anglaise, défenderesse au procès, de ne pas avoir apporté la preuve de leur capacité de recevoir d'après les lois du Royaume-Uni.

Sans doute à la différence du point précis examiné au texte, les juges visaient la *capacité* de recevoir et non le droit d'ester en justice qui résulte de l'existence juridique de l'association. Mais on sait assez que la jurisprudence française confond assez volontiers les deux questions d'existence et de capacité.

simple abstraction » (Planiol, note sous D. 1894. 2. 306). Une personne morale, disait-on, ne peut pas aller en prison.

Cependant on a été très vite forcé d'admettre leur responsabilité au moins civile ; en effet, les agents qui administrent un patrimoine collectif engagent la masse par leurs fautes aussi bien que par leurs actes juridiques ; l'inexistence même de ce patrimoine collectif ne saurait exonérer une association des conséquences de son activité dévoyée. C'est ainsi qu'un syndicat peut être condamné à des dommages-intérêts envers un patron diffamé par lui dans un journal (Paris, 25 nov. 1908. D. 1910. 2. 185) ou envers un ouvrier qu'il a fait congédier par le patron (Douai, 19 avril 1902. S. 1906. 2. 155).

La responsabilité pénale de l'association était déjà en germe dans la loi de 1901 puisqu'elle punit de mort, en quelque sorte (dissolution par décret), l'association composée en majeure partie d'étrangers dont les agissements sont de nature à fausser les cours des valeurs ou marchandises.

La jurisprudence a bien fini par l'admettre (1).

Le droit associationnel est en pleine gestation ; demain l'on étendra la capacité civile des syndicats pour leur conférer, avec des moyens d'action plus

1. Cass., 4. 1898 (condamnation d'une société à l'amende. S. 1901. 1.57. et la note de M. Roux).

Voir *infra*, n° 74, page 123, condamnation de la « Chapelle du Connétable » (de Burgos) pour instance téméraire.

larges, le sens des responsabilités. Des projets de lois prévoient déjà que la grève déclenchée pour des motifs non corporatifs ou sans recours préalable à l'arbitrage sera un délit, etc., etc.

Il apparaît de plus en plus que les groupements ont une vie propre, qu'ils peuvent commettre des délits spéciaux et que la vieille idée d'imputabilité individuelle perd du terrain : comment discerner les véritables responsables dans des associations comprenant plusieurs milliers d'hommes, où les majorités étouffent les minorités, à moins que les minorités n'entraînent les majorités ; où les organes directeurs exécutent des ordres fixés dans un congrès éphémère, etc., etc.

Les associations étrangères pourront donc avoir à répondre de leurs délits pénaux, de leurs délits civils ou de leurs quasi-délits. Les lois à leur appliquer seront naturellement les lois françaises. Les articles 1382 du Code civil comme les lois de police et de sûreté sont au premier chef des dispositions d'ordre public.

CHAPITRE V

ETUDE DE LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE

SECTION I

Tribunaux judiciaires

69. C'est volontairement que, jusqu'ici, nous avons très peu cité les décisions de notre jurisprudence.

D'abord elles sont rares. Ensuite elles sont complexes, comme les faits à l'occasion desquels elles interviennent ; le plus souvent, elles ne portent pas directement ou distinctement sur une des questions que nous nous sommes efforcés d'élucider au cours des chapitres précédents. Elles n'examinent pas séparément la question de validité internationale du contrat d'association, la question de personnalité morale et de la capacité en résultant, la question d'exercice des droits de l'association.

70. A) *Société phrénologique d'Edimburg c. docteur Verity*. — Un certain Dr Robertson, sujet britan-

nique, après avoir habité vingt-cinq ans la France, sans cependant avoir sollicité une autorisation à domicile, avait légué 275.000 francs à la Société phrénologique d'Edimburg ; celle-ci assigna le Dr Verity, sujet anglais, exécuteur testamentaire pour faire ordonner le dépôt, sous trois jours, des valeurs inventoriées, à la Caisse des dépôts et consignations à Paris.

Le Tribunal de la Seine, se déclara incompétent :

1° Parce que la contestation était engagée entre deux étrangers (incompétence facultative) ;

2° Parce que les mesures provisoires se lient intimement au fond. La Cour confirma le premier point, mais infirma le second parce que « le dépôt n'est qu'une mesure conservatoire, ne préjugant en rien l'attribution des valeurs » inventoriées (Paris, 8 août 1842. *Gaz. Trib.*, 9 août 1842).

La Cour de cassation rejeta le pourvoi formé contre cet arrêt (Cass., 14 mars 1843. Droit du 15 mars 1843).

Nous attribuons une grande importance à cet arrêt, car il prouve que dès 1843, la jurisprudence française n'était pas si imprégnée de la théorie de la fiction qu'on le dit couramment. En effet, en se proclamant incompétentes, les Cours françaises *tranchaient par cela même la question de recevabilité* ; elles admettaient donc, sans hésitation, qu'une association étrangère était constituée valablement à l'étranger, qu'elle était une personne morale puis-

qu'elle plaidait par l'intermédiaire de son organe directeur, qu'elle pouvait hériter et poursuivre la délivrance de son legs.

Malheureusement, soixante-dix ans environ après cet arrêt, la Cour de cassation devait esquisser un réel mouvement rétrograde :

71. B) *Dumas et The International Arbitration and Peace Association c. Demoiselle Dieudonné*. — Cette fois, c'était un Français M. Thibault, décédé le 29 février 1902, qui avait institué légataire universelle une association anglaise (1). Il n'y avait plus moyen d'esquiver la question en proclamant l'incompétence des tribunaux français pour trancher les litiges entre étrangers (Cass., 7 fév. 1912, Cl. 1912, p. 871 ; *Rev. de dr. int. pr.*, 1913 p. 455). La Cour suprême rejeta le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Paris du 18 fév. 1909 (2).

Le tribunal de la Seine, par jugement du 27 fév. 1906 (*Gaz. des trib.*, 1906, 2^e sem., 2.87) avait vu en l'espèce un legs universel à M. Hodgson Pratt, à charge « d'employer cet argent pour la cause de la paix exclusivement sur le continent ». En conséquence, il avait admis la validité du legs. En outre, il avait reconnu que l'association elle-même, ayant obtenu la personnalité civile postérieurement au

1. Par l'intermédiaire de son Président M. Hodgson Pratt telle était, tout au moins, l'interprétation souveraine de la Cour de Paris.

2. Cl., 1910, p. 1144 et concl. Brouhot : *Rev. de dr. int. pr.*, p. 1909, p. 846.

décès, cette obtention avait un effet rétroactif : effet rétroactif que la jurisprudence française admet couramment lorsqu'il s'agit, non pas d'un légataire, mais d'un gratifié (1).

Cette interprétation était empreinte d'une subtilité extrêmement heureuse, car elle trouvait moyen de faire entrer la solution d'un problème de droit international dans les cadres de notre droit interne.

Néanmoins, la Cour de Paris infirma, en considérant qu'en fait, il n'y avait pas ici legs à un individu capable, avec charge au profit d'une personne incertaine, mais legs à une personne incertaine, par l'intermédiaire d'une personne interposée.

Elle se basait ainsi sur certaine lettre émanant du testateur. « J'ai fait un legs à une Société de la Paix à Londres. » Son appréciation sur ce fait étant souveraine, échappait à la censure de la Cour suprême : pour les besoins de la discussion nous la considérons comme exacte puisque c'est à ce titre que, précisément, nous intéressent les décisions judiciaires concernant cette affaire : elles visent, en effet, un legs fait à une *association étrangère*.

Nous écarterons aussi — comme extérieures à

1. Cass. Req., 7 nov. 1859 ; D. 59. 1.444 ; S. 60.1.350 ; 21 juin 1870 ; D. 71. 1. 97 ; Cass., 8 avril 1874 ; D. 76. 1. 225 ; S. 74.1.258 ; Cass., 5 juillet 1886 ; S. 70. 1. 241, note Labbé ; Cass. req., 6 nov. 1888 ; S. 90. 1. 241, note Labbé ; 27 juin 1899 ; S. 1901. 1. 271 ; 19 avril 1899. D. 1900. 1. 548 ; Cass., 12 mai 1902 ; D. 1902. 1. 425 S. 1905. 1. 137.

l'objet de cet ouvrage — les considérations tendant à rapprocher le problème soulevé ici du problème soulevé par les fondations étrangères. Nous nous occupons seulement ici des associations étrangères. Nous nous demanderons donc uniquement :

1° Si l'International Arbitration avait qualité pour être instituée légataire ;

2° Si elle pouvait réclamer en France l'exécution du legs.

72. 1° La première question soulevait deux problèmes concernant d'abord l'existence juridique de l'association étrangère, puis sa capacité de jouissance. En l'espèce, ces deux problèmes sont soudés par le droit anglais, seul compétent pour trancher la question. En effet, s'il est vrai qu'en Angleterre, la pleine personnalité morale et, notamment, le droit d'ester en justice, s'acquiert seulement par l'*incorporation*, il est non moins admis qu'avant cette incorporation, une association quelconque existe suffisamment pour recevoir les dons et legs, pourvu qu'elle soit assimilable à une *charity* (1).

Or, la pratique judiciaire anglaise confère cette qualification à tout groupement désintéressé poursuivant l'avancement de la science ou *tous objets d'utilité publique et générale*. Dans cette catégorie rentrait certainement l'International Arbitration : la preuve, c'est qu'elle fut reconnue comme *charity* le

1. *Mortmain and charitable uses*. Act. de 1888, § 2, sect. 13.

12 mai 1903, (postérieurement au décès du testateur).

Nous pouvons donc déclarer erronés les considérants de la Cour de Paris ainsi conçus : « il s'agirait de savoir si, même en Angleterre, l'association en question... serait assimilée à une société charitable. » La Cour ajoutait que cette preuve n'avait pas été rapportée. Elle oubliait ainsi que l'association étrangère était défenderesse et à ce titre possédait la saisine d'après l'art. 1006, C. civ. ; qu'en conséquence, c'était aux héritiers réclamants, légataires particuliers, à apporter cette preuve ; qu'au surplus et d'une manière plus générale, elle aurait dû d'*office* s'enquérir des dispositions de la loi étrangère, puisque c'est la volonté expresse du législateur français qui renvoyait à la loi étrangère (Pillet, *Principes*, § 23, p. 64 et p. 83-89) (1).

Nous ne partagerons pas davantage l'avis de M. Renault, dans la consultation par lui donnée à propos de cette affaire. « Je connais bien, dit-il, le principe d'après lequel la capacité du légataire doit être déterminée d'après sa propre loi, mais ce principe est loin d'être absolu... La capacité (d'un étran-

1. Voir aussi Ferand-Giraud. Du recours en cassation pour violation d'une loi étrangère, *Rev. de droit international*, 1892, p. 147 ; Vareilles-Sommières, *Synthèse de droit int. priv.*, t. I, p. 288 ; Rolin, *Principes de droit int. priv.*, t. I, p. 785 ; Donnedieu de Vabres : *L'évolution de la jurisprudence en matière de conflits des lois*, p. 554 ; Despagne de Boeck, *Principes de droit int. pr.*, n° 19, p. 61.

ger) ne prévaudra pas sur l'incapacité qu'édicte le législateur français si celui-ci en l'établissant a été inspiré par les motifs d'ordre public. » C'est confondre, une fois de plus, la question de capacité avec celle d'existence, puis celle de capacité de jouissance avec celle de capacité d'exercice. En ce qui concerne cette dernière, l'article 910 du Code civil protégera suffisamment les intérêts français, s'il échet.

Ainsi donc, cette interprétation des juges du fond était erronée : mais dans le système de notre jurisprudence, elle était souveraine ; c'est pourquoi la Cour de cassation estima ne point devoir la censurer. En outre, la considération tirée de l'inexistence de l'association au moment du décès du testateur était inopérante puisque cette existence devait s'estimer d'après la loi anglaise ; nous concevons la répugnance de la Cour de cassation à reconnaître un legs au profit d'un groupement en état de vie juridique latente, puisque sa jurisprudence se sépare radicalement ici de celle du Conseil d'Etat ; mais en s'y refusant, elle appliquait une théorie juridique française à un problème purement anglais.

73. 2^o La seconde question était celle-ci : l'International Arbitration pouvait-elle demander en France l'exécution du legs ?

Ici, il convient de se rappeler qu'il s'agit *d'exercer* un droit et que la loi compétente est la loi de la

situation des biens (legs de meubles à titre universel). Cette loi est compétente pour fixer le mode de transmission des biens légués : elle suffit donc pour écarter l'admissibilité d'un « trustee », qui représenterait l'association pour recueillir (Cf. Pillet, *Principes* § 171, p. 352). Cette loi impose, en outre, le respect de l'article 910 du Code civil qui est d'ordre public ici, puisqu'il s'agissait d'une succession française et que les cohéritiers français étaient en droit de réclamer la protection instaurée par le dit article.

Le Tribunal de la Seine, dans son jugement du 27 février 1906, avait bien eu soin de réserver l'éventualité de cette autorisation régulière ; mais elle n'avait pas encore été obtenue au moment où fut appelée à statuer la Cour Suprême et celle-ci, avouons-le, ne pouvait guère rendre un arrêt conditionnel.

L'absence de l'autorisation prévue par l'article 910 constituait donc un motif suffisant et péremptoire pour rejeter les prétentions de l'International Arbitration.

Avec cet article, nous nous retrouvons en présence de la notion d'ordre public. Terminons l'étude de cette affaire en observant que cette notion a été étendue à tort par la Cour de Paris. En effet, il n'y avait pas lieu de la faire intervenir pour examiner la validité du *trust* ; le contrat de *trust* n'est pas nul en soi. Les tribunaux français n'en prononcent la nullité

que lorsque les biens grevés sont situés en France (V. *Rev. de dr. int. privé*, 1909, p. 521, l'étude de M. Travers).

D'autre part, on peut regretter que l'ordre public, dans l'appréciation souveraine de la Cour de Paris, suivie par la Cour suprême, ait été considéré comme menacé soit « par les moyens d'action de la Société qui risquent de ne pas se concilier toujours avec l'ordre public », soit « par sa doctrine fondamentale qui peut susciter des passions que ne soulèveraient pas des institutions charitables ou philanthropiques proprement dites ». Celà, disons-nous est regrettable alors que le but de pareille association est identique à celui des nombreuses conférences de la Paix et qu'il fait l'objet de la Société des Nations.

74. C) *Duc de Frias c. baron Pichon* (Trib. Seine, 17 avril 1885, Cl. 1886, p. 395. — Le duc de Frias revendiquait contre le baron Pichon un ciboire ayant appartenu à la « Chapelle du Connétable » dans la cathédrale de Burgos ; il agissait à deux titres : d'abord comme descendant du Connétable donateur, ensuite comme représentant de la Chapelle dite du Connétable.

Le tribunal de la Seine déclara irrecevable l'action de la « Chapelle du Connétable », attendu qu'il n'est pas « justifié - qu'elle constitue, d'après la loi « espagnole, une personne civile ayant capacité pour « agir en justice par des représentants déterminés. »

Nous ne pouvons qu'approuver cette décision et son motif; nous observerons néanmoins que, par une contradiction au moins apparente, le tribunal a condamné ladite Chapelle à des dommages-intérêts envers le baron Pichon pour instance « téméraire » ; le tribunal suivait d'ailleurs ici une jurisprudence constante, suivant laquelle un groupement ne saurait exciper de son inexistence légale pour échapper aux conséquences de ses quasi-délits. Notons, en passant, ce nouveau démenti apporté par les nécessités pratiques à la théorie de la fiction.

En outre le Tribunal, pour refuser tout fondement à l'action personnelle du duc de Frias, a posé un principe qu'il aurait certainement étendu, le cas échéant, à la personne morale : il formule ainsi ce principe : « l'intérêt d'ordre social qui a dicté la règle posée par l'article 2279 du Code civil exige que la loi française soit seule appliquée ». Les juges ont ici tranché une question d'exercice d'un droit dans le sens que nous avons soutenu précédemment.

Inversement, une association étrangère pourrait réclamer en France des dommages-intérêts en invoquant, pour identité de motifs, la décision suivante.

75. D) *Ville de Marseille c. Jésuites de Jocas, Reynaud, etc.* (Aix, 2 mars 1874. S. 1875.271). — Les Jésuites de Jocas et consorts réclamaient à la commune une indemnité fondée sur la loi du 10 vendémiaire an IV, pour les dommages causés à leurs immeubles

par des attroupements séditeux ; la Cour d'Aix refusa d'accueillir l'exception d'irrecevabilité, soulevée par la Ville de Marseille, et tendant à faire considérer les jésuites de Jocas et consorts comme personnes interposées agissant pour une congrégation non autorisée (Congrégation des Jésuites), et, par conséquent inexistante.

Les considérants de la Cour pour aboutir à une décision juste sont assez faibles, puisqu'elle en est réduite à ressusciter la vieille théorie des « propriétaires apparents » et des « légitimes contradicteurs ». Ici encore les juges accommodèrent comme ils purent la loi ou la doctrine régnante aux faits ; ils se doutaient de la gaucherie de cette adaptation, comme le prouve ce considérant curieux : « on comprend que « l'autorité publique (dont eux, les juges, sont gar-
« diens) veille à l'exécution de cette loi (prohibant
« les communautés non autorisées) *ou la mitige par*
« *une tolérance que les circonstances peuvent expli-*
« *quer.* »

Dans le même but, ils rejetèrent le moyen tiré de l'interposition de personnes.

Cet arrêt constitue, à notre avis, un minimum en ce qui concerne les droits qui devraient être reconnus en France à une association étrangère. En effet, non seulement elle pourrait agir en dommages-intérêts, mais elle devrait être admise à faire respecter sa marque de fabrique. Malheureusement, la juris-

prudence n'a pas eu encore à trancher nettement la question dans les deux seules espèces que nous connaissions : la première fois, parce que l'association étrangère n'avait aucun droit à la protection commerciale ; la seconde fois, parce que les membres de l'association étrangère, en intervenant personnellement au procès, ont empêché la Cour suprême de statuer sur l'existence et les droits de la personne morale étrangère.

75. E) *Bénédictins de Silos Burgos c. Société de la Bénédicte de l'abbaye de Fécamp* (Cour d'appel de Rouen, 4 déc. 1901. Cl. 1902, p. 802). — Cet arrêt intervint à l'occasion d'un procès engagé entre la société purement laïque qui fabrique à Fécamp une liqueur connue sous le nom de Bénédicte, et les Bénédictins de Silos-Burgos (Espagne) qui, de leur côté, avaient donné à leur produit le nom de « véritable liqueur Bénédicte ».

La société laïque demanderesse, étant régulièrement propriétaire de la marque « Bénédicte », ne pouvait échouer dans son instance ; en effet, la législation spéciale aux marques de fabrique (L. 28 juillet 1824) et la jurisprudence décident, quant à l'usurpation de marque, que les fabricants seuls qui habitent la localité dont le nom est usurpé peuvent se prévaloir de la loi de 1824 : or, les Moines Bénédictins habitaient l'Espagne ; les seules autres personnes qualifiées pour requérir l'application de cette loi sont le

ministère public et les consommateurs ; or, les moines bénédictins n'invoquaient certes pas cette dernière qualité.

Ceux-ci, d'ailleurs, pour parer à l'insuccès probable de leur demande reconventionnelle, soutinrent, comme défendeurs, que leur congrégation, non autorisée par la loi de 1901, et par conséquent, inexistante, ne pouvait être poursuivie en justice.

Le tribunal (13 août 1900), et, après lui, la Cour de Rouen repoussèrent à bon droit cette exception d'irrecevabilité, d'abord en rappelant la jurisprudence connue sur l'existence, et la responsabilité quasi-délictuelle des sociétés et communautés de fait ; ensuite, en constatant directement l'existence de la congrégation étrangère puisqu'elle avait « reçu du Gouvernement espagnol une autorisation régulière ».

C'est ce dernier point surtout qui nous intéresse, car il pose nettement la question d'existence d'une association étrangère non autorisée par le gouvernement français, pour la résoudre dans le sens que nous avons soutenu.

76. F) *Pschoor, Seldmayer et consorts c. Winckler et fils* (Tr. com. Lyon. Cl. 1904, p. 129, Cour Lyon, 9 déc. 1904. Cl. 1906, p. 164). — Pschoor, agissant en qualité de président de « l'Union des brasseries de Munich », poursuivait un fabricant de Lyon pour fausse indication de provenance ; celui-ci faisait en effet graver sur ses fûts de bière l'inscription « Stein-

brau München », et faisait connaître son produit sous la dénomination « Bière Munich, brasserie Winckler, Lyon ». Le Tribunal décida que « la loi du 30 mai 1857 qui a reconnu l'existence légale en France des sociétés belges, et dont le bénéfice a été étendu aux sociétés des autres Etats, ne visait que les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières ; qu'un syndicat ne saurait donc bénéficier de ses dispositions. »

Cette interprétation étroite des textes cachait mal un retour à la vieille théorie de la fiction. Elle conduirait même à refuser la personnalité civile en France aux Etats étrangers.

La Cour considéra que ladite « Union des brasseries » ne paraissait « pas être une société commerciale « en laquelle les tribunaux français pussent reconnaître une personne morale capable d'ester en justice, mais plutôt une espèce de syndicat dont « Pschoor est le président, qu'il n'y a donc pas lieu « de l'accepter comme appelant en sa qualité de président. »

Malheureusement pour le point de vue qui nous intéresse, Pschoor déclara agir en outre en son nom personnel ; la Cour prit acte de cette qualité de Pschoor en des termes qui laissent quelque peu rêveur : « Cette distinction (dit-elle) entre les deux qualités qu'il a prises est sans importance réelle *puisqu'il a*

réduit sa demande en dommages-intérêts à la somme d'un franc. »

Cette distinction avait pourtant un intérêt sur laquelle la Cour s'est tue : c'est de poser le problème entre deux individus, l'un étranger, l'autre français et d'éviter ainsi la question toujours délicate des associations en droit international privé.

De cette façon, la Cour suprême n'eut pas à statuer sur ladite question (Civ., 5 mai 1908. D. 1913. 1. 260).

Nous ajouterons, en passant, qu'à notre avis une association étrangère, tout comme un individu étranger, peut certainement réclamer en France le bénéfice de la loi du 28 juillet 1824 sur l'apposition frauduleuse de nom, si la législation de son pays assure aux Français une égale protection contre les fraudes de même nature (1).

G) *Comité des assureurs de Hambourg c. Compagnie Transatlantique* (Trib. com. Paris, 12 juillet 1888 ; Paris, 26 mars 1891. Cl. 1893, p. 529 ; Cass. civ., 12 juillet 1893. S. 95. 1. 443 et D. 1895. 1. 145). On pourrait discuter sur la question de savoir

1. C. civ. 11 ; loi allemande du 12 mai 1894 ; d'ailleurs l'article 11 n'exige pas seulement la réciprocité légale, mais la réciprocité diplomatique : or l'existence de cette réciprocité diplomatique peut être sérieusement controversée (Cf. Lallier, *Annales de la prop. indust.*, 1907. 1. 99).

Mais l'article 9 de la loi du 26 novembre 1875 tranche la difficulté en établissant que la réciprocité législative suffit pour le nom commercial, les marques, dessins ou modèles de fabrique.

si le groupement en question, formé par la réunion des compagnies d'assurances, le Nord Deutsch, l'Assecuranz-Union et autres, était bien une association sans but lucratif. Nous penchons pour l'affirmative parce que, même pour la loi française, un groupement ayant pour but de réaliser des économies n'est pas une société ; or les diverses compagnies allemandes avaient sans doute ce but en fondant leur Comité. Au surplus, cette question de qualification ne présente pas un intérêt majeur parce que la portée des décisions intervenues est des plus générales et s'applique à toutes les personnes morales étrangères.

Le dit Comité, après avoir payé une indemnité de 117.366 marks à un sinistré, prétendait exercer son recours contre la Compagnie transatlantique considérée comme responsable.

Il y a lieu de noter que le tribunal, à l'instar du Ministère Public, ne s'arrêta pas un instant à la question de recevabilité de l'action engagée par le Comité ; non seulement celui-ci fut admis à ester, mais sa personnalité morale fut si bien reconnue que le Tribunal proclama explicitement qu'*il était subrogé* aux droits de sinistré. C'était là une excellente application des principes que nous avons soutenus à propos de l'exercice des droits des personnes morales étrangères.

Ajoutons que cette subrogation conventionnelle

n'avait pas été contestée par la Compagnie Transatlantique ainsi que le relève un attendu du jugement.

Aussi, par ce seul motif, devait être rejetée la fin de non recevoir *proposée pour la première fois en appel* et tirée de ce que le Comité ne constituait pas une personne civile

Cependant, la Cour de Paris jugea inutile de repousser cette prétention au moyen d'une simple raison de procédure; et, abordant franchement le problème, elle proclama que si le Comité ne constitue pas « dans « l'acceptation juridique du mot une société, soit anonyme, soit tout autre, il est constant qu'aux termes « de ses statuts, il constitue une personne morale « étrangère qui agit en vertu d'un *droit à elle propre* (1), et comme cessionnaire des droits des Compagnies ayant contracté avec Matos (le sinistré), « lorsqu'elles se sont interdites de faire valoir leurs « droits individuellement ;

« Qu'il est établi par le certificat régulier et dûment « légalisé émané de la Cour hanséatique que, *d'après « le droit de Hambourg* (1), l'association du Comité « des assureurs de Hambourg, dont l'existence est « indépendante de l'état respectif de ses membres », dont la situation est réglée par des statuts, et qui a un président, peut ester en justice, tant en demandant qu'en défendant, « sans pour cela avoir besoin d'obtenir l'autorisation (2) gouvernementale

1. C'est nous qui soulignons.

2. L'approbation.

de ses statuts ni *la concession gouvernementale* (1) des droits d'une personne civile. »

« Qu'il en résulte que le Comité... ayant le droit, d'après le droit de Hambourg, d'ester en justice, a, par application du statut personnel (2), le même droit en France d'après la loi française, et, qu'aux termes de l'article 15 du Code civil, il a pu valablement citer la Compagnie Générale Transatlantique devant le tribunal de commerce de la Seine. »

La Cour suprême appelée à se prononcer sur la

1. C'est nous qui soulignons.

2. Cette application est critiquée avec insistance par M. Pillet (*Des pers. mor.*, n° 33; n° 41 et la note, etc.). Il s'agit là, écrit-il, d'une simple question de reconnaissance internationale de droits acquis. Nous sommes absolument de cet avis. « Il est clair que la question de savoir si ce Comité pouvait agir supposait résolue au préalable celle de son existence » (*ibid.*). On pourrait donc reprocher à la Cour d'avoir abordé la seconde question en supposant la première résolue par l'affirmative. Ce ne serait pourtant pas la première fois que les juges résoudraient une question grosse de conséquences par une simple prétérition.

Mais, au surplus, nous considérons la personnalité civile comme un effet du contrat passé à l'étranger et, à ce titre, comme un droit acquis (V. *supra*, n° 38). Parler du statut personnel d'une association ne nous paraît pas une expression foncièrement vicieuse s'il est bien entendu que nous entendons par là l'ensemble de ses droits et pouvoirs valablement acquis à l'étranger, sans chercher, par ces mots, une assimilation de ladite association, personne morale, avec les personnes physiques. Nous sommes réfractaires à ces assimilations si elles doivent amener des complications et des obscurités; aussi, il est évident que l'idée de capacité des personnes physiques est liée à l'idée de leur protection, de leur volonté, etc. Or, la question de savoir si les personnes morales ont une volonté présente, à notre avis, un intérêt plutôt philosophique que juridique.

question décida que la Cour « avait justifié sa décision et l'avait régulièrement motivée ».

Elle distingua parfaitement que la question de savoir si un groupement étranger est autorisé diffère de celle de savoir s'il a une existence propre et indépendante de celle des individualités qui le composent.

Elle confirma que si un groupement étranger, en qualité de groupement, possède la capacité civile et notamment le droit d'ester en justice, cette capacité doit être reconnue en France (1).

Nous considérons donc l'arrêt de la Cour suprême comme capital en la matière et comme ayant toute la valeur d'un arrêt de principe.

78. H) *Bénéfice-cure de Thonex c. Administration des Domaines* (Tribunal, Saint-Julien-en-Genevois, 21 nov. 1911. Cl. 1913, p. 134. *Rev. de dr. int. pr.*, 1913, p. 681).

Cette espèce met en lumière la nécessité de distinguer entre la capacité de jouissance d'une association et sa capacité d'exercice : c'est pour ne l'avoir point fait que le jugement en question, irréprochable dans sa première partie, nous paraît critiquable en la seconde.

La première partie, intitulée : *Recevabilité de l'ac-*

1. Nous pensons en effet qu'il s'agit bien ici d'une capacité d'exercice : c'est à ce point de vue que le droit d'ester en justice est réglementé par les législations positives, exemple : les mineurs.

tion « *ratione personæ* » établit, conformément à nos solutions : 1° que le bénéfice-cure de Thonex jouit en Suisse de la personnalité morale et qu'il peut être valablement représenté par son curé : 2° que cette personne morale peut exercer en Suisse les droits suivants : ester en justice, acquérir et posséder des immeubles, etc. ; 3° que la loi française de séparation ne saurait « régir la capacité des personnes ou associations religieuses étrangères domiciliées à l'étranger et n'exerçant aucun culte en France ».

Mais sur ce dernier point, il faut bien s'entendre : s'il s'agit de la capacité de jouissance, nous sommes d'accord avec le Tribunal ; s'il s'agit de la capacité d'exercice il faut distinguer et c'est ici que nous nous séparons, tout au moins quant aux motifs, des magistrats de première instance.

Ceux-ci en effet, dans la partie de leur jugement intitulée : *Recevabilité de l'action « ratione materiæ »* décident que le curé, M. Moon, peut revendiquer, au nom du bénéfice-cure dont il est titulaire en Suisse, des biens placés sous sequestre en France.

Et voici l'argument invoqué : la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat ne s'appliquerait qu'aux associations religieuses *exerçant le culte en France*.

Cette raison ne présente pour nous aucune valeur ; en effet, la loi de 1905 décide que les biens et édifices du culte ne peuvent appartenir qu'aux associations

constituées suivant des règles spéciales, dites « associations cultuelles ». Cette loi est au plus haut point une loi de police et de sûreté visant l'organisation de la propriété en France ; à ce titre, elle doit s'appliquer aux étrangers, individus ou collectivités. Peu importe s'ils exercent ou non le culte ; cette question relève d'ailleurs du domaine spirituel dans lequel l'Etat s'interdit toute ingérence. Et la loi de 1905 n'a pas entendu réglementer l'exercice du culte, mais le régime des biens cultuels, ou mieux le régime des biens servant à l'exercice public du culte.

A notre avis, une seule considération aurait pu mettre en balance cet effet territorial absolu de la loi de 1905 : nous voulons parler de l'annexion. Il aurait fallu rechercher si les biens possédés par le bénéfice-cure de Thonex se trouvaient sur le territoire français en vertu de l'annexion ; les documents en notre possession nous permettent de le présumer, ils ne nous permettent pas d'en être assurés.

Nous retrouverons bientôt les problèmes soulevés par l'annexion.

79. 1) *Yagou c. Congrégation des Frères des Ecoles chrétiennes* (Cass. crim., 11 nov. 1905. Cl. 1906, p. 778 (1). La Congrégation des « Frères de la Doctrine chrétienne au Caire », agissant poursuites et diligences du frère Kotzka, directeur de son collège

1. S. 10.1.404. D. 06.1.297. *Gaz. pal.*, 05.2.620. *Gaz. trib.*, 06.1.162. *Rev. d. int. pr.*, 1905, p. 550, et 1906, p. 224.

dans cette ville, se prétendant diffamée par le sieur Yagou, demandait réparation du préjudice subi. Léon Yagou, Algérien français, plaida l'irrecevabilité de la demande en affirmant que la Congrégation ne s'était pas conformée à la loi de 1901.

Le tribunal consulaire français du Caire (13 sept. 1904) et après lui la Cour d'Aix (9 février 1905) décidèrent que la loi de 1901 était inapplicable en l'espèce, à raison du caractère essentiellement territorial de cette loi et du rapport précédant le décret d'administration publique du 16 août 1901 (*J. off.* 16 et 17 août 1901), rapport excluant formellement « les pays de juridiction » ; qu'en supposant le décret autorisant la Congrégation (Déc. 15 mars 1808, art. 109) abrogé par la loi du 7 juillet 1904 (art. 6), la capacité juridique des établissements religieux en Egypte résultait notamment d'un accord diplomatique conclu entre le Khédive et la République française (*J. off.* du Gouv. Egypte, 18 juin et 6 juillet 1904) (1).

La Cour suprême cassa l'arrêt précité pour les motifs suivants : 1^o la congrégation en question, autorisée antérieurement à la loi de 1901, constitue une personne unique ; ses établissements ne peuvent avoir de personnalité distincte que s'ils ont été

1. Cf. ces textes diplom. dans Cl. 1904, p. 997 et s., visant « les établissements religieux... possédant... des biens-fonds en Egypte. »

l'objet d'une autorisation spéciale (accordée par le législateur depuis la loi du 2 janvier 1817); 2° aucune autorisation de cette nature n'est alléguée en ce qui touche l'établissement du Caire; 3° or les tribunaux consulaires dans les Echelles du Levant doivent appliquer les lois françaises aux litiges entre Français: 4° donc la loi du 2 janvier 1817 a été violée.

Nous ne saurions admettre cette manière de voir. En effet, adoptons cette thèse qu'un établissement est *distinct* de la congrégation au point qu'une autorisation spéciale est nécessaire. Il s'ensuivait que l'*existence* et la *capacité* de l'Etablissement du Caire devaient être jugées *indépendamment* de la loi française; c'est un principe constant en droit international privé.

Or l'établissement du Caire avait une existence légale en Egypte: cela résultait, non seulement des capitulations, mais encore des traités diplomatiques conclus entre la France et le Gouvernement égyptien en 1904. M. le conseiller Petitier, en son rapport à la Cour de cassation, admettait lui-même que le Gouvernement égyptien avait reconnu aux « établissements » d'Egypte la personnalité juridique; il en concluait que cette personnalité juridique pouvait être invoquée devant les tribunaux mixtes.

Il s'arrêtait à mi-chemin selon nous. En effet, l'Institut des frères des écoles chrétiennes, usant d'un

droit que nous avons reconnu au cours de cet ouvrage, avait fondé un établissement en se conformant aux lois locales ; cet établissement, à ce titre, possédait la personnalité civile ; cela n'est pas contesté par le rapporteur près la Cour suprême.

Nous n'insisterons pas sur ce paradoxe juridique d'un établissement fondé par des Français, reconnu par un gouvernement étranger, et considéré comme inexistant par des juges français.

S'il pouvait y avoir hésitation, c'était sur la nationalité de cet établissement ; dans les pays de chrétienté, cette question est ordinairement tranchée par l'usage. C'était, sans doute, l'occasion de se rappeler que les ordres ou congrégations catholiques ne sont pas des associations comme les autres, mais, au fond, des organes de l'Eglise universelle (Cf. Esmein). Quoi qu'il en soit, il ne pouvait y avoir de doute sur la personnalité distincte de l'établissement du Caire ; la loi de 1901, loi exclusivement territoriale, n'avait pu retirer aux Français résidant aux Echelles du Levant, le droit immémorial qu'ils tenaient de la coutume locale.

C'est d'après cette coutume locale, ayant force de loi, que devaient être jugées l'existence et la capacité de l'établissement du Caire ; cela n'empêchait pas d'appliquer les lois françaises à propos de sa demande en indemnité, puisqu'un étranger, lui-

même, aurait pu, dans les mêmes conditions, se porter demandeur (1).

80. *Capucins du couvent de Saint-Polycarpe de Smyrne contre dame Giraud* (Trib. cons. de France à Smyrne, 3 juin 1890, Cl, 1891, p. 279). — Cette sentence contredit la précédente en reconnaissant la personnalité du couvent en question.

Elle soulève plusieurs questions particulièrement délicates :

1^o Elle invoque la conduite du Gouvernement français envers les missions ecclésiastiques françaises en Orient, et notamment ce fait qu'il favorise les noviciats destinés à ces missions : cette raison est évidemment très fragile : on n'en saurait rien conclure sur l'existence de ces groupements en tant que personnes morales ;

1. Ces considérations de principe nous paraissent décisives. En outre, M. Pelissié du Rausas remarque avec raison, qu'au point de vue positif, la Cour de cassation se met en contradiction avec sa jurisprudence antérieure : son arrêt du 10 juin 1857 validait une stipulation d'intérêts à 12 o/o *entre ressortissants français* ; pourtant la loi qui limite le taux de l'intérêt est une loi d'ordre public arrêt, *Revue de droit int. privé*, 1905, p. 549).

Enfin il est absolument surprenant que la Cour suprême qui déclare la loi de 1901 inapplicable, à moins de promulgation spéciale, aux colonies françaises dont le territoire est directement soumis à la souveraineté française la déclare applicable, *de plano*, aux Français résidant en territoire étranger (Voir *supra*).

Aussi, en dépit de l'arrêt de 1905, les tribunaux consulaires, notamment celui du Caire, par deux décisions successives, ont persisté dans leur jurisprudence antérieure.

2° Elle s'appuie sur les Capitulations (1) ; il est, en effet, certain qu'en territoire ottoman, les non-musulmans, ottomans ou non, sont groupés d'après la religion ou le rite auxquels ils appartiennent et forment des communautés jouissant de la personnalité morale, à qui les Sultans (par des bérats) ont octroyé des immunités et privilèges (Cl. 1892, p. 798 (2)).

Les congrégations et autres établissements religieux participent-ils à cette personnalité morale ?

La question ne peut pas se résoudre au moyen de simples analogies comme par exemple celle de l'Etat conférant sa personnalité à ses émanations, telles le département, la commune, etc. Elle ne peut recevoir une solution qu'à condition de nous placer *dans le milieu même où elle se pose* (3).

1. Cf. Péliissié du Rausas, directeur de l'Ecole de droit du Caire. *Le régime des Capitulations dans l'Empire ottoman*, 2 vol., 1910.

2. On distingue dans l'Empire ottoman les communautés suivantes :

Grecque : orthodoxe, catholique.

Arménienne : grégorienne, catholique.

Chaldéenne, syrienne, melchite : catholique.

Jacobite d'Egypte.

Israélite.

3. En Turquie et en Egypte, le droit de s'associer a toujours été reconnu aux Européens par la jurisprudence (C. d'app. mixte d'Alexandrie, 24 fév. 1909, Xyllas, c. Soc. de Bienfaisance Homère Péliissié du Rausas, *op. cit.*, t. I, p. 314) ; en adoptant notre Code pénal, les législateurs turc et égyptien en ont rayé les articles 290 et 291 ; rien d'analogue non plus dans la législation proprement musulmane ; la règle « nul ne plaide par procureur » n'existe pas dans le Chéri (V. Arminjon, *Nationalité et indigénat des pers. mor. dans l'Empire ottoman*. Cl. 1902, p. 698 et s.).

Or, il est certain que les communautés protégées par la France en Orient sont dans une situation particulière ; elles ne vivent pas en territoire français ; d'un autre côté, par rapport à l'Empire ottoman, leur extraterritorialité est toute fragmentaire ; cette extraterritorialité ne ressemble même en rien à l'exterritorialité diplomatique ; c'est tout au plus une expression commode pour désigner un ensemble de dérogations au *jus soli* ; leur situation doit donc être examinée en elle-même, en fait, en dehors de toute idée préconçue.

Le régime des Capitulations n'est pas en effet un tout logique, harmonieux, organisé. Il résulte d'un ensemble de traités et *d'usages* comportant des atteintes très nettes à la souveraineté ottomane.

Méconnaître (comme l'a fait la Cour suprême en 1905) la force de l'usage en Orient, c'est proprement méconnaître la loi. C'est appliquer une méthode juridique qui ne se peut justifier qu'en territoire français, où l'usage ne saurait prendre le pas sur le texte législatif.

« Les congrégations religieuses, en particulier les congrégations religieuses catholiques, peuvent s'établir librement dans l'Empire ottoman. L'existence de fait équivaut pour elles à l'existence légale, et cette existence de fait leur donne en même temps une sorte de personnalité civile qui leur permet d'ester en justice, d'acquérir à titre gratuit ou à titre onéreux, en

un mot d'accomplir librement les divers actes de la vie civile. L'usage est constant... » (Pélissié du Rausas, *loc. cit.*) (1).

L'usage est que ces associations se constituent librement, *sans aucune intervention* de l'Etat dont les associés ressortissent (*Ibid.*).

SECTION II

Etude de la pratique et de la jurisprudence administratives

81. La question d'existence et de capacité des personnes morales étrangères devait être examinée non seulement par nos tribunaux français de l'ordre judiciaire mais par ceux de l'ordre administratif.

Sans doute l'autorité judiciaire est appelée plus souvent à statuer ; mais, comme en vertu de l'article 910 du Code civil, les libéralités au profit des établissements publics ou d'utilité publique ne peuvent être effectuées sans l'autorisation du gouvernement après avis du Conseil d'Etat, celui-ci doit nécessairement examiner les problèmes que nous avons étudiés dans les chapitres précédents et notamment

1. Trib. cons. de France à Constantinople, 29 oct. 1897 (Cl. 1897, p. 406). V. *Bavai c. Cong. des Pères Géorgiens* : le chef d'une congrégation a des pouvoirs beaucoup plus étendus que ceux dont traite le Code civil français en édictant les règles du mandat ; il peut notamment emprunter, etc.

ceux qui concernent la capacité d'exercice des associations.

Nous savons qu'en droit interne français, la Cour de cassation et le Conseil d'Etat n'ont pas donné la même solution à la question suivante : quel doit être le sort d'un legs fait à un établissement non reconnu au moment du décès du testateur, si cet établissement reçoit après coup la personnalité civile ? L'autorisation conférant cette personnalité a-t-elle un effet rétroactif ?

L'autorité judiciaire s'est prononcée par la négative, en se basant sur l'article 906 qui exige que le légataire soit au moins conçu au moment du décès du testateur (1).

Le Conseil d'Etat partagea d'abord cette opinion (Avis du 14 mai 1834) pour refuser les autorisations.

Mais à une date qu'il est impossible de préciser

1. La reconnaissance d'un établissement comme d'utilité publique ou l'autorisation donnée à une communauté religieuse qui n'avait qu'une existence de fait, n'a point d'effet rétroactif et par suite la libéralité antérieurement faite à cet établissement ou à cette communauté reste nulle (Req., 17 fév. 1864, D. 65. 1. 82 ; liv., 12 avril 1864 ; D. 64. 1. 218 ; Orléans, 16 déc. 1864 ; D. 65. 2. 176 et sur pourvoi Civ., 14 août 1866 ; D. 67. 1. 110 ; Req. 24 nov. 1874 ; D. 75. 5. 147). Il en est ainsi alors même que le legs aurait été fait sous la condition expresse de l'autorisation à intervenir. D. 64. 1. 218, note 3 ; D. 71. 1. 97, note 1-2 ; Demolombe, t. XVIII, n°589 ; Aubry et Rau, t. VII, § 649, note 6, p. 24.

Mais cette libéralité est valable si elle peut être considérée comme la charge d'une libéralité faite à un autre gratifié capable.

(à cause de la destruction des Archives du Conseil d'Etat en 1871), il se prononça radicalement en sens contraire. On en trouve la preuve dans un décret du 16 août 1859 (1) reconnaissant comme établissement d'utilité publique la Société d'agriculture, sciences et arts d'Indre-et-Loire, et l'autorisant *en même temps* à accepter un legs fait à son profit par un sieur Dauphin, décédé le 20 décembre 1854 ; un autre décret du 4 avril 1860 (2) statuait de façon identique à l'égard de la Société Philomathique de Verdun.

La jurisprudence du Conseil d'Etat apparaît ainsi plus libérale que celle des tribunaux judiciaires. Aussi bien, ne manque-t-elle pas de logique. En effet même si, à l'instar de la jurisprudence civile, on considère la personnalité morale comme une simple fiction de la loi, on ne voit pas pourquoi l'autorité qui crée arbitrairement cette fiction ne pourrait pas en fixer le point de départ.

82. La question que le Conseil d'Etat avait à se poser à propos des associations étrangères est voisine de celle que nous venons de rappeler.

Fallait-il que ces personnes morales aient été autorisées préalablement par le gouvernement français pour être habilitée à recueillir en France des libéralités ? Ou bien suffisait-il qu'elles soient déjà constituées valablement à l'étranger ?

1. S. 64. I. 153.

2. S. 67. I. 61.

Le Conseil d'Etat devait être amené à résoudre cette question par l'affirmative, puisqu'il admettait la vie latente certains ont même dit la période de conception (1) de la personne morale, période pendant laquelle elle est apte à recevoir à titre gratuit. *A fortiori*, si celle-ci a déjà une existence sanctionnée par une législation positive : peu importe que cette législation soit étrangère.

Notre suprême tribunal administratif n'a d'ailleurs même pas abordé expressément ce problème. Son avis du 12 janvier 1854, continuellement invoqué en la matière, ne tranche à proprement parler que la question de capacité des personnes morales et non celle de reconnaissance. En effet, avant de savoir si une personne morale a qualité pour recevoir, il convient logiquement de se demander si elle existe.

Cette distinction (2) doit être faite : nous l'avons

1. La Cour de Paris, notamment a critiqué cette expression : « On ne saurait, dit-elle, sans forcer les analogies et sans abus de langage, assimiler une association non encore autorisée à un enfant simplement conçu puisqu'il est certain que celui-ci est à naître destiné par le développement forcé d'un fait naturel. »

Quant à nous, si nous ne tenons pas expressément à l'expression « période de conception », nous la trouvons commode et certainement moins inexacte que ne le laissent entendre ses adversaires ; qu'a voulu dire la Cour en parlant du « développement forcé d'un fait naturel » ?

L'association n'est-elle pas un fait naturel ? Nous pensons avoir prouvé qu'elle l'est par l'historique placé en tête de cet ouvrage. Ne tend-elle pas spontanément à se développer ? Il est tout aussi naturel à l'homme de se reproduire que de s'agréger à ses semblables.

2. Décret du 6 juin 1916 (legs Pereira de Andrada).

montré à maintes reprises et nous pensons l'avoir mise en relief par la division même de notre ouvrage.

Néanmoins, si le Conseil d'Etat ne l'a pas effectuée expressément, il l'a tranchée implicitement puisqu'il n'a même pas mis en doute l'existence de la personne morale étrangère et que, *de plano*, il lui a reconnu la capacité d'acquérir.

83. Le premier point élucidé, le Conseil d'Etat a-t-il estimé que l'article 910 du Code civil était applicable aux personnes morales étrangères, et à toutes sans exception ?

Si l'on se reporte aux termes de l'avis précité on constate qu'ils visent simplement les *établissements publics* ou *d'utilité publique* étrangers.

Il est vrai que, dans les considérants de l'arrêt, le Conseil d'Etat proclame le droit pour le Gouvernement français « d'annuler ou autoriser toute libéralité faite au profit d'un établissement (étranger) *quelconque* s'il la juge susceptible de porter atteinte soit à l'intérêt des familles, soit à l'intérêt de l'Etat. »

Or, chaque fois qu'il y a eu lieu, pour le Conseil d'Etat, d'autoriser une personne morale étrangère *quelconque* à recevoir, le Conseil d'Etat s'est référé à cet avis de 1854, même s'il ne s'agissait pas d'un établissement public ou d'utilité publique.

On peut donc dire que la jurisprudence du Conseil d'Etat, au profit des associations étrangères *quel-*

conques, résulte implicitement de la longue suite de ses décisions, sans que jamais il n'ait expressément proclamé leurs droits dans une décision spéciale.

84. Le Conseil d'Etat exige que la personne morale étrangère soit autorisée par le Gouvernement français à accepter les libéralités qui lui sont faites : nous examinerons d'ailleurs à quelles conditions. Mais observons immédiatement que ce point de vue se justifie aisément. D'abord pour des raisons d'ordre public dont l'article 910 n'est qu'une application. Le législateur français veut surveiller étroitement la constitution des biens de mainmorte : au moment de la rédaction du Code, sa pensée devait se porter tout naturellement, à cet égard, sur les établissements publics et d'utilité publique seuls susceptibles de recevoir à titre gratuit. Lorsqu'est survenue la loi de 1901, une nouvelle application du même principe a été faite en ce qui concerne les associations déclarées qui, pour recevoir des dons et legs doivent demander la reconnaissance d'utilité publique.

Toutes ces raisons sont certainement applicables aux associations étrangères.

Des raisons d'ordre pratique imposaient d'ailleurs cette solution : les législations étrangères peuvent ignorer la classification française en établissements publics, d'utilité publique, etc. Il était impossible de les soustraire à l'application de notre loi nationale

pour une simple raison de qualification étrangère.

85. Examinons maintenant avec plus de détails la pratique administrative :

I. — L'autorisation n'est nécessaire que s'il y a un intérêt français en jeu. Ainsi il a été décidé que le legs d'un Italien à un établissement italien ou à une ville tunisienne n'avait pas besoin d'être autorisé (déc. 30 nov. 1908).

Cependant, même dans cette hypothèse, l'autorisation administrative peut être nécessaire si l'établissement gratifié demande l'application du tarif réduit (9 0/0) (1).

86. II. — A proprement parler, le décret d'autorisation n'habilite pas l'établissement étranger à *accepter* le legs : il se borne à permettre simplement l'exécution du legs en France (avis du Conseil d'Etat du 10 mars 1869)

Cette solution était d'ailleurs imposée par la pratique : en effet, il n'est pas possible au Gouvernement de s'opposer à l'exécution par les héritiers des

1. Accordé par l'article 19 de la loi du 25 février 1901.

Ce texte vise, dans sa lettre, les établissements français ; mais il a été étendu aux établissements étrangers, pourvu néanmoins qu'il y ait réciprocité diplomatique ou législative entre la France et le pays de l'établissement gratifié. Cette réciprocité législative peut même résulter simplement de la jurisprudence ou de la pratique administrative du pays en question.

Ex. Legs Cayron : Déc. du 9 mars 1916 (réciprocité avec l'Etat de New-York). Legs Pereira de Andrada : Déc. du 6 juin 1916 (réciprocité avec la législation portugaise).

volontés du testateur et à l'acquisition du legs par l'établissement gratifié, à moins qu'il n'y ait quelque formalité à accomplir en France : envoi en possession, transcription, transfert d'actions, etc. Le Gouvernement ne possède aucun pouvoir direct sur les associations situées à l'étranger.

87. III. — Quelles sont les formalités auxquelles donne lieu cette autorisation ?

Le décret d'autorisation est proposé par le ministre des Affaires étrangères et soumis au Conseil d'Etat qui doit être mis à même de connaître ou vérifier les points suivants : 1° la preuve que l'établissement possède la personnalité civile d'après la loi du lieu où il est situé, preuve établie par la production des textes législatifs du pays, des actes concernant l'établissement lui-même, des certificats de coutume, des renseignements fournis par les agents consulaires et diplomatiques ; 2° la preuve que les formalités accomplies par les lois locales ont été accomplies ; 3° l'acceptation du legs par l'établissement conformément aux règles de ses statuts (procès-verbal de délibération du conseil d'administration), ou conformément à l'autorisation de l'autorité étrangère compétente ; 4° la preuve que les formalités prescrites par le décret du 1^{er} janvier 1896 ont été remplies ; par exemple l'affichage du testament au Consulat de France lorsque la succession est ouverte à l'étranger ; 5° l'expédition du testament et de l'acte de

décès du testateur ; 6° la situation financière de l'établissement, son but, son caractère de bienfaisance si l'on demande l'application du tarif réduit des droits de mutation ; 7° la consistance du legs.

88. IV. — Enfin, il peut se faire que l'association étrangère possède seulement une existence de fait et non pas la capacité de recueillir un legs.

En ce cas, le legs est caduc car il ne dépend pas du Conseil d'Etat d'empêcher cette caducité au moyen d'une autorisation ayant effet rétroactif : la loi étrangère est ici seule compétente.

Si, au contraire il s'agit non pas d'un groupement étranger, mais en réalité d'une collectivité de Français résidant à l'étranger, le Conseil d'Etat peut faire application de sa jurisprudence libérale exposée ci-dessus.

C'est ainsi qu'a été validé un legs fait à Saint-Louis des Français à Madrid. La jurisprudence administrative, d'accord en cela avec celle de la Cour de cassation, admet en effet que les pauvres formant une collectivité peuvent recevoir un legs par l'intermédiaire de leur représentant légal. En l'espèce c'était le ministre des Affaires étrangères (1) : un décret du 20 novembre 1907 autorisa en ces circonstances le Ministre des affaires étrangères à accepter le legs d'Entraigues.

Nous croyons utile, pour illustrer ce qui précède,

1. *Rev. de Dr. Int. privé*, 1917, p. 717.

de donner en note le décret du 29 avril 1915 rendu à l'occasion du legs de Mier (1).

89. Le Conseil d'Etat n'a pas eu seulement à statuer sur la capacité de recueillir des établissements étrangers. Il a eu, au moins une fois, à décider si une association, sinon étrangère, tout au moins for-

1. Décret du 20 avril 1915 (*J. O.*, du 1^{er} mai 1915, p. 2.758, col. 2), rendu conformément à l'avis du Conseil d'Etat.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères.

Vu le testament de Mme Isabelle Pesado de la Llana, veuve de M. Antoine de Mier y Celis, en date du 6 mars 1907.

Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 13 janvier 1913 ;

Vu le décret du Gouvernement des Etats-Unis du Mexique, en date du 30 décembre 1913, déclarant que la fondation instituée par Mme Isabelle Pesado de la Llana, veuve de M. Antonio de Mier y Celis jouit de la personne juridique et des franchises accordées à ces institutions par la L. de bienfaisance privée du 23 août 1904 ensemble les pièces constatant que les héritiers de la testatrice ont été interpellés et qu'ils ont donné leur adhésion à l'exécution des dispositions testamentaires de Mme de Nier.

Vu l'avis du Cons. d'Etat du 12 janvier 1894 ;

Vu l'art. 910 du Code civ.

Vu l'art. 2 du traité d'amitié franco-mexicain du 27 nov. 1886.

Vu l'art. 19 de la loi du 25 février 1901.

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'exécution en France des dispositions testamentaires faites par Mme de la Llana, veuve de M. de Mier y Celis en vue de la fondation au Mexique :

1^o D'une maison de santé à Tacubaya ;

2^o D'un hospice à Crizaba ;

3^o D'un orphelinat à N. D. de Guadeloupe ;

4^o D'un hôpital homéopathique ;

5^o D'une école pour nécessiteux et indigents.

Art. — Il est déclaré que les fondations ci-dessus énumérées

mée en grande partie d'étrangers pouvait en France posséder des édifices du culte conformément à la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat.

Il n'est pas douteux, d'une part, qu'une association composée exclusivement d'étrangers peut posséder en France des établissements destinés à la célébration de leur culte : cela résulte même des lois de 1901 et de 1905 combinées (1).

La question que le Conseil d'Etat eut à trancher

ont le caractère de bienfaisance prévues par l'article 19 de la loi du 25 février 1901.

Art. 3. — Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris le 29 avril 1915.

N. B. — L'article 2 du traité franco-mexicain du 27 nov. 1886 ne paraissait pourtant pas applicable : il vise, en effet, le commerce, l'industrie, etc.

Voici son premier paragraphe : « Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation.

Paragraphe 2. — Les Français dans les Etats-Unis du Mexique, et le Mexicains en France pourront réciproquement entrer, voyager ou séjourner en toute liberté... ; ils jouiront, à cet effet, pour leur personne et leurs biens, de la même protection et sécurité que les nationaux.

1. Cela est si vrai qu'il a fallu un texte spécial pour restreindre les conséquences de ce droit dans le cas suivant :

L'article 19 du Décret du 27 septembre 1904 n'interdisait pas aux étrangers de faire partie du Comité directeur d'une union d'association cultuelles. Aussi un décret du 28 août 1908, article 8 a fermé l'entrée des consistoires algériens aux étrangers : « Les directeurs et administrateurs des unions constituées en Algérie devront être français. »

V. *Revue de dr. et de jurispr. des Eglises séparées de l'Etat*, nov. 1908, p. 264 ; juillet 1908, p. 183.

était plus délicate : il s'agissait d'une association luthérienne culturelle composée d'Allemands, avec un pasteur allemand, où l'emploi de la langue allemande était seule en vigueur. L'élément étranger prédominait à tel point dans cette association qu'elle s'était toujours refusée à accepter un pasteur français parlant allemand ; le pasteur allemand, qui la dirigeait, s'était de même toujours refusé à demander sa naturalisation. Ce groupement, qui vivait, et avait construit un temple au moyen de deniers exclusivement allemands, s'érigea en association culturelle au moment où la loi de séparation entra en vigueur, et réclama, en conséquence, l'attribution régulière des biens culturels qu'il détenait déjà.

Le Conseil d'Etat repoussa cette prétention non point expressément parce que ce groupement était étranger à la nation française, mais parce qu'il était étranger à l'organisation française du culte luthérien (Conseil d'Etat 9 déc. 1910. *Gaz. Trib.*, 5-6 et 7 fév. 1911. V. les conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement Chardenet).

Il est curieux de constater cette reviviscence légale d'un gallicanisme religieux, s'appliquant au culte réformé.

CHAPITRE VI

APPLICATION DE LA LOI DE 1901 AUX CONGRÉGATIONS ÉTABLIES EN FRANCE ANTÉRIEUREMENT A CETTE LOI

90. L'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 dispose en ses alinéas 1 et 2. « Les congrégations existantes
« au moment de la promulgation de la présente loi
« qui n'auraient pas été antérieurement autorisées
« ou reconnues, devront, dans le délai de trois mois,
« justifier qu'elles ont fait les diligences nécessaires
« pour se conformer à ses prescriptions. »

« A défaut de cette justification elles seront réputées
« dissoutes de plein droit. Il en sera de même des
« congrégations auxquelles l'autorisation aura été
« refusée. »

Le texte est formel ; il pose deux questions :

1^o Les congrégations voulant échapper à l'application de la loi de 1901 ont-elles été autorisées antérieurement ? 2^o Cette autorisation a-t-elle été régulière ?

Pour y répondre, il suffit donc d'une double vérification ; c'est cette vérification qui a été délicate dans les affaires suivantes, les congrégations visées ayant réclamé la protection d'une souveraineté étrangère.

SECTION I

Congrégations anglaises

L'examen soulevé par ces congrégations est difficile non pas en droit, pourrait-on dire, mais en fait. Certaines communautés anglaises avaient pris soin de se mettre en règle avec les lois françaises : par exemple celle des « Dames de la Conception » à Neuilly, autorisée par les décrets du 11 juin 1806, du 23 novembre 1853 et du 26 septembre 1860. Lorsque le législateur français retira à cette communauté le droit d'enseigner, elle demanda elle-même à être dissoute parce qu'elle ne pensait plus pouvoir assurer son recrutement : un décret du 20 mai 1911 lui donna satisfaction (Cl. 1912, p. 632).

Il n'en fut pas de même de quelques autres établissements anglais, qui fonctionnaient en France de temps immémorial lorsque fut votée la loi de 1901. Or il est, semble-t-il, dans la nature des congrégations de vivre souvent en marge de la loi (cela pourrait d'ailleurs aussi bien se dire de certaines sociétés secrètes) ; il y a là un phénomène psychologique et sociologique

sur lequel nous ne pouvons nous arrêter. Les établissements en question ne paraissent jamais s'être préoccupés d'obtenir une autorisation régulière soit en Angleterre, soit en France ; leur existence paraît avoir été simplement une existence de fait.

92. En outre il convient de remarquer que l'Angleterre a une conception beaucoup moins serrée que nous de la force, de « l'imperium » de la loi. Chez nous, on compte les décisions où le juge ose parler de « mitiger » la force exécutoire d'une loi (1). En Angleterre, ce pouvoir du juge est de pratique courante et les lois disparaissent sans que leur désuétude soit expressément proclamée. Nous en trouvons un nouvel exemple dans la matière des congrégations.

D'après la section 28 du *Catholic Relief Act of 1829* ou Acte d'Emancipation (10 Geo. IV. C. 7) « les « Jésuites et autres ordres ou sociétés religieuses de « l'Eglise Romaine, résidant à l'intérieur du Royaume- « Uni doivent faire l'objet d'une suppression gra- « duelle et d'une prohibition définitive. » Les sections 28 et 35 exigent, dans ce but, « que tous les « religieux hommes, déjà à l'intérieur du Royaume- « Uni, se fassent enregistrer dans les six mois de la « promulgation de l'Act ; ils interdisent en outre « toute nouvelle admission dans ces ordres ou asso- « ciations, excepté pour six mois encore à partir de « la promulgation de l'Act, et avec l'autorisation du

1. Voir *supra* n° 74 bis, p. 124.

« Secrétaire d'Etat ». Le seul fait pour un Jésuite de venir dans le Royaume-Uni est un délit passible du bannissement (art. 29).

Les Congrégations de femmes sont expressément exceptées de ces dispositions.

La section IV du 2-3 Will. IV, chapitre 115 et la Section VII du *Roman Catholic charities Act.*, (24 and 25 Vict. C. 134) maintiennent expressément les prohibitions du *Roman Catholic Relief Act* pour les *Charities* (Maisons de bienfaisance) catholiques romaines.

Or ces prescriptions formelles ne sont pas appliquées ; et ce qu'il y a de plus embarrassant pour le juriste français (législateur ou juge) c'est qu'on ne saurait rien inférer, ni dans un sens, ni dans l'autre de cette non-application, on pourrait même dire de cette carence de la loi anglaise (1).

1. Le 24 janvier 1902, le juge Kennedy, président du tribunal de police de Malborough Street, sur la demande de poursuites formée par l'Alliance protestante contre des religieux *anglais* (mais catholiques romains), refusa de délivrer des *Summons* (mandats de comparution).

La poursuite s'adressa alors à la Haute-Cour de judicature (section du *King's Bench*) pour que le juge Kennedy eut à faire connaître la raison de son refus.

Le 25 avril 1902, il comparaissait ainsi que les parties représentant l'Alliance protestante. La Cour approuva sa conduite en se fondant :

1° Non pas sur la désuétude de l'Emancipation Act ;

2° Non pas sur la règle que la Couronne pouvait seule introduire la poursuite ;

3° Mais sur ce motif que « le juge trouvait dans son pouvoir dis-

Ces considérations nous donneront un fil conducteur pour les deux espèces que nous avons à examiner.

93. *Bénédictins de Douai*. — Ces religieux étaient anglais ; leurs capitaux étaient anglais ; ils avaient pour but de former un clergé anglais. Ils s'étaient établis en France pour échapper aux conséquences de la Réforme Anglaise : retenons cette circonstance quant à leur existence légale.

La Révolution française ayant supprimé les ordres religieux, les ordres britanniques furent exemptés *quant à leurs biens* des lois sur les biens « nationaux ». Il s'agissait-là d'une pure mesure patrimoniale, inspirée par la courtoisie internationale (1), mais la loi du 7 novembre 1790 précisait et rappelait, en tant que de besoin, que les ordres étrangers devaient se soumettre aux décrets de l'Assemblée Constituante sur les vœux religieux : en d'autres termes c'était la méconnaissance absolue des ordres religieux.

créationnaire (discretion) la faculté de ne prononcer aucune peine à raison du délit et, par suite, de refuser les *summons*.

Par contre en mai 1909, le Parlement anglais refusait de prendre en considération l'abrogation de l'Emancipation Act proposée par M. Redmond. Cf. Esmein dans la *Rev. polit. et parlementaire* (10 août 1902, p. 357) ; *Les jésuites devant les trib. anglais* Voir aussi poursuite contre assumptionnistes français (*Bull. des Cong.*, 1902, p. 803).

Nous sera-t-il permis de noter ici que l'Anglais n'a pas les mêmes modes de penser et de juger que le Français : les principes de substance et d'identité ne s'imposent pas à lui avec la même force, les mêmes conséquences : il est praticien, nous sommes logiciens.

1. Idée dominante à l'époque.

On peut donc dire déjà que les Bénédictins de Douai n'étaient que tolérés ; de même aujourd'hui, après la loi de Séparation, les membres du clergé catholique ne sont, à l'égard des biens culturels, que des occupants sans titre légal.

Cette tolérance, inspirée par des raisons de politique extérieure, disparut lorsque éclata en 1793 la guerre franco-anglaise : une partie des biens fut vendue ; l'autre, demeurée sous séquestre jusqu'à la paix d'Amiens (1802), fut remise en possession des Bénédictins anglais par les décrets du 19 fructidore an XI et 28 floréal an XIII.

Là-dessus la guerre reprit avec l'Angleterre et se termina par le traité de 1814 : le directeur du collège de Douai tenta d'obtenir une indemnité pour les biens vendus pendant la Révolution comme biens nationaux ; cette demande n'avait aucune chance d'aboutir ; de fait elle ne réussit pas ; bien mieux les commissaires *britanniques* chargés de liquider les indemnités de guerre proclamèrent que le collège de Douai était un *établissement français* non visé par les dispositions du traité. Cette décision fut confirmée par le Conseil privé anglais (25 nov. 1825. Cf. livre bleu dans le *Nouveau recueil général des traités*, par de Martens ; t. XXXII, p. 221).

Quant aux biens non encore vendus, ils ne furent pour ainsi dire *jamais* restitués purement et simplement aux établissements anglais : leur adminis-

tration fut confiée à un Bureau gratuit, sauf pendant une période de trois ans (23 sep. 1814 au 17 sep. 1817), qui fut entièrement occupée par les difficultés provoquées justement par un essai de restitution pure et simple.

Ainsi donc, lorsque fut votée la loi de 1901, il était impossible d'établir l'existence légale des « Bénédictins de Douai » soit au point de vue de la législation anglaise, soit au point de vue de la législation française, soit au point de vue des conventions diplomatiques entre les deux pays (1).

L'ordonnance du 17 décembre 1818 modifiant l'administration des biens concernant les établisse-

1. Nous ne pouvons abandonner cette délicate matière sans citer un jugement du Trib. civ. de Douai rendu le 3 février 1904 (*Gazette trib.* 1904.2.96) accueillant la revendication des « Fondations catholiques anglaises » contre le liquidateur de l'établissement de Douai.

Il résulte du texte même de ce jugement ; 1° que lesdites fondations anglaises « propriétaires (en France) depuis un temps immémorial » auraient été *reconnues par décret du 10 mars 1806* ; 2° que leur droit de propriété serait « consacré par un *décret impérial du 23 juin 1806* » ; 3° que les Bénédictins anglais étaient simplement locataires des biens appartenant à ces Fondations catholiques anglaises.

Et, en effet, une lettre du Ministre de l'Instruction publique en date du 31 octobre 1903 déclare que « ladite prescription (de l'action en revendication) ne saurait être valablement opposée au propriétaire d'un bien immobilier que les Bénédictins n'ont jamais occupé qu'à titre de locataires ».

Malgré nos recherches les plus minutieuses nous n'avons pu retrouver les Décrets précités, décrets pourtant fort intéressants et auxquels il n'est même pas fait allusion dans la correspondance diplomatique ci-dessus rappelée.

ments anglais dans un sens plus favorable à ces derniers, n'avait rien d'une autorisation législative; elle était en outre unilatérale et pouvait être rapportée par le pouvoir qui l'avait édictée.

Les « Bénédictins de Douai » se doutaient d'ailleurs de la fragilité juridique de leur situation (1).

C'est ce que dut reconnaître finalement le Gouvernement anglais dans sa note du *Foreign Office* des 2 mai et 8 mai 1903, en des termes sur lesquels nous faisons d'ailleurs toutes réserves puisqu'ils posaient en principe que les « individus allant s'établir dans un autre pays se soumettent par là à la loi de ce pays (2) ».

Chapelle des Passionnistes anglais. — Cette chapelle sise à Paris, avenue Hoche, avait été édifiée vers 1870 au moyen de souscriptions privées et était desservie par quatre religieux de l'ordre anglais des

1. « Je n'ai pas fait appel à vous pour employer l'autorité du Gouvernement anglais à obtenir pour les Bénédictins anglais, la permission de rester en France, à l'encontre de la loi visant les établissements similaires. Mon appel demandait à notre Gouvernement de protéger notre propriété — qui est indubitablement anglaise — contre la confiscation aux mains de la France ». (Lettre du Supérieur Gasquet au Marquis de Lansdowne, 5 mai 1905 (de Martens. Nouveau recueil général de traités 2^e série, tome 32 p. 230).

2. « On est remonté à l'origine des fondations faites en France « pour les différents établissements britanniques, les titres ont « été consultés, les règles qui étaient observées pour l'administration de chacun d'eux avant la Révolution ont été recherchées, « et l'on a acquis la certitude que rien ne justifie les prétentions « de MM. les Evêques catholiques d'Angleterre » de qui les bénédictins anglais prétendaient tenir l'autonomie (Lettre du Duc de Richelieu à Sir C. Stuart, 27 mars 1818. De Martens, *loc. cit.*).

Passionnistes, dont les règles sont analogues à celles des Chartreux. Ces prêtres étaient d'ailleurs totalement dispensés de ces règles et vivaient en prêtres séculiers.

Ne formant pas une congrégation, ils avaient déjà prétendu échapper en décembre 1900 au paiement du « droit d'accroissement » prévu par les lois du 29 décembre 1884 (art. 9), par le décret du 3 janvier 1889 et par la loi du 16 avril 1895 article 3. Ils n'avaient payé que sur contrainte administrative (V. *le Temps* du 26 déc. 1900).

En ce qui concerne leur chapelle, le Président du Conseil français (M. Combes) fit observer à l'ambassadeur anglais que son existence n'était « liée en aucune façon au sort des religieux » anglais qui la desservaient alors, et que l'on pouvait « parfaitement concevoir qu'elle soit desservie par des prêtres séculiers ; qu'en outre on continuerait à l'égard de la Chapelle elle-même la bienveillante tolérance antérieure, quoiqu'elle ne soit pas dans une situation régulière vis-à-vis du Concordat. » (Lettre de M. Delcassé à Sir Monson 27 fév. 1903) (1).

C'était, avant la lettre, la situation créée par la loi de Séparation vis-à-vis du clergé catholique : occupant sans titre.

1. De Martens, *loc. cit.*

SECTION II

Fondations faites en Lorraine par le duc François III et placées sous la protection de l'Autriche.

95. L'église où les ducs de Lorraine sont enterrés à Nancy est desservie par des Franciscains désignés par le gouvernement autrichien.

Elle peut être considérée comme n'étant pas située en France et le Président du Conseil français reconnut lui-même qu'elle échappait à la loi de 1901 « en vertu du principe de l'exterritorialité de cette église » (Cf. Neumeyer ; *Internationales Verwaltungsrecht Munich*, 1910, t. I, p. 120).

Au surplus, le traité du 18 novembre 1738 conclu entre la France et l'Autriche stipule que les « fondations faites en Lorraine par le duc François III ou par ses prédécesseurs subsisteraient et seraient maintenues après la réunion du duché à la France » (art. 14).

Ce texte formel ne laisse place à aucun doute : nous sommes disposés à y voir une limitation contractuelle, par l'Etat français, de sa souveraineté législative.

Cette situation très claire n'a donné lieu à aucune décision judiciaire à notre connaissance (1).

1. On peut en rapprocher la situation des associations et éta-

SECTION III

Congrégations établies en Savoie et dans le Comté de Nice avant leur annexion à la France (1860).

96. Ces congrégations ont soulevé de très graves problèmes lors de l'application de la loi de 1901. Elles ont en effet invoqué un des principes les plus certains du droit international en ce qui touche l'annexion : savoir, le respect des droits acquis.

On sait les passions soulevées lors du vote de la loi de 1901 et les âpres luttes judiciaires qui s'ensuivirent.

Certains juristes ont pensé pouvoir sauver quelques épaves de l'organisation congréganiste en France, en se basant sur la régularité juridique de certains établissements religieux au moment de l'annexion à la France de la Savoie et du Comté de Nice. Certains tribunaux les ont suivis (1) ; mais la majeure partie

blissements italiens existant en Tunisie au 28 septembre 1896 et qui, en vertu du protocole, paragraphe 3 de la convention consulaire du 28 sept. 1896 entre la France et l'Italie, doivent être considérés comme déjà pourvus de l'autorisation légale.

Le même texte a maintenu le *statu quo* à l'égard des écoles italiennes sous réserve des droits de l'administration locale en ce qui concerne l'hygiène, la police etc.

1. Chambéry 18 mai 1905 et Cour de Chambéry 10 déc. 1903. Rédemptoristes de Contamine-sur-Arve (*Gaz. trib.* 1904.2.273 1^{er} sem. ; Challamel et Descottes : Plaidoiries (*Rev. des grands*

de la jurisprudence française, à la suite de la Cour de cassation, a déclaré la loi de 1901 applicable à ces établissements (1).

Il semblait, en effet, qu'il y eût conflit entre deux principes juridiques également forts en matière d'annexion ; d'un côté le respect des droits acquis (2) ; de l'autre la plénitude de souveraineté de l'Etat annexant.

97. Dans un travail où nous devons surtout dégager les principes, il ne servirait de rien d'examiner toutes les défenses au fond présentées par les Congrégations de Savoie ou du Comté de Nice. Ce qui nous intéresse, c'est qu'elles se ramènent principalement au raisonnement suivant :

1° Les congrégations de la Savoie et du Comté de

procès,) juil. et mai 1906 ; Tribunal civ. Annecy, 13 mai 1903. Congrégation de Saint-François de Sales c. M. P. et Grivaz es qual. Cl. 1903, p. 819.

L'intérêt de cette décision est d'ailleurs diminué par le fait qu'elle établit que la congrégation demanderesse a été autorisée par des décrets nombreux à accepter des legs.

1. Cass., 6 mai 1905, P.G. près la Cour d'Aix c. Orvaro, Giordano etc. *Rev. dr. intern. pr.*, 1905, p. 322 ; D. 1906.1.385 et note *Politis* ; Tribunal Seine, 16 mai 1906 et Paris, 18 déc. 1907, *Rev. dr. intern. pr.*, p. 403 ; Cons. d'Etat, 3 août 1906 ; trib. civ., Seine, 24 janv. 1907 ; trib. civ., Nice, 17 juil. 1907 (*ibid.*).

2. Il faut avouer que certaines congrégations se faisaient une idée singulière de ces droits acquis : elles pensaient par exemple, pouvoir échapper aux charges et obligations qui pèsent sur les biens des autres congrégations existant en France. Cf. Administration de l'Enregistrement c. Dames de la Visitation. Le tribunal de Nice repoussa à bon droit ces prétentions (8 fév. 1899, Cl. 1899, p. 997).

Nice étaient autorisées par la législation sarde avant l'annexion de 1860 ; elles possédaient la personnalité morale ; elles pouvaient, à ce titre, ester en justice, être propriétaires, etc.

2° Les droits acquis n'ont pu leur être enlevés du fait de l'annexion, alors surtout que le traité du 23 août 1860, reste muet à l'égard des congrégations proprement dites ;

3° Tous les décrets qui ont suivi le traité de 1860 ont comme pris à tâche de proclamer le respect dû à tous les droits acquis ;

4° Enfin, la convention du 23 août 1860, en son article 7, dispose formellement que : « Les collèges et tous autres établissements publics existant dans la Savoie et l'arrondissement de Nice, et, constitués d'après les lois sardes en personnes civiles pouvant acquérir et posséder, conserveront la propriété de tous leurs biens, meubles et immeubles et des sommes existant dans leurs caisses au 14 juin 1860. »

A fortiori, ce texte devrait être applicable aux congrégations religieuses, auxquelles la loi sarde reconnaissait la personnalité civile par cela seul qu'elles étaient autorisées (1).

98. Avant de discuter ces propositions, il va de soi que nous mettons à part toute question d'équité ou d'opportunité. Nous n'avons pas à élucider ici

1. Brunet, *Conséquences juridiques de l'annexion de la Savoie et du Comté de Nice à la France* (p. 74 et s.).

une question de justice ou un point de morale ; encore moins de *morale politique*, s'il est vrai que ces deux mots puissent s'accoler.

Les confiscations dont souffrent périodiquement les communautés religieuses n'ont jamais réussi d'ailleurs à entraver leur action ou à nuire irrémédiablement à leur existence ; ces mesures ont été pratiquées par tous les régimes, quelle que soit la religion desdites communautés ; parfois même, sous les derniers empereurs romains, au profit du culte catholique.

Certes nous considérons les associations comme des réalités, et comme des réalités extrêmement vivantes. Le système de la fiction est d'autant plus absurde que ces réalités s'imposent à l'Etat soit qu'il les tolère, soit qu'il les reconnaisse, soit qu'il les combattre. Il s'agit, répétons-le, d'une question de puissance à puissance : leur vie à chacune est faite de périodes d'hostilités coupées par des traités. Exiger que l'Etat s'en tienne éternellement à un de ces traités nous paraît aussi peu raisonnable que d'attendre la Paix perpétuelle après la fermeture du temple de Janus.

La puissance du fait associationnel dépasse les frontières ; la réglementation du droit d'association touche étroitement à l'ordre et au droit publics ; vouloir résoudre toutes les difficultés auxquelles il donne lieu au moyen d'un principe de pur droit privé

comme le respect des droits acquis nous paraît donc et une méconnaissance de faits et une erreur de méthode scientifique.

C'est assez dire que si ce principe de droit privé se trouve en conflit avec un principe de droit public tel que la plénitude de souveraineté de l'Etat annexant, notre choix est fait. On ne peut pas demander à l'Etat de se renoncer lui-même.

En reconnaissant la personnalité civile à un groupement, l'Etat, nous l'admettons volontiers, et nous le soutenons même, ne confère pas l'existence à un pur néant : mais il l'agréee dans le domaine des rapports juridiques ; il lui facilite l'existence juridique en prononçant en quelque sorte le « dignus est intrare ». Ici l'Etat remplit sa fonction, et de la façon la plus légitime, la plus normale : au même titre il a réglementé la capacité des individus, la restreignant (minorité, dégradation civique) ou la supprimant même (mort civile) selon les cas.

On pourrait même soutenir que l'individu a davantage besoin que le groupement, de cette reconnaissance, de ce classement dans la vie civile : l'association préfère souvent vivre en marge de la loi. Quand, au contraire, elle estime expédient de s'y conformer, elle n'hésite pas à batailler pour arriver à ses fins ; elle obtient alors la reconnaissance législative ; mais lier éternellement les mains de l'Etat, qui resterait seul tenu, alors que le groupement pourrait, du jour

au lendemain, reprendre une vie occulte et indépendante, serait obliger l'Etat à exécuter un marché de dupe.

99. Voyons encore les choses d'un peu plus près: l'Etat reconnaît (nous ne disons pas confère) la *capacité* d'un groupement ; il convient alors de se souvenir que la théorie des droits acquis n'a rien à faire dans le domaine des lois de capacité.

Comme le rappelait le Tribunal de la Seine, dans son jugement du 16 mai 1906, « les avantages légaux dont l'exercice est successif ne peuvent, lors même qu'ils auraient été exercés pendant un temps plus ou moins long avant la promulgation de la loi nouvelle, être considérés comme acquis que pour le passé et non pour l'avenir » (Cf. Aubry et Rau, t. I, p. 115).

L'analyse des éléments qui forment le tout complexe dénommé « personnalité morale » conduit aux mêmes résultats. Le droit d'ester en justice, par exemple, est le cas type pour marquer les variations législatives de l'Etat, qui soumet l'exercice de ce droit aux réglementations les plus variées suivant l'âge, le sexe, la nationalité, les maladies même de l'individu, réglementations qui varient elles-mêmes avec le temps.

100. La propriété elle-même n'est qu'un rapport juridique supposant un objet et un sujet. Au point de vue juridique, l'Etat peut modifier les termes de

ce rapport ; même les supprimer : si c'est l'objet (expropriation pour cause d'utilité publique) il y a lieu à indemnité pour le sujet humain (1) ; si c'est ce dernier, il y aura un bien sans maître au sujet duquel se poseront des problèmes de dévolution.

Le législateur français avait résolu ces problèmes, par exemple dans les cas de mort civile, au profit de la famille du condamné ; dans le cas de legs à un établissement civilement incapable au profit de l'administration capable de recueillir (Assistance publique) ; dans le cas de dissolution d'une congrégation au profit des donateurs (retour légal), au profit des anciens congréganistes dénués de ressources (pensions viagères), etc.

Encore une fois, il ne s'agit pas de savoir si ces mesures sont conformes à un idéal de justice absolue ou au fameux Droit naturel, si difficile à définir : il s'agit de savoir si elles sont *cohérentes* et si elles n'ont pas été exceptionnellement appliquées aux congrégations de Nice et de Savoie.

Or, celles-ci n'ont jamais invoqué l'exterritorialité ; les droits de propriété dont elles réclamaient le respect étaient des droits soumis, quant à leur exercice successif, à la loi française, imposant l'abstention d'autres citoyens français ; il ne leur serait pas

1. Cela même ne sera pas toujours vrai : voir par exemple la lutte universelle entreprise par les divers législateurs contre les fabricants d'absinthe.

venu l'idée — au cas où cette propriété aurait été violée, — d'invoquer l'appui de l'Etat en tant que souveraineté extérieure, puissance européenne ; elles se sont adressées aux tribunaux judiciaires parce qu'elles plaçaient elles-mêmes la question sur le domaine du droit privé — ce qui n'exclut pas la prééminence du droit public pour la solution de cette même question.

Le droit de propriété des congrégations avait pu être acquis valablement : son exercice appelait forcément le concours de la puissance publique. Ainsi un étranger peut emmener en France un esclave valablement acheté de ses deniers : tant que celui-ci restera auprès de son maître rien ne sera apparemment changé au régime antérieur ; mais s'il s'enfuit, le maître ne pourra le revendiquer devant un tribunal français car la loi française *méconnaît ce rapport de droit*, à raison de son opposition avec l'ordre public français.

En autorisant certains groupements religieux à posséder, le Gouvernement sarde avait proclamé par cela même leur innocuité par rapport à un milieu juridique et social déterminé ; ce qui le prouve, c'est qu'il n'accorda pas cette autorisation à tous les groupements sans distinction ; il la refusa notamment aux ordres mendiants dont les biens furent *incamérés* (L. sarde du 29 mai 1855), c'est-à-dire confisqués au profit d'une Caisse administrative servant

des pensions aux anciens membres des ordres ainsi dissous.

Mais cette innocuité par rapport à un milieu déterminé n'était pas certaine par rapport à un autre milieu : le Gouvernement français, responsable du régime des biens en France, aurait dû être appelé à la constater. Ne l'ayant pas fait, son silence ne pouvait être considéré que comme une bienveillante tolérance.

La solution contraire, limitant à l'excès les droits de l'Etat, conduit à des résultats inadmissibles : elle aurait permis, par exemple, aux membres des congrégations autorisées par la législation sarde, de continuer à vivre en commun malgré la loi de 1901 qui considère ce fait comme un délit ; personne ne saurait contester pourtant que cette loi possède le caractère d'une loi de police et de sûreté obligeant tous les individus résidant sur le territoire français.

Cette prétention, d'ailleurs, fut soutenue par une seule congrégation, au demeurant : les Oblats de Saint-Pons (Trib. Nice 16 déc. 1903 ; *Gaz. trib.* 1904 premier semestre 2275). A vrai dire, ces congréganistes n'invoquaient même pas une autorisation sarde, mais au contraire la loi sarde qui les avait dispersés, dite loi d'incamération ! Les termes de cette loi ayant accordé une pension aux anciens religieux, vivant séparément ou en commun, avaient été reproduits textuellement par l'article 3 de la Convention du

23 août 1860. Les Oblats invoquaient donc le texte diplomatique lui-même pour en inférer une autorisation de vivre en commun que n'avaient eu certainement en vue ni les diplomates ni le promoteur de la loi d'incamération, Cavour lui-même. Aussi cette prétention accueillie par le tribunal de Nice, fut-elle repoussée par la Cour de cassation (6 mai 1905, *Rev. du dr. int. privé* 1905, p. 322 avec les conclusions du P. G. Baudoin).

Les considérations qui précèdent répondent suffisamment, selon nous, à ceux que nous pourrions appeler les « partisans du droit acquis ».

Nous voulons cependant critiquer encore les deux derniers points de leur raisonnement.

102. D'abord quand ils invoquent (comme le Trib. civ. de Nice) par analogie de motifs, la série des décrets qui ont suivi le traité de 1860 ; ceux-ci ont dispensé les pharmaciens, médecins, etc., de l'obtention d'un nouveau diplôme en proclamant l'équivalence de ceux qu'ils tenaient déjà du Gouvernement sarde ; ils ont confirmé la validité des brevets concédés par le Gouvernement sarde, etc.

Nous répondrons que cet argument se retourne contre ceux qui l'emploient : il prouve en effet que l'intervention du législateur français était nécessaire pour que les droits en question continuassent à recevoir effet. Comme l'observait le substitut Siben en ses conclusions (*loc. cit.*), « à défaut d'un décret-loi

ayant dit : « les autorisations royales sardes accordées à une congrégation équivaudront à une autorisation légale française », les congrégations sardes tombaient sous le coup de la législation française promulguée le 1^{er} janvier 1861.

103. Enfin les partisans du droit acquis se basent sur l'article 7 de la convention du 23 août 1860 suivant lequel les collèges et autres établissements publics « constitués d'après les lois sardes en personnes civiles conserveront la propriété de tous leurs biens meubles et immeubles et des sommes existant dans leurs caisses au 14 juin 1860 ». Il y a là, disent-ils, un *a fortiori* au profit des congrégations sardes, puisqu'elles n'avaient pas besoin d'être érigées en établissements publics pour posséder la personnalité civile.

104. C'est ainsi que les fabriques, qui sont des établissements publics pour la loi sarde, pouvaient être avant l'annexion propriétaires des églises, presbytères et cimetières, etc. ; or, on sait qu'en France, d'après la jurisprudence administrative, ces immeubles appartiennent aux communes. Quelques tribunaux français de l'ordre judiciaire n'ont pas hésité néanmoins à maintenir les droits acquis par les fabriques sous la législation sarde ; ils ont en effet observé avec justesse qu'aucune disposition de la loi française n'empêchait les fabriques de conserver ces droits ; que le Concordat de 1801 leur permettait même d'être propriétaires des églises et presbytères (à condition

de les avoir construits de leurs deniers sur un terrain leur appartenant. (Trib. Chambéry, 4 fév. 1880, Fabrique de la paroisse de Sonnaz ; D. 80.3.81 ; 9 avril 1898, *Rec. Gaz. trib.*, 1898, deux. sem. 2147).

105. Il est à remarquer que ces décisions s'écartaient complètement de la jurisprudence administrative ; en effet, un avis du Conseil d'Etat du 24 novembre 1896 (1) avait tranché la même question en faveur des communes et à l'encontre des fabriques ; il considérait en effet que ces dernières ne pouvaient entrer dans les termes de l'article 7, lesquels visaient exclusivement les biens susceptibles de revenu qui appartenaient aux collèges et établissements publics jouissant de subventions ou de bourses de l'Etat.

Cette interprétation était évidemment rigoureuse ; elle partait du désir louable de sauvegarder la souveraineté du législateur français ; mais nous estimons que celle-ci n'avait pas à s'exercer puisque l'ordre public français ne s'opposait nullement, à cette époque, à ce qu'une fabrique possédât des immeubles cultuels ou autres.

C'est cependant à cette interprétation qu'il faut rattacher la disposition de la loi du 9 décembre 1905 en son article 15 (2). Désormais le doute n'est plus

1. Cl. 1903, p. 463.

2. « Dans les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes, la jouissance des édifices antérieurs à la loi du 18 germinal an X servant à l'exercice des cultes et au loge-

permis : le législateur n'admet pas que les biens cultuels appartiennent à d'autres personnes que celles qu'il qualifie (1).

106. L'interprétation restrictive est donc de rigueur pour l'article 7 de la convention du 23 août 1860 : s'il ne peut s'étendre aux fabriques, *a fortiori* ne peut-il s'appliquer aux congrégations.

Le Conseil d'Etat donnait déjà cette solution dans un avis du 14 février 1901 (Cl. 1903, p. 826), d'inspiration analogue à son avis du 24 novembre 1896 concernant les fabriques ; nous estimons le dernier en date de ces avis comme de doctrine meilleure que le premier. Voici pourquoi en deux mots : à la date de chacun de ces décrets, la propriété et la personnalité des fabriques étaient légales en France, celles des congrégations ne l'étaient pas à moins d'autorisation expresse.

Nous ne pouvons donc qu'approuver la jurisprudence du Conseil d'Etat, lorsqu'il a décidé que le billet royal du roi de Sardaigne conférant la personnalité à une école, qui devait être dirigée par les religieuses d'un ordre déterminé, ne valait pas reconnaissance en France de l'établissement congréganiste

ment de leurs ministres sera attribuée par les communes sur le territoire desquelles ils se trouvent, aux associations cultuelles, dans les conditions indiquées par les article 12 et suiv. de la présente loi. En dehors de ces dispositions, les communes pourront disposer librement de la propriété de ces édifices. Dans les mêmes départements, les cimetières resteront la propriété des communes. »

1. Nous avons expliqué ce point de vue : voir *supra*.

(Cons. d'Etat 10 juin 1904 ; deux espèces : dame Vallet et consorts ; dame Beaudet et consorts : *Rev. de dr. int. privé*, 1908, p. 403) (1).

On conçoit ainsi comment un décret du Président de la République en date du 19 mai 1903 a pu prononcer la dissolution des congrégations qui, en Savoie, prétendaient bénéficier d'une autorisation antérieure à l'annexion (*Rev. de dr. int. privé*, 1905, p. 332).

1. Dans le même sens : Trib. civ. Seine : 16 mai 1908, *Rev. de droit internat privé*, 1908, p. 407.

Le Président de la thèse,

PILLET

Le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL

BIBLIOGRAPHIE

- American Journal of international, law., 1906, p. 979 et 674, 1032, 1910, p. 664, 1911, p. 760, 1058.
- Annuaire de la vie internationale, 1 vol. in-8. Brux., 1908-1909.
- Alverstone*. — The international law. Association conference (Journal of the Societies of comparative législation nouv. série ; vol. XI. Londres, nov. 1910, p. 13).
- Arminjon*. — Nationalité et indigénat des personnes morales dans l'empire Ottoman, 1902, p. 691 et 998.
- Rev. du Dr. pub., juillet 1901.
- Rev. de Dr. et lég. comp., 1902, p. 381.
- Annuaire de l'Institut de dr. int. session de Copenhague, 1897, t. XVI, p. 307, t. XXIV, 401.
- Adenis*. — Les as. à but non lucratif.
- Annuaire de législ. étrangère.
- Baff*. — The intern. Societies of. esperant. Jurists. (American law R.).
- Betcheren*. — Association et ligues d'amour libre en Russie. Cl. 1911, p. 108.
- Barrault*. — Le Dr. d'ass. en Angleterre. Thèse 1908, Paris.
- Baty*. — The Int. Law. Ass. at. Path. (Journ. of the sy. of comp. leg. nouv. série, XX, Londres, 1909, p. 318).
- Bousquet*. — Le procès des sœurs françaises en Roumanie (Echos d'Orient, janvier 1905) ; en Palestine (Echos d'Orient, mars 1905).

- Bulletin des Congrégations (5 mars 1905, les congrégations aux colonies, 26 février 1905).
- Brouhot*. — Une A. anglaise peut-elle recueillir en France un don mobilier ? Concl. sous Paris, 18 février 1909 (1910, p. 1144).
- Bernard*. — A propos d'un livre sur les principes du dr. i. per. Cl., 1904-1907.
- Burnichon*. — Les capitulations et les cong. relig. en Orient (Etudes relig. philos. histor. et litt., décembre 1893).
- De Bar*. — Théorie et pratique, t. I, p. 301.
- Brocher*. — Cours, I, p. 187.
- Biebuyck*. — Le régime légal de la personnification civile en Hollande (Bibl. de l'école des s. pol. de l'Université de Louvain, 1905).
- Benoist, Cellier, Vavasseur et Taudière*. — Sociétés et associations, t. éd., 1904.
- Butler* (Recteur de l'Université Columbia de New-York). — L'esprit international.
- Bertin et Charpentier*. — Manuel des A. déclarées.
- Claparède*. — L'Institut de droit international et le Congo. Courrier européen, 1910, p. 189.
- Cassano*. — L'ufficio internazionale centro-americano (Bollettino dei consoli, 1909, p. 179).
- Combes de Lestrade*. — La vie internationale, 1 vol. Paris Gabalda, 1911.
- Clunet*. — Les ass. au point de vue historique et juridique, 1 vol. Marchal, 1909.
- Cachard*. — Le droit d'ass. aux Etats-Unis. Cl. 1903, p. 727.
- Champecommunal*. — De la nationalité des sociétés de capitaux ou de personnes. (Pand. fr., 98-5-1).
- Colosio*. — Du dr. d'ass. en Tunisie. Cl. 1904, p. 845.
- Conseil d'Etat. Série d'études sur le droit d'ass. dans les législations étrangères par Jean Clos, René Worms. Grunebaum, Peschaud-Hannotin et G. Cahen. Paris, imprimerie nationale, 1899.

- Curet.* — Liquidation des biens des Congrégations.
Congrès international de philosophie tenu à Genève du 4 au 8 septembre 1904. Conception des pers. morales.
Rapport présenté par Boistel, p. 5.
- Dupuis.* — L'institut de dr. intern. Session de Paris. Revue de dr. int. public, 1910, p. 581, 1911, p. 621. Florence, id., 1909, p. 162.
- Dernis.* — Le régime des assoc. en Bavière. Thèse Paris, 1902.
- Dudley Field.* — Outline. art. 545.
- Despagnet.* — Précis, 3^e éd., p. 106, 121.
- Dicey.* — Digestes of the law. of England. American notes ch. XIX.
- Dareste.* — Revue des Deux-Mondes, 15 octobre 1891.
- Ducrocq et Barrilleau.* — Cours de dr. administratif, 7^e éd., t. VI. n^o 2199.
- Daguin (Fern.).* — Les étrangers au Venezuela.
- Dain.* — Condition des a. non reconnues.
- Dillon (G.).* — Essai sur la condition juridique des étrangers au Japon.
- Escarra.* — Les fondations en Angleterre, 1 vol. Rousseau, 1907.
- Esperson.* — Le dr. i. pr. dans la législation italienne capacité des personnes morales. Cl., 1880, p. 338.
- Epinay.* — De la capacité juridique des ass. Thèse Lille, 1897, p. 295.
- La réforme et la législation sur les ass. aux Etats-Unis (Congrès du droit d'ass., 1889, p. 143).
- Emery.* — On foreigners. and foreign. corporations.
- Fried.* — La Science de l'internationalisme. Cl. 1910, p. 783.
- Féraud-Giraud.* — Les pers. civiles devant les trib. étrangers. Cl. 1896, p. 943.
- Fiore.* — Revue Gén. dr. int., 1894, p. 347.
- Fæihx.* — Traité de dr. i. pr., t. I, p. 65.

- Fusier-Hermann.* — Répertoire v^o étranger, n^o 697 et 1.
- Fromageot.* — De la double nationalité des individus et des sociétés. Paris, 1891.
- Govare.* — L'international Law. association à Buldapesth, 1908 (Rev. de dr. int. pr., 1909, p. 972).
- Garneau.* — L'action en justice des a. professionnelles en France et en Belgique. Thèse Paris, 1907.
- Gombeaux.* — De la nationalité des pers. morales en dr. allemand. Cl. 1907, p. 994.
- Gore-Brown.* — Des ass. sans but lucratif en Angleterre. Cl. 1903, p.
- Gairal.* — Les a. entre Français et étrangers et le projet de loi sur les a. (Rev. cath. des instit. et du dr., 1884, p. 226).
- Grumbach.* — Les a. et les cercles depuis la loi de 1901.
- Guionnet.* — Droits patrimoniaux des ass. à but non lucratif.
- Hamilton.* — Recognition of. foreign. Companies (Journ. of societies of compar. legal (N. S., t. VII, p. 129).
- Hayem.* — Domaines respectifs de l'association et de la société, 1 vol. Rousseau, 1907.
- Haus.* — Dr. civil des étrangers en Belgique, n^o 118.
- Haurion.* — Dr. administratif, 5^e éd. p. 105.
- Hilton Young* (37.944). — Foreign Companies and other corporations Cambridge University Press. 1912 (V. dans American Journal January, 1913).
- Haladjean.* — Des pers. mor. etc., Paris, 1901.
- Keidel.* — Capacité juridique des pers. morales dans le nouveau Code Allemand. Cl. 1899, p. 25.
- Hering.* — Zweck und Recht, t. I, p. 296 et suiv. Trad. Meulenaere, p. 201, n^o 138.
- Journal of the Society of comparative législation vu les XX et 22.
- Institut Solvay : La personnification civile des ass. (Allemagne, Angleterre, France, Italie).

- Jay.* — La pers. civile des syndicats professionnels.
- Jacquier.* — Condition légale des congr. religieuses.
- Lemonon.* — L'institut de dr. intern. Cl. 1911, p. 414.
- Lainé.* — Des pers. morales en dr. i. p. Cl. 1893, p. 273-307.
- Ly on-Caen.* — De la capacité des pers. mor. publiques (Annuaire de l'Institut, t. XV, p. 74.
- Laurent.* — Dr. civil international, t. IV, p. 152.
- Law.* — Journal Service on a foreign. corporation, vol. 46, 2391, p. 697.
- Lapierre.* — De la capacité civile des congr. non autorisées.
- Mercier.* — La 24^e session de l'Institut de dr. intern. Florence (Rev. dr. int. pr., 1909, p. 778 et 353.
- Michoud.* — De la capacité en France des pers. morales etc. et en particulier du Saint-Siège (Rev. de d. i. public 1894, p. 193).
- Moreau.* — La pers. civile ne comprend pas nécessairement la capacité d'être instituée, cl. 1892, p. 340.
- Michoud.* — Annales de l'Université de Grenoble, 1901, t. XIII, p. 27.
- La notion de personnalité morale.
- Maitland.* — Sur le développement du système du trust. Trust and. Korporation dans le Grunhuts, Zeitschrift.
- Marga'.* — De la condition juridique des ass. non déclarées (Rev. trim. de dr. civ., 1905, p. 235).
- Montpellier.* — De la condition jur. des pers. mor. étr. Th. Bordeaux, 1910.
- Morawetz.* — The law. of. private corporations, 1886.
- Murfree.* — Law. of foreig. corporation, discussion of. the principles of private int. law. Saint-Louis, 1893.
- Nippold.* — Un projet d'association internationale des spécialistes du dr. des gén. (Revue de dr. i. public, 1909, p. 82).
- Negulesco.* — Des droits en Roumanie d'une personne mo

- rale étrangère appelée par testament à recueillir une succession, cl. 1906, p. 1041.
- Nagaoka*. — Les étrangers au Japon, cl. 1905, p. 1217 et 1907, p. 314.
- National, corp. Report, vol. 43, 7, p. 209. Foreign corporations and state courts.
- Otlet*. — Le régime juridique des ass. intern. (Revue de l'institut de droit comparé. Brux., 1910, p. 584).
- Ollicier* (Emile). — Des congr. relig. non autorisées (Revue pratique de droit, t. V).
- Politis*. — L'institut de dr. international (Revue de la Paix, 1908, n° 12).
- Pillet*. — De la personnalité juridique internationale de l'Église et de la faculté pour le pape de recueillir des legs en France (S. 95.2.57).
- Poulet*. — De la situation légale en Belgique des pers. mor., etc., 1 broch. 1902 (Extrait de la Rev. Rép. mens. de la Jurisprudence Belge, 1902).
- Picard*. — Droits des personnes civiles étrangères en Belgique. Cl. 1881, p. 476.
- Planiol*, 3^e éd., t. I, n° 3041.
- Picard*. — Rapport au Congrès mondial des ass. intern. (Rev. dr. i. pr., 1910, 565).
- Pillet*. — Les pers. mor. en dr. i. pr.
- Pichat*. — Le contrat d'association.
- Pichon*. — Les caractères distinctifs des ass.
- Pillet*. — Régime international de la propriété industrielle, nos 246 et s., p. 376 et s.
- La marque des Chartreux et les prétentions du liquidateur devant les tribunaux étrangers (Rev. d. i. p., 1907, p. 525 et note. S. 1908, 4-9).
- Picard*. — Les ass. sans but lucratif. Leur org. jur. nat. intern. et supernationale.
- Padoux*. — Note sur la situation des missions cathol. au Siam (Bull. Soc. de légis. comp., 1911 juillet, p. 300).

- Pellissié du Rausas.* — Le régime des capitulations dans l'empire ottoman (2 vol., 2^e éd., 1910).
- Paoli.* — La question des étr. en Algérie (Rev. polit. et parlem., 10 mai 1907, p. 302).
- Rolin.* — La 26^e session de l'Institut de dr. inter. et ses travaux (Rev. dr. int. et le lég. comp. Bruxelles, 1910, p. 328).
- R.-E.* — Assoc. de dr. i. (Int. Law. Ass.). Confer. de Paris. Revue de dr. int. et de lég. comp. Bruxelles, 1912, p. 307.
- Reusterskiold.* — De la condition juridique des personnes juridiques et individuelles en Suède. Cl. 1906, p. 579.
- Renault.* — Du droit pour une pers. morale étrangère de recueillir par succession un immeuble situé en France. Cl. 1893, p. 5118.
- Rolland(de).* — Condition des pers. mor. étr. dans la principauté de Monaco. Cl. 1890, p. 244.
- Revue britannique, septembre 1871, p. 246 : l'Internationale en Angleterre.
- Rivas.* — De las sociedades extranjerias en Venezuela. Revue catholique des institutions et du droit (1884 + 22). Les ass. entre français et étrangers.
- Rapelet.* — Traité des cong. relig.
- Sansas.* — Note sur la Sté de leg. comparée des Etats-Unis (Bulletin de la S. de leg. comparée). Paris 1909, p. 106.
- Streltozow.* — Les Ass. érotiques en Russie. Cl. 1909, p. 74.
- Strect.* — La question des communautés helléniques en Roumanie (R. de dr. intern. privé, 1906, p. 253).
- Sacopoulo.* — Des pers. mor. en dr. int. p., 1 vol. Genève, 1898.
- Saleilles.* — Bull. de la Sté de lég. comparée, avril, mai 1899, p. 265, 452; *les Associations dans le nouveau droit allemand*, dans « le Droit d'Association ». Congrès à Paris du 25, 26, 27 mai 1899.]

- Story*. — *Conflict of laws*, p. 705.
- Surville et Arthuys*. — Cours élémentaire, 2^e éd., p. 153.
- Surville*. — Un syndicat profess. légalement constitué dans dans son pays d'origine peut-il plaider en France (Revue critique, 1910, p. 82).
- Story*. — *Commentaries on the Conflict of laws*, 1883.
- Simonet*. — Des congrégations religieuses.
- Tronquoy*. — De la notion juridique internationale de la fondation, 1 vol. Rousseau, 1903.
- Trouillot et Chapsal*. — Du contrat d'association.
- Thompson*. — *Commentaries on the law of corporation*, 1896.
- Verongstraete*. — Le rég. légal des a. i. à but scientifique (Rev. soc. cathol., 1912, p. 136).
- Valleroux*. — Du droit pour les a. étrangères d'ester, en justice en France (Cl. 1906, p. 628).
- Wahl*. — Les S. assoc. ou autres collectivités dotées de la pers. morale dans le pays où elles ont pris naissance peuvent-elles faire valoir cette personnalité dans tous autres pays. Sirey, 1900.4.25.
- Van Berghem*. — Capacité civile des corporations étrangères d'après le projet de révision du Code Napoléon soumis aux Chambres Belges (Rev. de d. i., 1889, p. 5).
- Vermeesch*. — Le Belge et la pers. civile.
- Weiss*. — Des libéralités adressées aux pers. morales étrangères (Pand. fr., 1892, 5, p. 17).
- Wæste*. — Du dr. pour une pers. mor. étrangère de recueillir par succession un immeuble situé en Belgique (Cl. 1893, p. 1123).
- Vareilles-Sommieres (de)*. — Les pers. morales, 1 vol. Pichon, 1902.
- Westlake*. — La doctrine anglaise en matière de dr. i. p. sur les corporations hôpitaux (Cl. 1882, p. 28); et

- Private int. law., p. 334. Traité de droit international privé, col. 1914.
- Weiss. — Traité théorique et pratique, t. II, p. 393 et Cl. 1892, p. 149.
- Wharton. — Conflict of law. S. 105.
- Van Den Heuvel. — De la situation légale des a. sans but lucratif.
- Wahl. — Soumission des a. au rég. fiscal. Cl. 1908, p. 988.
- Vincent et Penaud. — Dict. de dr. i. pr., 1888.
- L'Institut ibéro-Américain de dr. comparé (Rev. de dr. int. priv., 1909, p. 1026).
- International A^{on} for labor legislation publication (Bull. of the bureau of labor, janvier 1910, p. 1165).
- Institut de dr. int. Session de Madrid, 1911. Cl. 1911, p. 1032 (Rev. de dr. int. et de lég. comparée. Bruxelles 1911, p. 302).
- Les droits et immunités des communautés chrétiennes en Turquie (Rev. d. i., p. 1894, p. 397).
- The intern. law. A^{on} London conference Law. magazine, novembre 1910, p. 77 et t. XXXII, p. 342.
- The inter. law. A^{on} August. 2-5, 1910, 1 vol. in-8. Londres Phut, 1910.
- Une loi roumaine sur les Ass. de fonctionnaires et le droit de grève (Annales de dr. commercial 1910, p. 495).
- A^{on} Italienne de dr. maritime (Revue maritime, octobre 1910, p. 232).
- Des ass. de magistrats en France et à l'étranger. Cl. 1912, p. 110.
- Associations sans but lucratif et séparation des Eglises et de l'Etat au Brésil. Cl. 1909, p. 441.
- Des Ass. et syndicats de fonctionnaires en Allemagne. Cl. 1909, p. 668.
- Le statut, les A. et les grèves de fonctionnaires en Italie. Cl. 1909, p. 1024.

Les A. et le régime des fonctionnaires en Hollande. Cl. 1909, p. 1032.

Les A. de fonctionnaires en Autriche. Cl. 1909, p. 1019.

Yamada. — Les pers. mor. étr. au Japon. Cl. 1901, p. 633.

Zeballos. — De la condition dans la République Argentine des Sociétés organisées en pays étrangers (Bull. arg. de dr. i. pr., 1906, p. 174, 1907, p. 260).

TABLE DES MATIÈRES

N°	Pages
INTRODUCTION.	7
GÉNÉRALITÉS.	13
1. Définition de l'association.	13
2. L'association au sens étroit.	14
3. Comment le législateur différencie l'association de la société	16
4. Importance de l'association au point de vue international.	16
5. Plan de l'ouvrage.	19

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Historique de l'association

6. Nécessité de cet historique.	21
---	----

SECTION I

7. L'association chez les Grecs.	22
--	----

SECTION II

8. L'association à Rome.	22
9. Résultats de la politique du Bas-Empire. . . .	24

SECTION III

10. L'association au Moyen Age.	25
11. L'association sous la Monarchie.	26
12. L'association et le droit moderne.	27

CHAPITRE II

La loi de 1901

13. Rappel de ses dispositions essentielles.	29
14. Faut-il appliquer le criterium de la loi de 1901 aux associations étrangères.	29
15. Les associations déclarées.	31
16. Les associations reconnues d'utilité publique	32
17. Les congrégations.	33

DEUXIÈME PARTIE

Associations formées en France par des étrangers

CHAPITRE PREMIER

Généralités

18. Un étranger peut-il invoquer en France le droit d'association.	37
19. Dispositions des projets de lois français à cet égard	40

CHAPITRE II

Condition juridique des associations formées en France par des étrangers

20. Loi réglant la capacité des parties.	42
--	----

21. Loi compétente pour la cause ou l'objet de l'association.	43
22. Une association d'étrangers peut poursuivre un but politique.	43
23. Droits et obligations des associés.	43
24. Ces associations peuvent-elles se fédérer entre elles.	47
25. Peuvent-elles posséder des biens à l'étranger.	48
26. Dissolution de ces associations.	50
27. Conditions : 1 ^o élément étranger.	50
a) associations composées en majeure partie d'étrangers.	50
28. b) associations ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger.	52
29. 2 ^o actes commis par l'association.	54
a) agissements de nature à fausser le marché.	54
30. b) agissements de nature à menacer la sûreté de l'Etat.	56
31. Conséquences de la dissolution.	56
32. Application de l'article 8, § 3 de la loi de 1901.	57
33. Du délit de reconstitution d'association.	59

TROISIÈME PARTIE

Les associations étrangères en France

34. Division	62
------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

Validité internationale du contrat d'association

35. Nécessité de cette validité.	63
36. Limitations tirées de l'ordre public.	66

CHAPITRE II

Personnalité et reconnaissance des associations étrangères

SECTION I

Personnalité des associations

37. Inutilité des théories sur l'existence véritable des personnes morales.	70
38. La personnalité des associations étrangères s'impose à la souveraineté locale.	72
39. Jurisprudence française.	75

SECTION II

Reconnaissance des associations étrangères

40. Position de la question	76
41. Faut-il imposer à ces associations la formalité de la déclaration ?	77
42. Critique de la distinction entre les actes patrimoniaux et fonctionnels les actes.	78
43. Distinction entre la capacité de jouissance et la capacité d'exercice	81
44. Association reconnue à l'étranger au moyen d'une déclaration.	83
45. Association reconnue d'utilité publique à l'étranger	84
46. Association pourvue de la personnalité civile en dehors de toute déclaration ou autorisation à l'étranger.	85
47. Nécessité de ne pas appliquer toujours la classification française concernant les associations.	87

CHAPITRE III

Nationalité des associations

48. Théorie négative de la nationalité.	89
48 bis. Critique de cette théorie.	91
49. Ce qu'est la nationalité des associations	92
50. De quoi dépend la nationalité des associations.	93
51. Examen des théories proposées.	95
52. Leur défaut essentiel est de s'attacher à un fait.	97
53. Détermination d'après la loi constitutive de l'association.	97
54. Conséquences de ce critérium.	98
a) en cas de dissolution de l'association	98
55. b) en cas d'associations formées en France par des étrangers.	99
56-57. c) en cas d'établissements fondés par des associations étrangères	99-101

CHAPITRE IV

Capacité d'exercice des associations étrangères

58. Principes à appliquer.	103
59. A) Application du principe de la spécialité.	104
60. Son rôle à propos des associations étrangères.	106
61. B) Droits politiques.	108
62. C) Droits publics.	108
63. Quid du droit de faire le commerce ?	108
64. D) Droits privés.	109
65. Droit d'ester en justice.	110
66. <i>Cautio judicatum solvi</i>	110
67. Preuve de la validité de la constitution de l'association.	111
68. Responsabilité pénale et civile.	112

CHAPITRE V

Etude de la jurisprudence française

SECTION I

Tribunaux judiciaires

69.	Rareté de leurs décisions.	115
70. A)	Société phrénologique d'Edimburg c. D ^r Verity	115
71. B)	Dumas et the International Arbitration, etc., c. dem. Dieudonné.	117
72.	1 ^o l'association anglaise pouvait-elle être instituée légataire.	119
73.	2 ^o pouvait-elle réclamer l'exécution du legs.	121
74. C)	Duc de Frias c. baron Pichon.	123
75 D)	Ville de Marseille c/ Jésuites de Jocas, Rey- naud et consorts	124
75. E)	Bénédictins de Silos Burgos c. Société de la Bénédictine de Fécamp.	126
76. F)	Pschoor, Seldmayer et consorts c. Winckler et fils.	127
77. G)	Comité des assureurs de Hambourg c. Cie Transatlantique.	128
78. H)	Bénéfice Cure de Thonex c. Administration des Domaines	133
79. I)	Yagou c. Frères de la Doctrine Chrétienne.	135
80.	Capucins de Saint-Polycarpe c. dame Giraud.	139

SECTION II

Pratique et jurisprudence administrative

81.	Différence avec la jurisprudence des tribunaux judiciaires	142
-----	---	-----

82. <i>Quid vis-à-vis des associations étrangères</i>	144
83. Application de l'article 910 du Code civil.	146
84. Motifs de cette application.	147
85. Conditions de cette application.	148
86. Effet de cette application	148
87. Formalités auxquelles donne lieu cette appli- cation	149
88. Caducité des libéralités faites à une association étrangère	150
89. Une association cultuelle formée par des étran- gers peut-elle recueillir en France des biens cultuels ?	151

CHAPITRE VI

Application de la loi de 1901 aux congrégations établies en France antérieurement à cette loi

90. Position de la question.	154
--------------------------------------	-----

SECTION I

Congrégations anglaises

91. Leur situation équivoque.	155
92. Difficulté de les considérer comme existantes au point de vue de la loi anglaise.	156
93. Bénédictins de Douai.	158
94. Passionnistes anglais.	161

SECTION II

Fondations faites en Lorraine par le duc François III

95. Application de l'exterritorialité.	163
--	-----

SECTION III

Congrégations de la Savoie et du Comité de Nice

96. Intérêt de la question.	164
97. Ces congrégations pouvaient-elles exciper des droits acquis sous la législation sarde. . . .	165
98. Insuffisance de la théorie des droits acquis. . .	166
a) le droit associationnel touche au droit public.	167
99. b) il s'agit d'une question de capacité de l'asso- ciation.	169
100. c) la propriété suppose un rapport de droit. .	169
101. d) l'Etat est seul juge de l'innocuité d'une association.	171
102. Intervention du législateur français pour sanc- tionner les droits acquis.	173
103. L'article 7 de la convention du 23 août 1860 peut-il être appliqué.	174
104. Argument tiré de la situation des fabriques. . .	174
105. La Jurisprudence administrative et la loi de 1905 n'ont pas reconnu le droit acquis des fabriques	175
106. <i>A fortiori</i> l'article 7 ne peut s'appliquer aux con- grégations	176
BIBLIOGRAPHIE.	178

